

de Bonnois
otion

un bon grave, depuis la chancelière
son ancien adversaire, M. Helmut
Kohl l'a remercié tout particulièrement
d'avoir pu compter sur sa
le processus de la ré-
narrative, l'is-



« L'Économie » : le grand frisson de l'immobilier

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14839 - 7 F

MARDI 13 OCTOBRE 1992

FOUNDEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

L'inventeur Colomb

FAUT-IL, cinq cents ans après, blâmer Christophe Colomb d'avoir découvert l'Amérique ? Au moment où s'achève, à la date anniversaire du 12 octobre, l'Exposition universelle de Séville, capitale de cette Andalousie d'où il s'embarqua vers l'Asie pour débiter... sur le Nouveau Monde, le procès se mêle à l'hommage.

Sur les traces du navigateur commandité par les Rois Très Catholiques, un pape voyageur, Jean-Paul II, vient de parler, à Saint-Domingue, « des ombres et des lumières » de cette conquête qui associa sans scrupules ethnocide et « évangélisation ». Les descendants des Amérindiens ont manifesté en plusieurs endroits leur colère rétrospective contre la massacre de leurs aïeux. Leur présent reste hanté par le viol, cinq fois centenaire, de leur monde et l'ensauvagement des civilisations qui y prospéraient dans l'ignorance de la « Révélation » et des cultures de l'Occident. Le pape a demandé « pardon pour les offenses ».

L'AMIRAL croyait agrandir le monde, ouvrir des routes, élargir les perspectives, donner des aîles au commerce. En vérité, il devint un rétrograde d'espace. La Terre, après lui, se connaîtait, pour la première fois, dans sa finitude. Le transgresseur de limites ne faisait que poser les balises du monde fini. Il fut le lointain fondateur du « village planétaire ».

Les deux parties du continent américain auront connu, au long des siècles, des destins à la fois semblables et divergents. Au sud comme au nord, des Européens installèrent leur foi, leurs armes, leurs lois, leurs intérêts et leurs esclaves. Mais c'est au Nord seul qu'il revindrait d'imposer le modèle économique qui, traversant et retraversant l'Atlantique depuis deux siècles, s'imposerait à l'Europe tout entière. Quant au Sud, il fournirait des exemples de ce que peuvent produire, sur le plan de la culture, des métissages réussis.

NOTRE temps ne peut plus concevoir ce que serait l'« invention » - au sens où l'on parle d'« inventeur » d'une groutte inexplorée - d'une partie du monde. Avant Colomb, le flou des espaces infinis. Depuis Colomb, le lent amenuisement des distances, la contraction des temps de parcours, la proximité des lointains. À mesure que se sont développées les techniques de l'échange accéléré - pour les marchandises, mais aussi pour les images, les idéologies et les crises d'identité - la planète s'est, de fait, comme ramassée sur elle-même.

À ce rétrécissement aurait pu correspondre un renforcement de l'idée d'une solidarité entre les humains. Au contraire, cette fin de siècle est marquée par l'émiettement, l'apre crispation des intérêts et l'inexistence d'un projet collectif. Chaque jour montre l'urgence d'une nouvelle « invention », qui ne serait pas dominée par la recherche des intérêts mercantiles ou la volonté de puissance. Quel Colomb fera traverser à l'humanité au complet l'océan des périls qu'elle s'acharne à aggraver ?

Lire page 7 le reportage de MARIE-CLAUDE DECAMPS à Saint-Domingue

M0147 - 1013 0 - 7.00 F



Les négociations de Bruxelles sur l'agriculture

GATT : la France recherche le soutien de l'Allemagne

Responsables européens et américains tentaient, lundi 12 octobre à Bruxelles, de résoudre leur différend agricole au sein du GATT. Les États-Unis ayant assoupli leur position, un accord avec la Commission, qui négocie pour les Douze, ne semblait plus hors de portée. La France pourrait s'opposer à un accord agricole, avec le risque d'une nouvelle crise dans la CEE. M. Bérégovoy devait rencontrer le chancelier Kohl, lundi à Bonn, pour tenter de rallier l'Allemagne à sa position.



Lire l'article de PHILIPPE LEMAITRE page 21

Des prévisions revues à la baisse

Les milieux économiques s'inquiètent du ralentissement de l'activité

Malgré l'optimisme officiel sur lequel le gouvernement fonde le projet de budget 1993, la plupart des organismes de conjoncture révisent leurs prévisions à la baisse. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) annonce ainsi une croissance du produit intérieur brut de 1,7 % en 1992 et de 2 % en 1993. Mais c'est surtout l'inquiétude

qui domine en cet automne 1992 chez les chefs d'entreprise. Déjà, les signes avant-coureurs d'un sérieux ralentissement de l'activité ne manquent pas. Les services, seul secteur qui ait créé de l'emploi ces dernières années, sont touchés, et dans le bâtiment les mises en chantier ont chuté de 14,7 % pour les sept premiers mois de l'année.

Orange virant au rouge

par François Renard

« Jamais, depuis trente ans, ou même bien davantage, les chefs d'entreprise n'ont été aussi moroses, je dirais même pessimistes », soupire un banquier la semaine dernière. « Plus qu'une concurrence exacerbée, des marges rognées et un ralentissement de l'activité, c'est le renvoi aux calendes grecques d'une reprise économique amorcée timidement par deux fois, et suivie immédiatement par une rechute, qui assombrit l'horizon », ajoutait-il.

Sans doute, la profession bancaire va-t-elle connaître une année difficile, peut-être deux, et pour quoi pas trois ? Les résultats semestriels des établissements portent la trace des provisions qui ont dû être constituées sur les crédits aux entreprises, et, bien entendu, sur ceux aux promoteurs immobiliers et aux marchands de biens. Il

faut dire que la prise de conscience de la crise de la pierre et du béton, la pire depuis les années 30, a été plus que tardive et d'autant plus douloureuse. Mais c'est surtout l'inquiétude générale qui impressionne le plus en cet automne 1992, qu'elle soit dans les esprits ou qu'elle se fonde sur la réalité de tous les jours.

Les signes avant-coureurs d'un sérieux ralentissement ne manquent pas. La grande distribution, qui, fin juillet, avait déjà réduit ses commandes pour la rentrée de septembre-octobre, voit ses ventes diminuer, et prévoit un recul de 3-4 % en volume. Déjà, sur les huit premiers mois, l'activité commerciale globale, selon la Banque de France, a fléchi de 7,3 % sur l'ensemble, de 3,9 % sur l'habillement, et même de 2 % sur l'alimentation, secteur en principe protégé.

Lire la suite et nos informations page 22

L'ÉCONOMIE

Les banques et la crise de la construction

De la petite agence au plus grand promoteur, tous les professionnels de l'immobilier sont passés de l'euphorie au cauchemar. Les banques, fort impliquées, ont jusqu'ici choisi de soutenir le secteur. Combien de temps ? Enquête de Françoise Veyssie.

Lire également : Le purgatoire des banques : La revanche de Pancho Villa, Terence Conran prend sa revanche ; Tohu-bohu dans le courrier express ; Dossier : Les zones de libre-échange ; La chronique de Paul Fabre.

pages 29 à 40

Débat désamorcé aux États-Unis

Le duel télévisé entre M. Bush et M. Clinton a été perturbé par M. Perot

WASHINGTON

de notre correspondant

Goguenard, roublard, démagogue, M. Ross Perot a été le plus applaudi lorsqu'il a garanti que son arrivée à la Maison Blanche serait « un événement tout à fait étonnant et vraiment historique », lancé que le pays « était assis sur la bombe à retardement du déficit budgétaire » et que « les autres » n'avaient pas « l'estomac » pour décider des hausses d'impôts nécessaires pour combler ce déficit, enfin promis qu'il « nettoierait la pagaille » washingtonienne en envoyant « au musée » tous les groupes de pression gravitant autour

du Congrès et de la présidence. Très vite, le président sortant et le gouverneur de l'Arkansas ne s'y sont pas trompés : M. Perot avait le plus d'expressions. Ils n'ont cessé de le courtiser, se refusant à le contredire et pliquant leurs interventions d'insultes « comme le dit Ross » et autres « je suis d'accord avec Ross ».

Sur le plateau de ce premier débat, M. Perot incarnait, avec plaisir et simplisme, un « Américain moyen » et enfermait MM. Bush et Clinton dans le rôle de politiciens professionnels.

ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 7

Corruption à la française

I. - La peur du mot

par Edwy Plenel

Curieux pays que le nôtre. Le mot « corruption » est à peine entré dans le dictionnaire politique courant, introduit en grande pompe par le premier ministre en personne, que ses citoyens semblent déjà s'en accommoder, comme si le diagnostic allait de soi. Six mois à peine après le discours de politique générale de M. Pierre Bérégovoy où le mot fut lâché, les députés sont invités à adopter d'urgence un projet de loi « relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ». La France serait-elle devenue le Brésil ?

Dans une relative indifférence, les membres de la commission des lois de l'Assemblée nationale ont donc été contraints de débattre en trois petites séances d'un texte lourd de conséquences, alors que, fin 1989, ils en avaient consacré pas moins de seize au projet de loi sur le financement de la vie politique. Que cette loi du 15 janvier 1990 soit restée dans les mémoires sous l'appellation impropre de loi d'amnistie et que le texte aujourd'hui en discussion revienne une nouvelle fois sur le financement des campagnes électorales, prouve pourtant que ce n'était déjà guère suffisant.

Lire la suite page 14

Le prix Nobel de médecine à deux Américains

Le prix Nobel de médecine 1992 a été attribué, lundi 12 octobre, aux deux biochimistes américains Edmond H. Fischer et Edwin G. Krebs pour la découverte concernant « la phosphorylation réversible des protéines en tant que mécanisme de régulation biologique ».

Violents incidents en Angola

Les troupes de l'UNITA affrontent les forces gouvernementales.

page 6

Trois nuits d'agitation à Vaux-en-Velin

Après la mort d'un jeune délinquant, tué par la police, la commune de la banlieue lyonnaise a été secouée par des violences.

page 16

M. Solisson crée le Mouvement des réformateurs

Le ministre de l'agriculture veut donner une expression politique à l'ouverture au centre.

page 12

DÉBATS

Un entretien avec Yeshayahu Leibovitz

« Il faut désaccabler l'Etat... », nous déclare le philosophe et scientifique israélien.

page 2

Le sommaire complet se trouve page 28

« Chronologie illustrée de l'Histoire Universelle »

Offre spéciale de lancement

Des premiers hommes de la Préhistoire aux affrontements de la guerre du Golfe. Présentées en tableaux comparatifs, des milliers de dates expliquées pour comprendre et restituer les événements qui ont marqué l'histoire à toutes les époques, sur tous les continents.



ÉCARTIS / Albin Michel

Découvrez-la chez votre libraire.

La loi Sapin attaquée

La loi Sapin, qui vise à rendre plus transparente l'activité des milieux publicitaires, déclenche contre elle les critiques. En ordre dispersé, annonceurs, agences publicitaires et centrales d'achat partent en guerre contre cette réforme des circuits financiers.

Lire l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA et d'YVES-MARIE LABÉ page 21

ESPACE EUROPÉEN

Les mal-aimés de Bruxelles

Les fonctionnaires européens ont le sentiment d'être choisis comme boucs émissaires de l'impopularité des gouvernements nationaux.

■ Rencontre avec M. Manfred Stolpe, ministre-président du Brandebourg. ■ L'Europe de la salade et l'Europe du chou.

pages 9 à 11

هكذا من راحل

2 Le Monde • Mardi 13 octobre 1992

DÉBATS

Un entretien avec Yeshayahou Leibovitz

« Il faut désacraliser l'Etat... »

« Deux notions difficiles à cerner et à distinguer continuent de susciter, un peu partout, d'âpres débats : celles du judaïsme et du sionisme. Comment les définir ? »

Depuis le vingtième siècle, il n'est plus possible de donner une définition exacte du « judaïsme ». Nous comptons aujourd'hui, de par le monde, douze à treize millions de gens considérés par les *goyim* (1) comme juifs, et dont la très grande majorité ont une conscience plus ou moins développée de leur judéité. Mais je ne connais aucune valeur, ni dans la vie physique ni dans la vie spirituelle, qui soit réellement commune à ces douze ou treize millions de gens. En revanche, jusqu'au dix-neuvième siècle, le judaïsme avait une réalité historique précise : il était le dépositaire d'une tradition religieuse déterminée.

Pour vous, le judaïsme reste donc avant tout une religion ?

Oui, mais attention : une religion existentielle, pas une religion spirituelle. Ce n'est ni une croyance particulière, ni un état d'esprit, ni une forme de spiritualité qui caractérise l'essence du judaïsme. C'est une praxis, ou si vous préférez, une façon spécifique d'aborder l'existence, de vivre sa vie en se conformant à un savoir, à un ensemble de règles que nous appelons en hébreu *Halakha*. Ce dernier mot, construit sur la racine du verbe « aller », signifie littéralement « voie de vie ». Être juif consiste donc à vivre en observant cette loi, à aller dans la vie en se conformant à ses prescriptions, en les respectant parce qu'il convient de les respecter pour respecter Dieu, tout simplement, et sans attendre de cette observance ni récompense spéciale ni profit particulier.

Cette loi englobe-t-elle la totalité des prescriptions religieuses ou est-elle strictement fondée sur la Torah, la Bible juive ?

Pardonnez-moi de vous corriger : la *Halakha* n'est pas fondée sur la Bible, c'est la Bible qui est une institution du judaïsme. Si le christianisme est une religion biblique, au sens où il dérive de la Bible, le judaïsme, lui, n'en est pas une. Le judaïsme existe depuis plus de cinq mille ans ; il est fondé, au départ, sur une loi orale. Le texte biblique relève d'une rédaction tardive. Quant au texte talmudique - qui résulte de l'accumulation, pendant des siècles, des prescriptions religieuses portant sur la loi - il n'a été achevé, sous sa forme écrite et définitive, qu'au cinquième siècle de l'ère chrétienne.

Beaucoup de juifs, en Israël et dans le reste du monde, ne se définissent pourtant plus par ce « judaïsme existentiel », autrement dit religieux, au sens où vous l'entendez...

Bien sûr. Chacun est libre. Mais ces juifs qui ont perdu contact avec le judaïsme n'ont plus qu'une conscience abstraite de leur judéité.

Né en 1903 à Riga, Yeshayahou Leibovitz est parti en 1919 pour Berlin, où il a étudié la chimie, la médecine et la philosophie. En 1934, il s'est installé en Palestine en qualité de professeur de chimie à l'Université hébraïque de Jérusalem. Devenu rapidement célèbre, il a animé de nombreux groupes de réflexion scientifique et philosophique, tout en participant au combat de la communauté juive pour son indépendance. Après la création de l'Etat d'Israël, ses interventions dans la presse et dans la vie publique se sont faites de plus en plus nombreuses. Il a terminé sa carrière universitaire comme chef du département de biochimie de l'Université de Jérusalem et professeur de neurophysiologie à la faculté de médecine de la même université.

Deux de ses livres ont été traduits de l'hébreu en français : *Judaïsme, peuple juif et Etat d'Israël* (éd. Jean-Claude Lattès, 1985) et *La Foi de Malmonide* (éd. du Cerf, 1992). On peut également lire, en anglais, un important recueil intitulé *Judaism, Human Values and the Jewish State*, regroupant une trentaine de ses articles choisis sur la période 1948-1988 et présentés par Eliezer Goldmann (Harvard University Press, 1992).

Et cette conscience abstraite peut avoir, dans l'histoire réelle, des effets pernicieux. On l'a bien vu en Israël, par exemple, depuis la création de l'Etat, qui n'est nullement un Etat juif, autrement dit, conforme aux prescriptions de la loi juive.

Cela m'amène à vous demander votre définition du sionisme, cette idéologie lancée par Herzl à la fin du siècle dernier et qui a subi, depuis lors, bien des avatars.

Pardonnez-moi de vous corriger à nouveau ! Le sionisme n'est pas une idéologie, mais un mouvement politique n'ayant qu'un objectif concret : l'indépendance nationale du peuple juif. A l'intérieur de ce mouvement il y avait des gens aux idées les plus diverses, voire les plus opposées : des croyants et des athées, des socialistes et des bourgeois, Herzl, par exemple, était un bourgeois, même s'il y a eu, beaucoup plus tard, une majorité de socialistes dans le mouvement. De toute façon, le but



1992). Scientifique brillant, Yeshayahou Leibovitz - qui aura quatre-vingt-dix ans le 20 janvier prochain - est l'un des intellectuels les plus prestigieux de son pays. Ses dis-

ciples voient en lui « la conscience d'Israël ». Ses adversaires - qui sont nombreux - ne lui marchandent pas leur respect. L'entretien ci-dessous, qui a été réalisé à

Jérusalem en septembre dernier, témoigne en tout cas de sa totale indépendance d'esprit. A méditer, même et surtout si l'on n'est pas toujours d'accord.

que, aujourd'hui, que celle de l'Etat d'Israël, voilà le principal.

Une grande part de votre réflexion depuis un demi-siècle a porté sur les rapports, toujours complexes, souvent conflictuels, du politique et du religieux. Que pensez-vous, de ce point de vue, de la situation existant actuellement en Israël ?

L'Etat d'Israël n'est pas, je l'ai dit, un Etat juif, en ce sens que ses lois ne sont pas celles du judaïsme. Mais le peuple juif contemporain n'est pas non plus le peuple de la Torah. Israël n'a donc pas à devenir un Etat religieux. De même, le futur Etat palestinien ne sera pas l'Etat de l'islam, mais celui du peuple palestinien d'aujourd'hui. M. Hassan Ashraf n'est-elle pas chrétienne ? Pour en revenir au judaïsme, la seule solution viable est la séparation de l'Etat et de la religion. Même du strict point de vue religieux, une telle séparation me paraît être d'une importance primordiale.

Vous vous opposez, sur ce point, comme sur d'autres, à la quasi-totalité de l'establishment religieux israélien.

Actuellement, la situation officielle de l'institution rabbinique par rapport à l'Etat d'Israël est très étonnante : celle d'une conscience du pouvoir politique, comme le fut la situation de l'Eglise française par rapport à l'Empire à partir du concordat élaboré par Napoléon. Chez vous, c'est tout autre. En s'adressant à la religion de l'Etat, on sauve le catholicisme français, l'a mis à l'abri du danger de corruption. Chez nous, en revanche, la volonté des rabbins d'introduire des rites pseudo-religieux dans la pratique sociale et politique laïque ne contribue qu'à aggraver la falsification, la fraude et le mensonge.

N'est-il pas curieux que certains laïcs israéliens, et même un travailleur comme David Ben Gourion, avec qui vous avez eu des polémiques célèbres après l'indépendance, aient été aux aussi hostiles à l'idée d'une séparation entre Etat et religion ?

Non, c'est normal. Ben Gourion, qui était athée, haïssait le judaïsme en tant que religion et en même temps en avait peur. Il craignait que la religion ne devienne une force indépendante. Il voulait la contrôler politiquement. Sa position, au fond, était la même que celle de Napoléon au moment du concordat.

Votre thèse a-t-elle, depuis quarante ans, gagné du terrain dans l'opinion ?

Vous savez, à l'heure actuelle, tous les esprits sont occupés de manière exclusive par le maintien de l'existence de l'Etat d'Israël, c'est-à-dire, hélas, par le maintien du contrôle d'Israël sur les territoires occupés. Du coup, les vrais problèmes sont négligés, à commencer par l'éducation, la culture, la santé. C'est l'une des raisons pour lesquelles le partage de ce pays est absolument nécessaire du point de vue national juif.

Qu'entendez-vous par là ?

C'est très simple : la glorieuse victoire militaire de la guerre de six jours fut en réalité une calamité pour

l'Etat d'Israël. Depuis 1967, celui-ci est devenu un appareil d'oppression sur un autre peuple. Ses énergies sont tendues vers ce seul but : perpétuer l'oppression. Il est urgent d'en finir. Il est urgent de comprendre que, sur cette terre que nous appelons Israël (2) et que les Arabes appellent Palestine, coexistent deux peuples dont chacun a la plus profonde conscience que ce pays est son pays. Voilà pourquoi il n'y a qu'une seule solution : le partage.

« Même le partage de Jérusalem est négociable. Je le crois d'ailleurs inévitable. »

Vous considérez donc comme strictement équivalents les droits des juifs et ceux des Palestiniens à vivre sur cette terre ?

Ce n'est pas une question de droits, car aucun homme, individu ou collectivité, n'a à proprement parler de droits sur quelque terre que ce soit. C'est simplement une question de réalité historique : deux peuples sont ici, présents depuis très longtemps, et tous deux réclament leur indépendance nationale. Or l'indépendance est la seule valeur pour laquelle les hommes soient vraiment disposés à tuer ou être tués. Il vaut donc mieux en tenir compte, même dans la perspective d'un calcul égoïste : car notre problème, au fond, est moins de libérer la Palestine - de cela, les Palestiniens eux-mêmes se chargent - que de libérer l'Etat d'Israël en le délivrant du joug des territoires, comme de Gaulle a libéré la France en la délivrant de son empire colonial, et en sauvant du même coup la démocratie.

S'agit-il donc simplement, pour Israël, de restituer les territoires, ou bien de revoir entièrement le découpage de cette région du monde ?

L'important est que chacun des deux peuples ait son indépendance, peu importe dans quelles frontières exactement. Les frontières sont négociables ; il n'y a que l'indépendance qui ne le soit pas. Même le partage de Jérusalem est négociable. Je le crois d'ailleurs inévitable.

Avez-vous, concernant l'évolution du processus de paix, une lueur d'optimisme ?

Disons qu'on est reparti il y a trois mois (3) dans le bon sens. Il s'offre aujourd'hui, en faveur de la paix, une chance qui n'existait pas du temps du gouvernement de ce vieux terroriste qu'était Itzhak Shamir. C'est la première grande chance depuis 1967 ; mais ce n'est encore qu'une chance, nullement une certitude. De plus, je n'ai qu'une confiance limitée en Itzhak Rabin. Il

comprend la situation, mais manque de courage. De Gaulle, lui, en a eu : il n'a pas hésité à faire sortir de prison le terroriste Ben Bella, pour l'inviter à l'Elysée à parler avec lui de l'indépendance de l'Algérie. J'estime que Rabin devrait, de même, discuter directement avec Arafat.

Vous écriviez en 1988 : « L'ironie de l'histoire voudrait peut-être que ce soient les gentils qui sauvent l'Etat d'Israël, alors que les Juifs s'acharment à le détruire. » La rôle joué par les Américains - et les Russes - après la guerre du Golfe confirme-t-il cette prédiction ?

En partie oui. Je ne suis pas un grand admirateur de la sagesse politique des Américains - souvenez-vous du Vietnam - mais je dois reconnaître qu'ils ont joué un rôle positif dans le démarrage du processus de paix.

On parle beaucoup, depuis quelques années, d'un regain de l'antisémitisme dans le monde. Ce phénomène vous inquiète-t-il ?

Depuis notre ancêtre Abraham, jamais les juifs n'ont joui d'autant de sécurité qu'aujourd'hui. A vrai dire, le seul endroit où leur existence reste précaire, c'est ici même. La seule communauté juive réellement menacée dans le monde actuel, c'est la communauté juive d'Israël. C'est le prix que nous avons à payer pour notre indépendance. Et nous voulons être indépendants pour deux raisons : parce que les hommes ont le droit d'être responsables de leurs propres folies et de leurs propres crimes, et parce qu'ils ont aussi le droit de lutter contre leurs crimes et leurs folies, dans le cadre de leur indépendance.

L'histoire a-t-elle un sens, voire une fin ?

Une fin ? Certainement pas. Quant au sens, je viens d'en parler en citant Voltaire : « Toute cette histoire est un amas de crimes, de folies et de malheurs... » Mais il ne faut pas oublier l'autre aspect des choses : l'histoire de la lutte contre les crimes, les folies et les malheurs - lutte qui sera interminable, mais qui donne à l'histoire sa dimension sublime. Après tout, comme vous dites également en français : « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer... »

Croyez-vous à l'avenir du dialogue judéo-chrétien ?

Ce besoin d'un dialogue ne se fait sentir que du point de vue chrétien. Pour les chrétiens, l'existence persistante du judaïsme est un phénomène inacceptable, puisque le christianisme se présente comme le vrai Israël, autrement dit comme l'héritier du judaïsme - et qu'on ne peut hériter de quelque chose qui n'est pas mort. En revanche, pour les juifs, l'existence du christianisme est un phénomène indifférent : le christianisme, de notre point de vue, est simplement l'une des façons possibles de rejeter la *Halakha*. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il n'y a pas de dialogue concevable entre judaïsme et christianisme considérés comme religions - même si, sur un plan strictement humain, un dialogue personnel reste toujours possible entre individus juifs et chrétiens.

Propos recueillis par CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

(1) *Goyim* : en hébreu, les non-juifs.
(2) *Eretz Israël* : nom hébreu historique de la Palestine.
(3) Depuis les élections de juin 1992, qui ont nommé au pouvoir le Parti travailliste d'Itzhak Rabin.

Le Monde des
DÉBATS
Le Monde
ABONNEZ-VOUS
1 AN 11 NUMÉROS 216 F SEULEMENT
(Valable jusqu'au 31/12/92)

OUI, je m'abonne au Monde des débats au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, (soit près de 4 mois de lecture gratuite).

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 221 08 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° _____

Expire à fin : _____

☐ Carte Amex n° _____

Expire à fin : _____

Date et signature obligatoires : _____

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :
Le Monde des débats, Service abonnements, 1, place Hubert-Berthe-Méry,
94852 Ivry-sur-Seine Cedex / sur MINITEL 3615, LE MONDE CDE ABO

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescanne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Sula
directeur de la gestion
Maurice Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Vice-Président :
Jacques Amalric
Thierry Frensch
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Directeur :
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurens (1992-1995)
André Fontaine (1995-1997)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-63-25-25
Télécopieur : 40-63-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BERTHE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-63-25-25
Télécopieur : 40-63-30-10



هكذا من راصل

EUROPE

BOSNIE-HERZÉGOVINE : malgré l'interdiction de l'espace aérien par l'ONU

L'aviation serbe a poursuivi ses bombardements

Dix-neuf personnes ont été tuées et trente-quatre autres blessées, samedi 10 octobre, à Gradacac, ville du nord de la Bosnie-Herzégovine, lors de raids effectués par l'aviation serbe en violation d'une résolution de l'ONU adoptée la veille par le Conseil de sécurité, a annoncé Radio-Sarajevo. D'autres civils ont été tués et blessés lors d'un bombardement similaire, samedi matin, sur Brcko, à quelques kilomètres à l'est, a ajouté le radio.

Ces informations ont été démenties

par le côté serbe, où l'on assure respecter la résolution de l'ONU interdisant tout vol militaire au-dessus de la Bosnie (le Monde daté 11-12 octobre). Toutefois, un correspondant de Reuters dans la région de Gradacac a entendu des avions sans les apercevoir, en raison d'un plafond nuageux très bas. De son côté, le général Philippe Morillon, chef de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en Bosnie-Herzégovine, a rappelé qu'aucune sanction n'était prévue en cas de violation de la

résolution interdisant les vols militaires au-dessus de la République; «Et c'est très bien comme ça», a-t-il estimé.

Cependant, les forces serbes ont resserré leur étau, dimanche, autour de Gradacac, selon la radio croate. Depuis la chute de Bosanski Brod, mardi, Gradacac est l'une des dernières positions croato-musulmanes subsistant dans le corridor conquis par les Serbes le long de la frontière croate afin de relier la Serbie à des territoires tenus par eux dans le nord-ouest

de la Bosnie ainsi qu'en Croatie.

A Sarajevo, un «casque bleu» ukrainien a été tué et trois autres ont été blessés par l'explosion d'une mine sous leur véhicule blindé alors qu'ils étaient en patrouille à l'ouest de la ville, a annoncé la FORPRONU.

Par ailleurs, les Serbes étaient appelés, dimanche, à se prononcer par référendum sur l'organisation d'élections anticipées dont pourrait dépendre l'avenir de leur République. — (Reuters)

Les bandits-patriotes prennent du galon

L'armée bosniaque a besoin de groupes paramilitaires pour combattre les Serbes. Mais elle entend mettre un peu d'ordre dans leurs rangs

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Il y avait la bande de Juka, celle de Celu, de Topa et des autres. Il y avait débâche de badges, tous, comme par hasard, au nom de la «police militaire». Il y a toujours la plus grande variété de combinaisons — noir, vert pomme, kaki, — sans parler des couvre-chefs fantaisie, du plus bel effet sur des mines particulièrement patibulaires.

Mais Sarajevo, paradis des groupes paramilitaires plus ou moins contrôlés aux visées plus ou moins avouables, est en train d'y mettre un peu d'ordre. Tout au moins à en croire les chefs de la toute jeune armée bosniaque, dont le maître-mot aujourd'hui est «professionnalisation».

«Les chefs de bande doivent trouver leur place dans la hiérarchie», déclare-t-on fièrement à l'état-major de l'ARMJA, qui remplace la «défense territoriale» des débuts de la guerre. Les chefs locaux doivent gagner les casernes pour devenir des responsables d'unités régulières, explique le major Sefer Halilovic, commandant en chef de l'armée bosniaque, ancien officier de l'ex-armée yougoslave, qu'il a quittée en septembre 1991. Il affirme que cette intégration, cette «réorganisation des forces armées a été menée à bien, mis à part quelques détails pratiques». La tâche ne paraît cependant pas terminée et ne va pas toujours sans grincements de dents.

L'édifiante histoire de Celu, le tondou

Ramiz Delalic se veut un exemple de la bonne marche de cette opération. Il affirme que «la discipline n'est pas trop lourde à supporter». Il dirigeait une bande, il a maintenant une «brigade» sous ses ordres et est passé sous le commandement de l'état-major de l'ARMJA. S'il porte un treillis camouflé d'un grand classicisme et des barrettes sur sa veste, s'il est épaulé par un ancien officier

supérieur de l'ex-armée yougoslave, il a gardé pour ses hommes le surnom de Celu («le tondou»), hérité du temps où il avait le crâne rasé.

Celu l'a plutôt, car il existe à Sarajevo... six Celu responsables de groupes similaires. Lui a vingt-sept ans. Il est issu d'une famille pauvre et tenait, avant que la guerre n'éclate, un magasin de vêtements. Sans aucune expérience militaire, il a formé un «groupe», ou plutôt une bande, pour aller se battre contre «l'agresseur», c'est-à-dire contre les Serbes de M. Radovan Karadzic qui, soutenus par l'armée ex-yougoslave, cherchent à dépecer par la force la Bosnie-Herzégovine et ont formé leur propre «République».

Depuis, il a reçu un entraînement militaire. Mais c'est surtout son courage que ses hommes célèbrent. S'il est devenu leur chef c'est, disent-ils, qu'il «est toujours devant, à la tête de ses troupes». Il a été blessé quatre fois, a perdu un doigt et porte une grande balafre à la tempe. Il parle calmement et affirme d'une voix égale «avoir confiance dans l'état-major, donc en Sefer Halilovic».

«Nous voulons prouver au monde que nous sommes une armée disciplinée», explique-t-il dans une «caserne» dominant la vieille ville. Mais à côté de l'édifiante histoire de Celu, il y a celle, plus mystérieuse, plus controversée de Juka, le bandit-patriote, adulté ou détesté, disparu sans crier gare de Sarajevo, il y a une semaine, en laissant ses hommes. Aujourd'hui, ceux-ci jurent qu'ils font partie intégrante de l'ARMJA, ce que confirme le général Halilovic : «Les gens de Juka obéissent désormais aux ordres de l'armée; ils l'ont acceptée et ceux qui refusent seront sanctionnés», explique le général. Les hommes de Juka arborent effectivement le nouveau badge de l'ARMJA, même s'ils continuent à privilégier leur combinaison noire. Ils seraient entre 3 000 et 5 000, selon Fahrudin Hadzimehmedagic, le bras droit de Juka devenu leur nouveau «patron».

Le sort de l'ancien chef relève quasiment du secret militaire. Officiellement, a été envoyé en traitement à l'étranger à la suite de

plusieurs blessures. En Suisse, disent certains... A Zagreb, affirment les autres, où, selon la rumeur, il aurait été évacué par un avion de l'ONU.

Si son état peut justifier un traitement médical assez poussé (il est, en effet, très handicapé après avoir été grièvement blessé à différentes reprises), le départ de Juka, approuvé — ou même décidé selon son entourage — par l'état-major de l'armée, n'en a pas moins coïncidé avec la «reprise en main» de sa bande. En outre, son exil intervient après ce que beaucoup, ici, décrivent comme une tentative de Juka de reprendre à son compte une espèce de «péage» sur les routes marchandes parvenant à entrer dans la capitale assiégée, à travers les lignes serbes et une localité largement tenue par les Croates, à l'entrée ouest de Sarajevo. L'aventure s'est apparemment terminée dans le sang... Enfin, Juka s'en était publiquement pris au major Halilovic, il y a peu de temps, mettant en cause sa compétence et sa loyauté.

C'est à un criminel devenu star à la faveur de circonstances exceptionnelles, «un homme sans importance», entend-on dire en privé à l'état-major. On le décrit comme un vulgaire voyou ayant mis une partie de la ville en coupe réglée, un gangster contre lequel pourtant on ne peut pas encore agir trop brutalement : «Nous avons besoin de chaque homme...»

Le jugement sur Juka n'est guère plus amène dans «certains groupes concurrents», où on le décrit volontiers comme une marionnette ayant abandonné ses troupes. L'homme n'en bénéficie pas moins d'une aura certaine auprès de nombreux habitants de Sarajevo, depuis les gosses des quartiers populaires, dont certains arborent sa photo sur leur vieux chandail élimé, jusqu'à... des magistrats qui ne cachent pas leur admiration pour Juka, cinq fois jugé avant le début de la guerre, mais, rappellent-ils, jamais condamné. C'est que, explique-t-on, par exemple au ministère de la justice, les premiers à aller se battre lorsque la guerre a commencé ont été les policiers, seules forces bosniaques constituées à l'époque, et ces fameux bandits-patriotes.

Combattants de la première heure

Juka Jusuf Prazina de son vrai nom, vingt-neuf ans, dont la femme (serbe) a elle-même été blessée, fut de ces combattants de la première heure. D'où sa célébrité, au moment où beaucoup relèvent le caractère tardif de la désertion de certains officiers de l'ex-armée yougoslave.

qui occupent aujourd'hui des postes de responsabilité à la tête de l'armée bosniaque. Le major Halilovic n'est pas lui-même à l'abri des critiques. «Nous le respectons parce qu'il a été nommé par le président Izetbegovic, pas parce qu'il est Halilovic», entend-on dans la bouche de certains combattants.

Pour le ministère de la justice, le temps n'est pas encore venu de s'occuper des bandes et bandits qui n'ont pas rejoint l'armée et dont certains ont pigé sur rue, tiennent table ouverte sur la principale artère de Sarajevo, l'avenue du Maréchal-Tito. «La police est trop occupée à tenir le front», souligne le vice ministre de la justice, M. Dragan Milos. La défense de Sarajevo a encore besoin de nombre d'entre eux, ajoute-t-il : «On s'occupe d'eux après la fin de la guerre, mais on saura reconnaître les patriotes.»

Les profiteurs et les traîtres

Le ministre de la défense par intérim, M. Munir Bazic, fait état, lui, de deux camps : de ces «criminels et profiteurs qui cherchent à se mettre sous la protection de l'armée», aujourd'hui traités par des cours martiales. M. Bazic ne cherche pas à minimiser le phénomène de ces groupes incontrôlés de délinquants, parmi lesquels des hommes de Juka, qui ont profité du chaos pour se livrer à des actes criminels. Il ne dissimule pas non plus que «certains soldats sont incapables de se battre et passent leur temps chez eux». Tous ces problèmes justifient la réorganisation en cours. Mais celle-ci n'est pas facilitée par un autre phénomène, que décrit M. Bazic : l'inflation des forces armées bosniaques par les services secrets de l'armée serbo-yougoslave.

Entre ceux qui ont été «préparés» par ces services et ceux sur qui ces derniers exercent un «chantage», le ministre a de quoi dire qu'il «ne croit pas à la loyauté de tous les anciens officiers». Certains «traîtres», dit-il, sont connus et surveillés, les autorités cherchant à démanteler d'un coup tout le réseau dans lequel agiraient également des civils.

D'autre part, certains militaires de carrière, venus de la rigide armée yougoslave, avouent être quelque peu déçus par la cohabitation avec les bandits-patriotes. Ils ne désespèrent toutefois pas de parvenir à «professionnaliser» cette éclectique armée bosniaque.

YVES HELLER

GRANDE-BRETAGNE

Spéculations autour d'un «Maastricht II»

LONDRES

de notre correspondant

«Un traité secret élaboré par la Commission prévoit une Europe sans la Grande-Bretagne», ce titre alarmiste, s'étale, lundi 12 octobre, en première page du Times. Des fonctionnaires de la Commission, rapporte le quotidien britannique, auraient mis au point un «traité secret» destiné à remplacer celui de Maastricht s'il n'était pas ratifié par les Douze.

Selon ce projet, il suffirait que huit Etats se mettent d'accord pour former une sorte de «Communauté bis» qui, de facto, exclurait presque inévitablement la Grande-Bretagne. Les discussions sur ce «Maastricht II» auraient commencé après la rencontre entre M. Mitterrand et le chancelier Kohl, à Paris, le 22 septembre dernier.

A l'époque, les gouvernements français et allemand avaient démenti les rumeurs selon lesquelles leurs pays, ainsi

que ceux du Benelux, pourraient former une «mini-Europe» en cas d'échec du traité sur l'Union européenne. MM. Mitterrand et Kohl avaient, au contraire, souligné qu'ils souhaitaient «aider» le gouvernement de M. Major à convaincre son opinion publique.

En dépit des dénégations officielles, il n'est pas surprenant que la Commission de Bruxelles travaille sur différents scénarios pour le cas de figure — qui demeure envisageable — d'une non-ratification du traité. Il serait alors vraisemblable que les pays les plus enclins à franchir des étapes sur le chemin de l'intégration européenne opéreraient un regroupement pour sauver ce qui pourrait être du traité. De là l'hypothèse du «Maastricht II» avancée par le Times. On a suffisamment rapproché à la Communauté d'avoir été prise au dépourvu par le «non» danois, pour ne pas s'étonner que, cette fois, toutes les éventualités soient envisagées.

L. Z.

ITALIE : pour «moderniser» la classe politique

Le démocrate-chrétien Mario Segni lance son mouvement pour la réforme

M. Mario Segni, député démocrate-chrétien de Sardaigne, promoteur d'un pacte interpartis pour les réformes institutionnelles, a rassemblé douze mille personnes à Rome, samedi 10 octobre, pour lancer un mouvement qui entend assurer la relève de la classe politique.

ROME

de notre correspondant

«Bonjour, je voudrais juste laisser ma contribution. Voici 20 000 lire.» Celui-ci est étudiant à Reggio-Emilia. «Je suis venu pour donner un coup de main. Qu'y a-t-il à faire?» Celui-là est conseiller municipal à Messina. Elan de participation surprenant, dans un pays où le baromètre de la politique est au plus bas.

C'est pourtant ce que l'on pouvait entendre, vendredi soir 9 octobre, au siège du mouvement Popolari Per La Riforma, à la veille du lancement, au cours d'une convention à l'américaine, d'un nouveau mouvement qui se propose de réformer la vie politique en Italie. Rien de moins.

A sa tête, M. Mario Segni, député démocrate-chrétien de Sassari, en Sardaigne. Avocat de cinquante-trois ans, ce fils de l'ancien président de la République, Antonio Segni (6 mai 1962-7 août 1964), veut promouvoir le renouvellement de la classe politique d'un pays touché de plein fouet par la crise des partis. «Un bateau solide, avec un bon équipage dans lequel les Italiens puissent avoir confiance pour affronter la tempête.»

Ainsi illustre-t-il son projet, dans un entretien à l'hebdomadaire Panorama : «Regrouper le monde catholique, à commencer par les laïcs bénévoles qui ont toujours voté démocrate-chrétien, parce qu'on leur attribuait une fonction natio-

nale qu'aujourd'hui on a du mal à leur reconnaître encore.» Rassembler aussi les laïcs, faire appel à la gauche moderne.

En somme, unir tous les déçus, qui attendent de croire enfin en quelque chose. Occuper l'espace entre la vague protestataire des Ligues, d'un côté, et l'immobilisme représenté par les partis traditionnels de l'autre.

S'agit-il d'un nouveau parti? Pas encore puisque, pour l'instant, M. Segni semble parler d'un regroupement où chacun garde ses caractéristiques propres. L'objectif étant de lancer la réforme électorale basée sur un système majoritaire, afin que les électeurs aient la possibilité d'un choix véritable.

Changer les règles

Il s'agit surtout de prôner une pleine indépendance et une liberté d'action complète pour les élus vis-à-vis des partis. Quant à sa propre formation, qui s'appuie à entamer, elle aussi, un processus de renouvellement en changeant de dirigeant, le député sardais émet un jugement sans appel : «La démocratie chrétienne, dit-il à une revue catholique de Bologne, ressemble à ces partis-Etats des pays de l'Est où l'idée de l'Etat était subordonnée à celle du parti. Le système des «tangenti», des pots-de-vin, n'est finalement qu'une philosophie basée sur l'occupation du pouvoir.»

M. Segni en tire la conclusion logique : il faut un changement des règles et un renouvellement complet du personnel politique. On ne peut pas prétendre diriger le neuf après avoir été l'expression du système précédent.

Le défi est lancé. Le succès de la convention de samedi pourrait aider son promoteur à faire progresser ses idées au sein de la DC. — (Interim.)

ALLEMAGNE

Nouveaux incidents xénophobes dans l'ex-RDA

Plusieurs foyers de demandeurs d'asile en ex-RDA ont été la cible d'attaques d'extrémistes de droite dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 octobre. Cinq jeunes ont lancé deux cocktails Molotov et des pierres contre un foyer de réfugiés, à Remplin, près de Schwerin, avant de réussir à prendre la fuite. Un début d'incendie devant le bâtiment a été rapidement maîtrisé, selon un porte-parole de la police locale. A Gross-raschen, près de Cottbus, sept extrémistes ont lancé des cocktails Molotov contre un bâtiment de

l'ancienne armée est-allemande qui abritait 25 demandeurs d'asile roumains, provoquant également un début d'incendie. A Meissen, près de Dresde, des coups de feu ont été tirés contre un foyer de réfugiés.

Par ailleurs, la police a interpellé, dimanche, une soixantaine de néo-nazis à Magdebourg et saisi des marteaux et des couteaux. Trois d'entre eux ont été maintenus en détention, soupçonnés d'avoir battu à mort un militant d'extrême gauche lors de récentes manifestations. — (AFP, Reuters)

Le Monde de l'éducation

Octobre 1992

ENQUÊTE RÉUSSIR A L'ÉCOLE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DE L'AUDIOVISUEL

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Plus vite, moins cher!

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite!

Le choc des prix sur 1000 voitures en stock.

NEUBAUER vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.59.91 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

ne occasio

un me

MOISE

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

Une occasion exceptionnelle!

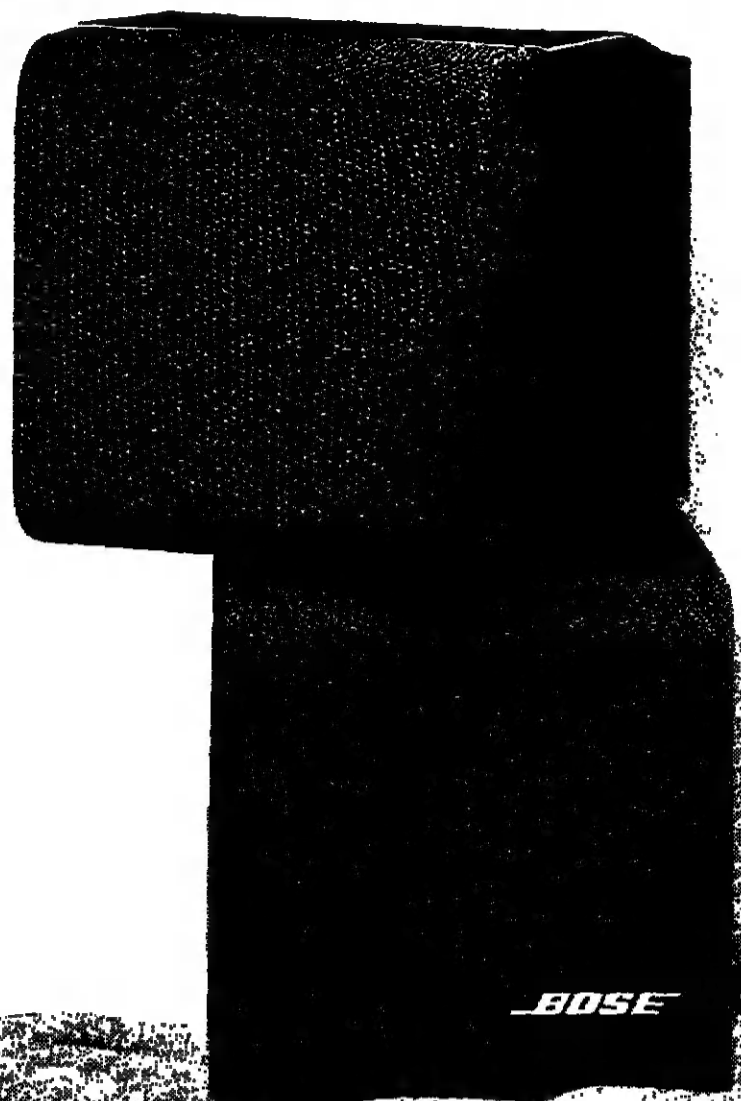
Changez pour un son meilleur:

Adoptez le système BOSE® Acoustimass®-5 série II.

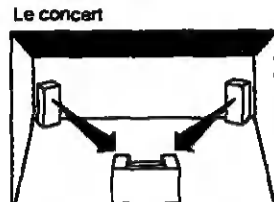
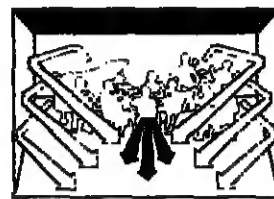
Jusqu'au 31 décembre 1992:

Vos vieilles enceintes reprises au meilleur prix!

Hier, plus vos enceintes étaient hautes, meilleures vous semblaient-elles. Aujourd'hui ce n'est plus vrai mais grâce à BOSE®, meilleur sera leur prix de reprise. Mesurez-les vite et regardez le tableau ci-dessous. La valeur de reprise sera immédiatement déduite du prix d'achat d'un système acoustique BOSE® Acoustimass®-5 série II par nos points de vente BOSE®.



● Stéréo totale



- Des basses pleines, riches, profondes et sans distorsion
- Des enceintes quasi-invisibles



Valeur de reprise d'une vieille paire d'enceintes, quels que soient leur marque et leur état de marche

Hauteur d'une enceinte	Jusqu'à 20 cm	de 21 à 40 cm	de 41 à 50 cm	de 51 à 60 cm	de 61 à 80 cm	de 81 à 100cm	Plus de 1 mètre
Valeur de reprise de la paire d'enceintes	400 F	600 F	1000 F	1400 F	1600 F	2000 F	2400 F

BOSE®
Better sound through research.

Faites vite! L'offre est limitée dans le temps!

*Pour connaître le point de vente BOSE® le plus proche, téléphonez au (1) 30 61 04 61

GRANDE-BRETAGNE

Autour d'un « Maastricht II »

Le débat sur le traité de Maastricht II est en cours. Les députés européens se réunissent à Bruxelles pour discuter de ce projet de traité qui vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne.

Le traité de Maastricht II est un projet de traité qui vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Il est en cours de discussion à Bruxelles.

Le traité de Maastricht II est un projet de traité qui vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Il est en cours de discussion à Bruxelles.

Le traité de Maastricht II est un projet de traité qui vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Il est en cours de discussion à Bruxelles.

Le traité de Maastricht II est un projet de traité qui vise à renforcer la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Il est en cours de discussion à Bruxelles.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme

Segni, député européen de la région de la Sicile, a été élu président du groupe démocrate-chrétien au Parlement européen. Il a été élu à la tête du groupe démocrate-chrétien au Parlement européen.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

Le démocrate-chrétien Mario Segni en mouvement pour la réforme.

PROCHE-ORIENT

Libération, à Bagdad, d'un ressortissant américain capturé à la frontière koweïtienne

Une incertaine ligne de partage

Un artificier américain, M. Chad Hall, enlevé à la fin de la semaine dernière par des militaires irakiens, a été libéré à Bagdad et a pu regagner Koweït, dimanche 11 octobre.

OUM-KASR (IRAK)

de notre envoyée spéciale

En plein désert, le dernier poste militaire koweïtien traversé, il est difficile de savoir exactement où l'on se trouve. Aucun signe n'indique si l'on est déjà en Irak ou encore au Koweït et, dans ces conditions, il est aisé de traverser l'invisible ligne de partage entre deux pays aujourd'hui ennemis, mais naguère alliés. Pour ajouter à la confusion d'une frontière jamais bornée précisément, les postes de police, seuls autorisés dans la zone délimitée, sont par endroits imbriqués les uns dans les autres. En effet, pour définir cette zone longue de 200 kilomètres et large de quinze à dix en Irak, 50 au Koweït, sans compter quarante kilomètres de bras de mer dans le Khor Abdallah, l'ONU s'est servie du tracé établi selon un accord de 1963 qui, dans certains pays, ne correspond pas à celui d'avant la guerre du Golfe. C'est pourquoi cinq postes de police irakiens se trouvent toujours du côté koweïtien de la frontière.

Installé dans l'ancien hôpital naval irakien, le QG de la MONUIK (Mission d'observation des Nations unies à la frontière irako-koweïtienne) aurait presque l'air d'un camp de vacances, avec ses petites maisons basses entourées de pelouses. La réalité est moins souriante et, pour les deux cent quarante-huit civils et officiers non armés, installés là depuis octobre 1991, les patrouilles terrestres et aériennes sont permanentes de jour comme de nuit. La MONUIK

si, dans la zone sud, désertique et qui reste à déminer, aucun problème n'est encore apparu, il risque d'être différent quand les techniciens vont atteindre la zone centrale, où cinq puits de pétrole aujourd'hui irakiens vont se retrouver au Koweït, et surtout, au nord, notamment dans un premier temps à proximité des villes de Safwan et Oum-Kasr, où un ensemble de fermes s'étendant sur 30 kilomètres carrés va devenir koweïtien; il en va de même pour l'extrémité du port d'Oum-Kasr, des bâtiments appartenant à la base navale irakienne, une partie de la piste d'aviation et environ une centaine de maisons de la ville.

Pour l'instant, le problème le plus sensible semble être celui des fermes dans lesquelles sont installées de trente à quarante familles qui n'entendent pas abandonner leurs terres. Des incidents les ont déjà opposés à des policiers koweïtiens, et c'est au cours de l'un d'eux qu'un officier suédois de la MONUIK a été blessé il y a environ un mois. Mineure en soi, la question pourrait être réglée par un dédommagement financier; on ne s'y oppose pas, côté koweïtien, mais on affirme que celui-ci n'est pas envisageable tant que le président irakien règne à Bagdad.

On estime, à l'ONU, que la remise en état par l'Irak - il y a quinze jours seulement - des cinq puits de pétrole du champ de Rubka, qui doivent être repris par les Koweïtiens, ne relève pas du hasard et que, lui aussi, Bagdad entend sans doute ne pas piler sans protester.

Encore plus fondamentale pour l'Irak, compte tenu de l'étroitesse de son débouché sur la mer, la frontière maritime n'a pas encore été redéfinie par la commission de l'ONU qui devait se réunir une nouvelle fois à cet effet lundi 12 octobre.

FRANÇOISE CHIPALUX

Mais l'atmosphère pourrait changer car, depuis fin septembre, la commission chargée de matérialiser le nouveau tracé de la frontière définitive dans le cadre de la résolution 687 de l'ONU a commencé son travail. Tous les 2 kilomètres, les experts-géomètres qui opèrent en trois équipes ont commencé à poser d'énormes pylônes de 4 tonnes, dont la hauteur au-dessus du sol est égale à celle enterrée. Entouré le 26 août par le Conseil de sécurité de l'ONU, en l'absence des délégués irakiens, ce tracé traverse des zones sensibles et fait passer en territoire koweïtien des installations qui appartiennent à l'Irak.

Les problèmes ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

ne font que commencer

Après un violent regain de l'intifada à Gaza et en Cisjordanie

Des détenus palestiniens ont suspendu leur grève de la faim

L'armée israélienne a achevé les renforts dans les territoires occupés à la suite de violents affrontements qui ont opposé, samedi 10 et dimanche 11 octobre, à des jeunes qui manifestaient leur solidarité avec trois mille des douze mille détenus palestiniens en grève de la faim depuis le 30 septembre (le Monde du 3 octobre). Certains de ceux-ci ont toutefois interrompu leur mouvement, dimanche soir, pour une semaine.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les autorités israéliennes, aussi bien que de nombreuses personnalités palestiniennes modérées, ont poussé un soupir de soulagement après l'annonce, par certains détenus palestiniens, de la suspension de leur grève de la faim. Car, comme s'ils avaient voulu signifier aux uns et aux autres que les pourparlers de paix à Washington ne peuvent pas durer éternellement et que les négociations doivent se traduire rapidement par des changements concrets, les jeunes Palestiniens s'étaient mobilisés comme on ne l'avait plus vu depuis des mois dans les territoires occupés.

Treize jours de protestation, de manifestations et de grèves de la faim de solidarité. Treize jours d'échauffourées et de violence au cours desquels deux jeunes hommes ont été tués par balles et plus de deux cents autres blessés - l'un d'eux est encore dans un état critique. L'ampleur de ce mouvement dans les territoires occupés était devenue si inquiétante, ces derniers jours, que la presse locale s'est demandée si l'intifada, dont certains généraux avaient imprudemment déclaré la mort lente, n'était pas en train de reprendre de plus belle.

Dimanche matin, M. Itzhak Rabin, premier ministre, s'est personnellement rendu à Gaza - où les désordres ont été, comme à

l'accoutumée, les plus violents - pour étudier la situation avec ses officiers. Dans la soirée, à la suite d'un accord passé entre les représentants des détenus et M. Moshe Shaleh, ministre de la police responsable des prisons, les Palestiniens concernés faisaient savoir qu'ils suspendaient leur grève pour une semaine, le temps pour les autorités d'examiner leurs revendications.

On a beaucoup glosé, dans les corridors du pouvoir israélien, sur le point de savoir si la protestation des détenus était légitimée par les conditions qui leur sont faites ou si leur mouvement, dicté par les organisations les plus radicalement opposées au processus de paix, était ou non « politique ». Pour démontrer à l'opinion nationale et internationale que leurs établissements pénitentiaires ne sont pas des camps de concentration, les autorités israéliennes, pour la première fois, ont ouvert dimanche à la presse leur plus grande prison dans les territoires occupés, celle de Jafid, près de Naplouse. Les journalistes ont pu observer à loisir un établissement, ni vétuste ni ultramoderne, où cohabitent huit cent cinquante détenus palestiniens.

Les raisons d'une mobilisation

Un quart des pensionnaires, a révélé le directeur de l'administration pénitentiaire, sont ici des condamnés à perpétuité (sept cents au total dans l'ensemble des établissements), et deux cents autres, inculpés de meurtre, attendent leur jugement. Les prisons ne sont jamais des lieux de villégiature et celle de Jafid n'a semblé, à ceux qui l'ont visitée, ni pire ni meilleure que d'autres. Les détenus interrogés ont dit que leur mouvement aurait été ordonné de l'extérieur par les leaders les plus durs de l'intifada; leurs gardiens ont répété que les conditions de détention sont loin d'être barbares.

Outre que Jafid n'est qu'un établissement parmi une vingtaine d'autres et qu'il est de notoriété

publique que dans les camps de détention militaires, qui contiennent sept mille détenus palestiniens, les conditions sont beaucoup plus difficiles, l'important est ailleurs. M. Rabin lui-même s'en est apparemment rendu compte en rappelant, dimanche soir à la télévision nationale, un élément capital pour la compréhension du problème. « 80 000 Palestiniens, a-t-il dit, ont été arrêtés depuis le début de l'intifada [en décembre 1987]. » Voilà qui explique, qu'elle ait été ou non organisée, le succès de la mobilisation populaire. « Chaque famille palestinienne », a souligné le premier ministre, « a eu au moins l'un de ses proches en prison à un moment ou à un autre. »

Comment dire autrement que les prisons israéliennes sont beaucoup trop peuplées de Palestiniens ? Jeunes pour la plupart. « Les détenus de sécurité », affirmait le directeur de Jafid en parlant des Palestiniens, « sont traités exactement comme les droits communs israéliens. » Outre que cela n'est pas tout à fait vrai - les Israéliens, qui ne sont jamais mélangés aux Palestiniens, ont davantage de visites, de colis, et de promenades - les « droits communs » israéliens sont moins de cinq mille et les gardiens partagent avec eux la langue et la culture.

« Les Palestiniens », a averti M. Rabin, « doivent savoir que nous ne leur permettrons pas de porter violemment leurs problèmes dans la rue. » Et le premier ministre, après avoir menacé d'employer « la force, l'armée et tous les moyens légaux » pour mater les émeutiers, a rappelé que « contrairement à l'époque du début de l'intifada », il y a aujourd'hui « une table des négociations » où régler les problèmes. Encore faudrait-il que, sur la question palestinienne, les pourparlers de Washington, qui doivent reprendre le 21 octobre, finissent enfin par entrer dans le vif du sujet.

PATRICE CLAUDE

AFRIQUE

CAMEROUN : première élection présidentielle pluraliste

La contestation de la « décennie Biya » pourrait annoncer une période troublée

La première élection présidentielle pluraliste s'est tenue, dimanche 11 octobre, au Cameroun. Quatre candidats s'opposaient à M. Paul Biya, président sortant, au pouvoir depuis 1982. Les résultats ne devraient être connus que le 13, voire le 14 octobre. D'ores et déjà l'opposition a dénoncé des irrégularités dont certaines ont été constatées par de nombreux journalistes. Selon de toutes premières indications, fournies lundi matin à Douala, M. John Fru Ndi, chef du Social démocratique front (SDF), principal parti d'opposition, semblait bien placé.

DOUALA

de notre envoyée spéciale

Les pauvres et les exclus ont leur prophète. Il se nomme Ni John Fru Ndi, mais ses partisans l'appellent « Mandela du Cameroun », voire, s'ils sont mystiques, « Moïse ». Sa défaite face au président Paul Biya est, pour eux, inconcevable. « Si l'on perd, on va « gâter » le pays, ont-ils prévenu, on ira déloger Biya d'Etoudi (le palais présidentiel). »

A tort ou à raison, les partisans de M. Ni John Fru Ndi, qui se proclame « candidat du changement », estiment que seule la fraude pourrait permettre à M. Biya, de remporter l'élection présidentielle qui s'est tenue dimanche. Or, c'est un fait, de nombreuses irrégularités ont entaché le scrutin.

En anticipant cette élection de sept mois et en imposant un scrutin à un tour, le régime avait manifestement l'intention de prendre

l'opposition de court. C'était compter sans la détermination d'une partie de la population décidée à en finir avec « l'ère Biya ».

Depuis le 26 septembre, date du début de la campagne électorale, le pays vit dans l'expectative. Les femmes ont stocké des vivres en prévision d'éventuels troubles; au bureau, dans la rue, il n'a été question que de politique, les Camerounais s'étant lancés dans le débat corps et âme, passions et inquiétudes mêlées. En filigrane, une certitude : quelle que soit l'issue du scrutin, le « ou les » perdant (s) n'accepteront pas leur défaite.

Lors des précédents scrutins, en 1984 et en 1988, M. Biya avait recueilli plus de 98 % des suffrages. Il était alors seul candidat. Cette fois, ils étaient quatre à le braver, dont deux, M. Fru Ndi, dirigeant du Social démocratique front (SDF), et M. Bello Bouba Maigari, président de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), étaient en mesure de le menacer.

Héritier de l'ancien président Ahmadou Ahidjo, M. Bello Bouba - un peuhl - devrait remporter l'essentiel des suffrages dans le nord du pays. Mais c'est le radicalisme constant de M. Ni John Fru Ndi qui a fait de cet anglophone, nouveau-né en politique, le candidat vedette de toute une population avide de changement.

Le phénomène Fru Ndi

Un phénomène, ce John Fru Ndi, dont personne, il y a trois ans, n'aurait entendu parler. C'est le 26 mai 1990 qu'il naît en politique. Ce jour-là, il est à la tête d'une manifestation qui se solde par six morts à Bamenda, capitale de la province anglophone du Nord-Ouest, dont il est originaire.

Depuis cette date, ne fervent presbytère de cinquante et un ans galvanisé les foules. Les Français du Cameroun parlent à son sujet de « poudlardisme ». Plus simplement, ses partisans rétorquent qu'il « tient le langage que nous comprenons ». S'il hait les foules en pidgin - mélange d'anglais, de français et d'expressions locales - ce n'est pas par hasard : il se réclame du peuple, et veut parler comme lui. Il a, dit-il, « une vision pour le Cameroun »; il exhorte ses concitoyens à « inventer le futur comme si nous n'avions pas de passé »; il évoque souvent en « rêve », comme le faisait Martin Luther King, qui l'inspire et dont les photos ornent d'ailleurs les murs de sa maison de Bamenda.

Son programme se résume à un mot : le changement. En cas de victoire, M. Fru Ndi a promis d'organiser la « conférence nationale souveraine » que l'opposition réclame au régime, puis de se retirer après deux ans passés à la tête de l'Etat. Il n'en fallait pas plus pour emporter l'adhésion de tous les Camerounais las de la « décennie Biya », président arrivé au pouvoir en 1982 après la démission de son prédécesseur, M. Ahidjo.

Son charisme aidant, M. Fru Ndi a su dépasser les clivages ethniques qui sont pourtant à la base de la vie politique camerounaise, ralliant des soutiens dans presque tout le pays. M. Biya bénéficie, lui, de plusieurs atouts : l'émiettement de l'opposition, le légitime mépris (70 % de la population), et, surtout, le contrôle de l'appareil d'Etat.

« Biya et son entourage ne peuvent pas perdre, ils ont trop peur d'une conférence nationale qui prouverait leur corruption et d'une revanche contre les Bells [francs du président], estime un des anciens ministres qui a « lâché » le pouvoir.

Avant même l'ouverture du scrutin, l'opposition affirmait que cette élection serait entachée de fraude. Dimanche, dès le milieu de la journée, M. Fru Ndi la démentait.

Officiellement, personne ne connaît le nombre d'électeurs, ni même le nombre de bureaux de vote. Aux journalistes qui, la veille du scrutin, demandaient combien il y avait d'électeurs inscrits, M. Simon Achidi Achu, premier ministre, a brièvement répondu : « C'est un détail. »

Absence de bulletins de vote à l'officie de certains bureaux de l'opposition dans plusieurs bureaux de vote, rejet d'électeurs disposant de cartes électorales mais - curieusement - non inscrits, ouverture de bureaux de vote fictifs au domicile de responsables du parti au pouvoir : avant même que le scrutin ne soit clos, l'opposition avait les moyens de contester des résultats qu'on ne devrait connaître que mardi ou mercredi.

L'éventuelle frustration des partisans de M. Fru Ndi sera d'autant plus grande que beaucoup d'entre eux n'ont pas pu voter : le dirigeant du SDF avait appelé à boycotter les législatives du 1^{er} mars; ces militants n'avaient pas cru utile de s'inscrire sur les listes électorales, lesquelles ont été closes quatre mois avant que la présidentielle ne soit annoncée.

Résultat : c'est dans la rue que les partisans de M. Fru Ndi risquent d'exprimer leur mécontentement. Le « chairman » a-t-il les moyens de contrôler une éventuelle colère populaire, lui demandait-on samedi ? « Si jamais les gens étaient trompés, répétait-il, ce sont ceux qui les auront trompés qui devront les contrôler. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

ANGOLA : entre l'UNITA et les troupes gouvernementales

De violents incidents ont éclaté à Luanda

Cinq personnes ont été tuées, dimanche 11 octobre, à Luanda, lors de violents affrontements entre les troupes de l'UNITA et les forces gouvernementales. Un calme précaire est revenu au cours de la soirée dans la capitale angolaise où l'on attendait toujours la proclamation officielle des résultats des scrutins présidentiel et législatif.

LUANDA

de notre envoyée spéciale

Une succession d'accrochages a brusquement aggravé le climat d'incertitude qui règne à Luanda depuis les élections des 29 et 30 septembre. C'est, dimanche à l'aube, l'explosion d'un engin de faible puissance, placé sous une voiture, devant un immeuble proche de l'hôtel Turismo, où résident des membres de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui a déclenché la vague de violence. Les hommes de M. Jonas Savimbi sont alors sortis de l'hôtel. Après deux échanges de coups de feu avec les forces de l'ordre, ils ont capturé une douzaine de policiers appartenant à la brigade anti-émeute récemment créée.

Aéroport fermé

En fin de matinée, des rafales d'armes automatiques ont été tirées d'une automobile noire passant rapidement devant le Turismo. Les soldats de l'UNITA ont immédiatement répliqué par un feu nourri, tirant dans toutes les directions avant d'investir la poste située face à leur hôtel, d'où ils ont pris pour cible une caserne de police. Lourdemment armés, ils ont même lancé quelques roquettes contre le bâtiment et, les heures suivantes, les troubles se sont étendus à plusieurs quartiers de Luanda. Deux civils, deux policiers et un membre

de l'UNITA ont été tués. Les troupes, engagées en début de matinée, ont finalement porté leurs fruits : les douze policiers ont été relâchés par le mouvement de M. Savimbi, en échange de trente-cinq militants de l'UNITA arrêtés par la police au cours des dernières semaines. Jeunes pour la plupart, ces derniers nous sont apparus en très mauvaise condition physique. Certains d'entre eux avaient encore sur le corps les traces des sévices dont ils avaient été victimes.

Le dénouement de cette affaire ne met pas fin pour autant à la grave crise que traverse le pays. Les membres de la commission dépêchée en Angola par le Conseil de sécurité de l'ONU sont partis pour Huambo où s'est réfugié M. Savimbi la semaine dernière. Le chef de l'UNITA a d'ailleurs réuni, dimanche, son état-major politique pour évaluer la situation, douze jours après les scrutins présidentiel et législatif dont les résultats définitifs n'ont toujours pas été divulgués. Ceux-ci ne seront pas connus officiellement avant mardi dans la meilleure des hypothèses. Le Conseil national électoral (CNE) a accordé quarante-huit heures aux diverses commissions de vérification pour conclure leur enquête sur des fraudes éventuelles.

Les Angolais sont inquiets. Les démonstrations de force de l'UNITA les replongent dans les mauvais souvenirs de guerre civile. Le gouverneur de Huambo a invité dimanche soir les membres de la CCPM à se rendre de toute urgence dans sa province où, selon lui, « la situation devient très critique ». A Luanda, les grandes artères sont très strictement contrôlées en permanence, des barrières de police interdisant l'accès à tous les lieux stratégiques. L'aéroport de la capitale est resté fermé dimanche toute la journée.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

523 من الاموال

AMÉRIQUES

Ombres et lumières sur Christophe Colomb

Le pape a célébré, à Saint-Domingue, avec beaucoup de prudence, le cinquième centenaire de «l'évangélisation des Amériques»

SAINT-DOMINGUE
de notre envoyée spéciale

Même le ciel lourd et instable semblait paraphraser la parole de Jean-Paul II : «L'histoire de l'évangélisation du Nouveau Monde est faite d'ombres et de lumières». Et ce dimanche 11 octobre, à Saint-Domingue, sur l'immense esplanade face à la mer d'où vinrent jadis les caravelles, les ombres étaient tenaces. Gris des nuages, gris des hélicoptères de sécurité, gris affligeant surtout de l'imposant phare en forme de croix, dans lequel reposent désormais les restes de Christophe Colomb. Comme si, englouti dans cette monstrueuse nef de béton qui semble à elle seule un ajout supplémentaire aux horreurs de la colonisation, «l'Amiral de la mer océane» devait expier à jamais les heures sombres de sa conquête.

Devant le monument, sous un dais couvrant l'estrade, le pape a célébré la messe pour le cinquième centenaire de l'évangélisation. Mais quarante cardinaux, deux cent cinquante évêques, des chœurs parfois sublimes de cinq cents personnes, plusieurs milliers de fidèles, quelques sombres et beaucoup de manilles, n'y ont pas suffi : la fête de la croix et de la consécration de l'Amérique n'a pas été l'immense explosion de joie attendue mais

bien plutôt la commémoration en demi-teinte d'une histoire malicieuse réécrite dont le message laisse un goût doux-amer.

Un mur de la honte

Il y avait d'abord ces cordons de police, muraux au poing, il y avait aussi, par-delà la foule, à quelques mètres seulement des pompes de la fête, ce mur de béton, gris lui aussi, frappé ironiquement de croix plus claires et que l'on a surnommé ici «le mur de la honte», car il ceinture des bidonvilles peu sçayants. La vraie croix était-elle derrière ? De l'humilité de Jean-Paul II, de l'angélisme, certains attendaient beaucoup, peut-être ont-ils été déçus. Le pape est resté somme toute trop prudent. L'enjeu, il est vrai, était important.

Evitant de rentrer dans la polémique historique de la conquête, ou dans celle, plus triviale, de l'histoire de ce phare à la conception mussolinienne-italienne qui a coûté 70 millions de dollars, fait couler beaucoup d'encre et suscité beaucoup d'embaras, Jean-Paul II s'est efforcé de rétablir la lumière, d'écarter l'ombre. Il ne s'est agi

de glorifier ni la découverte ni la conquête, mais «la naissance d'une splendide réalité», l'arrivée de cette croix dont Christophe Colomb avait dit lui-même : «Plante-la sur toutes les routes, sur tous les chemins afin que Dieu la bénisse. Cette terre appartient aux chrétiens et la mémoire doit en rester à travers les temps».

Rendant hommage à l'action des ordres religieux qui ont donné vie à «l'épopée missionnaire», au cours de la cérémonie de canonisation de ce missionnaire par excellence que fut le très zélé Frère Eusebio Moreno, Espagnol de l'ordre des récollets qui évangélisa le Nouveau Monde - et la Colombie en particulier -, le pape a de nouveau rappelé que la colonisation «ne peut être vidée du contenu religieux qui l'a imprégnée ou accompagnée». N'y avait-il pas cependant un «pardon» à demander auprès

des descendants des peuples opprimés ?

Dans l'aviation qui l'emmenait à Saint-Domingue, Jean-Paul II en avait esquissé la possibilité. Le thème n'était pas absent du discours, mais à l'instar de la messe, il y a eu beaucoup de torse à l'encontre de ces peuples indiens, mais cela continue encore aujourd'hui.

Pardon pour les offenses

Se réservant peut-être pour la rencontre avec des Américains et des Afro-Américains qu'il doit avoir mardi, le pape s'est tourné d'une manière plus générale «vers les indigènes, les vieux, les marginaux, les victimes de la violence» pour affirmer que «ce cinquième centenaire était l'occasion propice

de demander humblement pardon pour les offenses». Reprenant toutefois à son compte les paroles prononcées à Lima au concile provincial de 1982 par saint Toribio de Mogrovejo, patron de l'épiscopat latino-américain, il ajoutait aussitôt : «Non seulement dans le passé il y a eu beaucoup de torts, mais cela continue encore aujourd'hui».

Car la «lumière» de cette nouvelle évangélisation, le pape a voulu en éclaircir l'avenir plutôt que d'opérer une relecture du passé. A cet égard, les discours de dimanche, notamment celui qu'il prononça l'après-midi devant le corps diplomatique, étaient très clairs. Après avoir fait un constat des faiblesses de ce continent encore soumis aux déchirements de la guerre et aux incertitudes de la crise économique, Jean-Paul II, a

demandé, «avec respect et défiance, à tous les responsables des gouvernements d'Amérique latine de donner une impulsion décisive au processus d'intégration latino-américain qui pourra conduire leurs peuples à occuper la place qui leur revient sur la scène mondiale».

Autrement dit, face au puissant voisin nord-américain, que l'Amérique latine se prenne économiquement en main. Et ce, au nom d'une solidarité basée sur des liens culturels et linguistiques mais aussi sur cet héritage commun qu'est l'Eglise.

Un thème qui devrait être repris et élargi à l'ensemble du continent américain, pour être l'un des temps forts de la conférence épiscopale qui devait s'ouvrir lundi.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

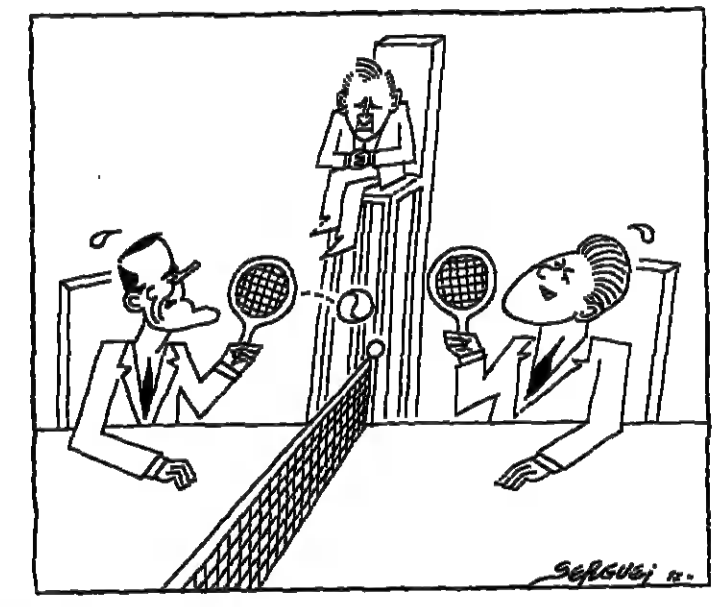
Débat désamorcé aux Etats-Unis

Suite de la première page

M. Clinton avait beau dire que l'Amérique ne souffrait pas que d'un déficit budgétaire mais aussi d'un déficit d'emplois et d'un déficit d'investissements, M. Bush pouvait bien répéter qu'il promettait de lutter contre le déficit «sans élever les impôts» mais en diminuant les dépenses de l'Etat, rien n'y fit : Ross Perot a confirmé qu'il fallait compter avec lui. Selon les sondages, 62 % des électeurs ont déclaré, à l'issue du débat, avoir une «impression plus favorable» de M. Perot qu'avant (29 % dans le cas de M. Clinton et 13 % dans celui de M. Bush).

Cela ne veut pas dire que l'indépendant est remis en selle et va retrouver le niveau de soutien qu'il avait avant de se retirer de la course en juillet. Cela veut dire qu'il pourrait recueillir de 10 % à 12 % des suffrages et que la question est plus que jamais posée de l'impact qu'il aura sur la bataille Bush-Clinton. Face au parler simple du milliardaire de Dallas, MM. Bush et Clinton ont apparus quelque peu crispés, comme réactés par l'idée de ne point commettre d'erreurs de gauche. Le franc-tireur Perot a perturbé leur face-à-face et il était difficile de dire, dimanche soir, si le candidat républicain avait réussi à récupérer quelques points sur la solide avance dont son concurrent démocrate a jusqu'à présent disposé dans les sondages.

défendu par M. Perot - a serinement répliqué à M. Bush : «Vous mettez en doute mon patriotisme, c'est mal. La Maison Blanche a monté un complot contre moi. Je respecte vos états de service durant la deuxième guerre. (...) J'étais contre la guerre du Vietnam mais j'aime mon pays». Et de rappeler qu'un certain sénateur Prescott Bush - le père du président - avait en son temps dénoncé les pratiques



d'un certain sénateur Joseph McCarthy (organisateur, dans les années 50, d'une chasse aux sorcières dans l'administration, sous prétexte de lutter contre l'infiltration d'agents communistes).

Hormis cette passe d'armes, MM. Bush et Clinton ont, sans état ni surprise, défendu leur programme économique respectif. Le premier a redit que la situation n'était pas si mauvaise, que la relance de la croissance passait par la diminution d'impôts et pas par la médecine de son concurrent qu'il a qualifiée de poison démocrate traditionnelle, «plus d'impôts,

(ils sont tous trois vivement opposés à la légalisation), la politique étrangère a occupé une bonne part du débat. Pas vraiment contesté par ses deux concurrents, M. Bush a défendu son bilan de sage gestionnaire de la fin de la guerre froide : «Les enfants américains ne s'endorment plus avec la peur d'une guerre nucléaire (...) l'Europe de l'Est, les pays baltes sont libres». Mais le continent européen reste une zone de dangers et, du fait des «responsabilités un peu disproportionnées» qui sont celles de l'Amérique dans le maintien de la paix en Europe, M. Bush veut y maintenir 150 000 soldats américains (sur

Valse-hésitation autour de M. Baker

«Lorsque la campagne présidentielle sera terminée, je dirai à Jim Baker : tu vas faire en politique intérieure ce que tu as fait en politique étrangère», a déclaré M. George Bush lors du débat qui l'opposait à MM. Bill Clinton et Ross Perot. M. Bush avait pourtant indiqué précédemment que M. Baker, qui a démissionné en août de son poste de secrétaire d'Etat pour prendre la direction de la campagne républicaine, retournerait au département d'Etat. «C'est là que je le veux», avait-il dit. En cas de victoire du président sortant, M. Baker devrait donc rester secrétaire général de la Maison Blanche ou occuper toute autre fonction officielle... excepté le département d'Etat. Tel est, en tout cas, le dernier avatar de ce roman-feuilleton.

Passe d'armes

«C'est mal de manifester contre son pays à l'étranger, je ne peux pas comprendre comment on peut faire cela», a déclaré le président. Il a ajouté qu'à dix-neuf ans, il était, lui, aux commandes d'un bombardier au-dessus du Pacifique, durant la deuxième guerre mondiale, et que cela l'avait «formé» pour être commandant en chef des forces armées américaines (en tant que président). M. Bush s'est abstenu, cette fois, de relancer certaines questions - et insinuations douteuses - à propos d'un voyage d'étudiant à Moscou effectué par M. Clinton et que certains milieux républicains n'ont pas hésité - sans la moindre preuve - à assimiler à une visite téléguinée par le KGB. Ces accusations ont soulevé un tollé de protestations dans la presse et, à en croire les sondages, elles ont aussi vivement déplu à l'opinion. M. Clinton - en l'espèce

COLOMBIE : des manifestations d'Indiens réprimées

« Comme les Espagnols... »

«Le gouvernement nous réprime comme le faisaient les Espagnols», ont estimé, dimanche 11 octobre, les porte-paroles des Amérindiens de Colombie. De violents affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, opposés à la célébration du 500^e anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb dans le Nouveau Monde, ont fait une vingtaine de blessés depuis vendredi 9 octobre, selon diverses sources. Les incidents les plus sérieux se sont

déroulés dans le département du Cauca (sud-est du pays), où environ 11 000 Indiens voulaient se rassembler à Popayan et bloquer des routes. Selon Amnesty International, les militaires ont ouvert le feu et interpellé une quarantaine de personnes. Les forces armées sont placées en état d'alerte maximum dans tout le pays, le gouvernement redoutant que ces manifestations soient manipulées par la guérilla. - (AFP, AP.)

Un vol de Concorde en hommage au découvreur. - A l'initiative d'un avocat américain, M. Pevaner, président de l'association Concorde Spirit Tours, un Concorde a décollé, lundi 12 octobre, de Lisbonne pour un tour de la Terre en 33 heures et 55 minutes, ce qui constituait le record de vitesse pour ce périple d'est en ouest de 40 402 kilomètres. La meilleure performance à ce jour est détenu, depuis 1987, par un

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : l'ANC juge insuffisantes les excuses de M. De Klerk à propos de l'apartheid. - Le Congrès national africain (ANC) a estimé, samedi 10 octobre, que les excuses présentées par le président De Klerk à propos de l'apartheid étaient insuffisantes. Selon le porte-parole de l'ANC, si le chef de l'Etat a regretté que son pays se soit si longtemps accroché à une politique «qui ne pouvait pas marcher», il n'est pas allé assez loin dans la condamnation de principe d'un système «fondamentalement mauvais et maléfique». - (AFP, AP, Reuters, UPI.)

CUBA : le président de la Commission des droits de l'homme a été arrêté. - M. Elizardo Sanchez Santa Cruz, président de la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale (CCDRH), a été arrêté, vendredi 9 octobre, à La Havane, a annoncé un porte-parole du mouvement. La police a ensuite fouillé le domicile du dissident, précisant qu'elle recherchait des articles acquis de manière illégale dans des magasins réservés aux étrangers. Le président du CCDRH, déjà arrêté à plusieurs reprises dans le passé, avait récemment déclaré qu'il s'attendait à un «durcissement général» de la politique de M. Fidel Castro, en réponse à la ligne dure suivie par Washington. - (AFP.)

PAKISTAN : acquittement du mari de M^{me} Benazir Bhutto. - M. Asif Ali Zardari, le mari de M^{me} Benazir Bhutto, a été acquitté, samedi 10 octobre, par un tribunal pakistanais. Il était accusé d'avoir été l'instigateur du meurtre de vingt-neuf personnes. M. Zardari a néanmoins été maintenu en déten-

tion pour répondre d'autres accusations, a-t-on appris de sources judiciaires. - (AFP.)

INDE : violents affrontements entre hindous et musulmans. - La Force d'action rapide (RAF), unité nouvellement créée pour lutter contre la violence intercommunautaire en Inde, a été déployée pour la première fois dans l'est du pays, où des affrontements entre hindous et musulmans ont fait trente-six morts et plus de cent blessés, a-t-on appris, samedi 10 octobre, de source policière à New-Delhi. Les émeutes ont eu lieu à 300 kilomètres au nord-ouest de Calcutta, dans la région de Sitanarhi, à la frontière de l'Etat du Bihar.

PEROU : des attentats ont fait une cinquantaine de morts. - Les commandos du Sentier lumineux ont tué quarante-quatre personnes et en ont blessé quinze autres, samedi 10 octobre, dans le village de Huayao (400 kilomètres au sud-est de Lima), a-t-on appris de sources militaires. Cette attaque est la plus meurtrière depuis l'arrestation, le 12 septembre, du chef de ce mouvement «maoïste», Abimael Guzman, dont la peine (prison à vie) a été confirmée samedi en appel.

PHILIPPINES : le président Ramos veut dialoguer avec les rebelles musulmans. - Le président philippin a exprimé, samedi 10 octobre, dans la ville méridionale de Cotabato, sa volonté d'entamer rapidement des pourparlers de paix avec M. Nur Misuari, chef des séparatistes musulmans du Front moro de libération nationale (MNLF). M. Fidel Ramos a confirmé que M. Nur Misuari avait accepté de mettre fin à son exil en Libye afin de venir négocier avec Manille. - (AFP.)

Les incidents ont éclaté à la

ens ont suspendu la faim

Les incidents ont éclaté à la

Les incidents ont éclaté à la

COSTUMES • VESTES • PANTALONS • CHEMISES • CRAVATES

CHARLES LE GOLF

2

Liquidation totale

Avant travaux et par autorisation préalable

Jusqu'à -51%

CHARLES LE GOLF

• 30 rue de Berri, Paris 8^e • 9 place Saint-Augustin, Paris 8^e •
• 20 av. des Ternes, Paris 17^e • 120 av. Victor Hugo, Paris 16^e •
• 171 bd St-Germain, Paris 6^e • Galeries de St-Germain-en-Laye •

COSTUMES • VESTES • PANTALONS • CHEMISES • CRAVATES

هكذا من لاصم

8 Le Monde • Mardi 13 octobre 1992 •

Le Monde des **DEBATS**

Le Monde



LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

Le Monde des Débats invite chaque mois des écrivains, des spécialistes, des chercheurs venant d'horizons très divers à s'exprimer de la façon la plus libre sur quelques-unes des grandes questions du moment.

AU SOMMAIRE CE MOIS-CI

EUROPE : LA RÉSISTANCE DES NATIONS

Après Maastricht, le difficile apprentissage du patriotisme européen : un entretien avec Julia Kristeva, psychanalyste et écrivain. Une analyse de Dominique Wolton, chercheur au CNRS. Un face-à-face entre Paul Thibaud et Jean-Marc Ferry, philosophes. Le point de vue de Jack Hayward, sociologue britannique et de Gabriel Liiceanu, philosophe roumain.

EMPLOI : PEUT-ON PARTAGER LE TRAVAIL ?

Les réponses contrastées de Marc Blondel, secrétaire général de FO, Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, Margaret Maruani, sociologue, Gérard Mordillat, romancier et cinéaste.

MARCHÉ DE L'ART : QUI FIXE LE PRIX DES PEINTRES ?

Une rencontre animée par Philippe Dagen, avec Raymonde Moulin, directrice du centre de sociologie des arts à l'EHESS, Alfred Pacquement, directeur de la Galerie nationale du Jeu de paume, Marwan Hoss, galeriste, Pierre Soulages, peintre.

NUMÉRO D'OCTOBRE 1992 / 30 F

ESPA

Les mal-a

encontre av



Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Les mal-aimés de Bruxelles

Les fonctionnaires européens ont le sentiment d'être choisis comme boucs émissaires de l'impopularité des gouvernements nationaux

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

« **M**OI, j'ai évidemment voté « oui », mais je suis ravi du résultat serré du référendum. Ça invitait certains collègues en charge de l'agriculture ou de la concurrence à plus de modestie. » Propriétaire terrien en France, en contact avec le pays profond, l'eurocrate qui parle ainsi appartient à la minorité. En général, les 3 800 cadres de la Commission de Bruxelles et les 1 500 traducteurs ou interprètes qui travaillent avec eux éprouvent un profond malaise, une grande déception, devant la courte victoire du « oui » et les propos qui ont été tenus sur leur compte pendant la campagne.

« On a fait le gros dos pendant la campagne. On n'a rien dit. Mais tout ça a été très mal vécu, et je pense que ça laissera des traces durables », affirme un responsable de l'Association des Français fonctionnaires des Communautés européennes, qui compte 850 membres (à la Commission et dans les autres institutions communautaires). Une « note au personnel » signée dès le 24 septembre par le secrétaire général de la Commission — le Britannique David Williamson — a eu qu'à moitié passé les plumes. Elle évoque « la période difficile » par laquelle passent les eurocrates et souligne que Jacques Delors les a défendus comme il convenait. L'association vient d'écrire au président de la

Commission « pour lui faire part des conclusions à tirer de la campagne, déplorer les attaques contre nous et lui dire qu'on aimerait en parler directement avec lui ».

Une lettre de remerciement a été adressée à Simone Veil, une des rares personnalités politiques qui trouvent grâce aux yeux des intéressés pour son comportement pendant la campagne. En effet, à l'association, on a fort peu apprécié que « la plupart des arguments avancés pour valider des votes ou « oui » aient été négatifs ». « Au lieu de parler de notre travail, les politiques ont surtout dit que Maastricht signifiait moins de fonctionnaires, moins de pouvoir pour eux, plus de contrôle par les États. Comme si tout allait mieux sans nous. Les propos ultérieurs de M. Kohl n'ont rien arrangé. Nous espérons que quelqu'un mettra les choses au point au sommet de Birmingham ».

Prudence et méconnaissance

Une cinquantaine de membres de l'association s'étaient portés volontaires pour aider le Mouvement européen de Valéry Giscard d'Estaing et Jean François-Poncet à faire campagne pour le « oui » pendant leurs vacances d'été. « Il s'agissait de préparer des arguments, voire d'aller sur le terrain », raconte un cadre de la Direction des relations extérieures (DG I) qui, « étant président d'une association de défense de l'environnement en Bretagne, ne se sent nullement une âme d'eurocrate apatride ». Plusieurs

choses ont frappé ceux qui ont participé à des réunions intitulées « Les acteurs européens à la rencontre des Français ». « Au niveau local, les militants des partis ne sont absolument pas formés sur les questions européennes. Dans certaines régions, les élus-majors ont d'ailleurs été d'une grande prudence, à cause de la proximité des élections sénatoriales. Certains ont pris le moins de risques possible, même chez les centristes. On aurait pu s'attendre aussi à ce que les députés européens siègent dans les conseils régionaux s'engagent plus activement qu'ils ne l'ont fait. » Autre observation : « Nous n'avons pas répondu aux angoisses des agriculteurs. Au lieu d'évoquer les objectifs de la PAC, bénéfiques à long terme, on parle de « jachères ». Un mot qui n'a aucun sens pour un paysan qui ne peut accepter. Il faut repenser la communication de la Commission ».

Les critiques sont quasi unanimes à l'égard de la DG 10 — information et communication — grande protagoniste de brochures à la gloire de la Communauté, généreusement distribuées aux visiteurs mais d'un impact très relatif sur les populations. Le très performant service du porte-parole, qui tient quotidiennement une conférence de presse à l'intention des quelques cinq cents journalistes accrédités, n'est pas mis en cause. Mais un de ses membres se livre à un examen de conscience paradoxal : « Après tout, nous parlons peut-être trop. On nous entend tellement qu'on a l'impression que la Commission régent

tout. Quand nous présentons une proposition de directive, nous ne voulons pas dire qu'il est interdit aux États de la modifier, et ils ne s'en privent d'ailleurs pas. Mais il manque une conférence de presse bien organisée à l'issue des conseils (des ministres des Douze). Celles qui ont lieu se font à la sauvette, tard à l'issue des travaux, quand tout le monde est fatigué. Les ministres qui tiennent leur propre conférence de presse (à l'attention des journalistes de leur pays, dans les locaux réservés aux représentations nationales en haut de l'immeuble du Conseil) ont la détestable habitude de présenter les résultats comme une victoire de leur délégation contre la Commission. Ce n'est pas la meilleure façon de se comporter pour créer un état d'esprit européen ».

Le procès du « parachutage »

Autre procès, instruit celui-ci par les syndicats d'eurocrates, à l'occasion du référendum français : la trop grande place prise selon eux par les fonctionnaires détachés. Faute de moyens financiers pour créer de nouveaux postes fixes, la Commission fait de plus en plus appel à des experts venus des administrations nationales et payés par elles, à l'exception d'une indemnité de séjour à la charge des Communautés. De 250 en 1989, ces « mis à disposition », pour une période temporaire qui peut être longue, sont passés à 650 aujourd'hui. Espérant profiter de ces agents pour

faire valoir leurs vues, les grands pays ne se font pas prier pour les envoyer, notamment la France qui dispose d'une administration très efficace mesurée à l'aune de celles de certains voisins. Or, soutiennent les eurocrates de carrière, « s'il y a excès de technocratie, c'est chez ces gens-là et non pas chez nous, qui sommes le plus souvent recrutés (par concours) après plusieurs années d'expérience professionnelle hors de l'administration ».

Ces critiques s'accompagnent de remarques peu aimables sur le « parachutage » (notamment celui des membres des cabinets des commissaires qui occupent ensuite les meilleures places dans les directions générales). « Ces pratiques n'ont jamais été aussi développées que depuis l'arrivée de Jacques Delors à la présidence de la Commission. Je le dis d'autant plus librement que les énarques qui dirigent certains services sont des amis », confie un Français bien placé pour savoir de quoi il parle. Une réflexion qui rejoint celles, plutôt amusées, de certains étrangers. Selon eux, les réserves de leurs compatriotes à l'égard de la Commission sont souvent fondées sur le fait que les méthodes autoritaires de l'administration communautaire paraissent calquées sur la fonction publique française, y compris dans les services, tels ceux de la concurrence, que les Britanniques ont pris en main.

Au-delà de ces remarques, non exemptes d'arrière-pensées, mais que l'actuelle morosité permet de faire plus ouvertement que naguère, il y a unanimité pour constater une nette reprise en main des affaires par les États. « Subsidiarité, que de choses on va défaire en ton nom ! », s'exclame un intégriste de la Commission (un de ses collègues avait « prévenu Jean François-Poncet que si le « non » l'emportait, certains fonctionnaires européens français demanderaient la nationalité belge »...). « Déjà, au niveau des États, on chipote sur des projets de directives parfaitement justifiées », assure un expert en santé publique. Un autre, responsable d'un service de la « cellule PHARE » pour la coopération avec certains pays de l'Est, observe : « Nous sommes accablés de travail, mais on nous presse d'aller encore plus vite dans la réalisation des projets. La France et la Grande-Bretagne menacent ouvertement de reprendre leurs billes pour agir dans un cadre bilatéral ».

La conversation a lieu au rond-point Robert Schuman, autour duquel sont disposés la plupart des immeubles de la CEE. D'un côté, le Berlaymont, vaste bâtiment naguère occupé par la Commission et évacué par elle pour cause d'insalubrité. De l'autre, le gigantesque chantier d'où sortira bientôt le nouveau siège du Conseil. « Tout un symbole », dit notre interlocuteur.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Rencontre avec M. Manfred Stolpe

« L'Etat de droit doit faire preuve de courage »

nous déclare le ministre-président du Brandebourg à propos de la flambée xénophobe en Allemagne

« **L**a révolution, c'est la vie des enfants », selon le titre des Mémoires d'un politologue allemand, Wolfgang Leonhard, fils d'émigrés communistes en URSS dans les années 30 ; elle malmenait aussi ceux qui, sans y avoir souvent directement participé, auraient pu reprendre la flamme. Ainsi les Allemands de l'Est qui occupent des postes de responsabilité après la chute du mur de Berlin et dans les premiers mouvements de démocratisation ont-ils été tour à tour écartés du nouveau pouvoir, soit pour manque d'expérience de la politique ou du gouvernement, soit pour avoir entretenu des liens plus ou moins étroits avec la police secrète du régime communiste.

Ainsi ne reste-t-il plus que deux ministres-présidents issus de l'Est de l'Allemagne dans les cinq nouveaux Länder. Les trois autres sont des hommes politiques ouest-allemands qui ont repris du service à l'Est, faute de relève locale. L'un d'eux, M. Manfred Stolpe, social-démocrate, chef du gouvernement du Land de Brandebourg, est d'ailleurs l'objet d'une interminable controverse. Juriste, dirigeant de l'appareil administratif de l'Eglise évangélique d'Allemagne de l'Est pendant le règne de M. Erich Honecker, il s'est retrouvé dans les archives de la Stasi sous le pseudonyme de « secrétaire ». Il est accusé d'avoir pendant des années livré des informations sur l'Eglise évangélique, ses dignitaires et les mouvements protestataires qu'elle abritait. Son activité avant 1989 est passée au crible par une commission d'enquête parlementaire du Land de Brandebourg. La question posée est simple, si la réponse semble plus difficile à apporter : dans ses rapports avec les représentants de l'Etat et de la police communistes, M. Stolpe a-t-il franchi la limite séparant les contacts inévitables entre une institution — qui se définissait comme une Eglise « dans le socialisme » — et le pouvoir d'une part, et d'autre part la collaboration avec ce même pouvoir totalitaire et répressif ?

Son cas mêle toutes les interrogations d'une Allemagne qui, dans sa partie orientale surtout, a perdu tous ses repères : attitude de l'Eglise protestante officielle vis-à-vis du communisme ; frustrations des adversaires du régime dont les pasteurs ont été souvent les porte-parole, et qui se trouvent aujourd'hui dans



PANCHO

une nouvelle opposition à une Allemagne libérale dans laquelle ils ne se reconnaissent pas ; identification d'une population est-allemande malmenée par la réunification avec un homme qui s'était certes « accommodé » du régime, mais essayait d'en élargir les rares failles.

M. Stolpe était à Paris la semaine dernière pour présenter sa région, tenter d'y attirer les investisseurs et renouer les liens traditionnels existant depuis le dix-huitième siècle entre la France et cette partie de la Prusse. Il a été interrogé sur son « cas », qui occupe des colonnes dans la presse allemande et divise l'opinion. Les accusations portées parfois contre lui sur les torts que ses contacts avec la Stasi auraient pu entraîner pour tel ou tel opposant ont fait long feu. On lui reproche pourtant d'avoir poussé le sens du compromis jusqu'à la compromission. Peut-on faire de la politique sous une dictature ?

M. Stolpe répond par l'affirmative. Comme beaucoup d'autres personnalités à l'Est — et à l'Ouest — il

était convaincu jusqu'à l'automne 1989 que la RDA était appelée à durer encore longtemps. Dans ces conditions, il s'agissait « de ne pas attendre des temps meilleurs, mais, dans le cadre du régime, d'obtenir les allègements humanitaires, des facilités de voyage, des possibilités d'expression ». Cette « médiation » a eu encore une grande importance à la fin de 1989 quand, selon M. Stolpe, la question du pouvoir en RDA n'était pas résolue, qu'une guerre civile était toujours menaçante et que des doutes persistaient sur l'attitude soviétique en cas de violence contre leurs anciens alliés est-allemands.

Une histoire qui peut ressurgir lors du procès Honecker, s'il a lieu. M. Stolpe considère que, dans cette affaire, l'Etat de droit s'est lancé dans une aventure. Jugera-t-on la politique d'un homme qui a été reçu avec tous les honneurs en septembre 1987 à Bonn ? Par une ironie de l'histoire, le président du tribunal, M. Hansgeorg Bräutigam est le frère de l'ancien représentant permanent

de RFA à Berlin-Est, M. Hans-Otto Bräutigam, qui prépara cette visite et qui est aujourd'hui... ministre de la justice du Brandebourg (1). M. Stolpe pense encore aujourd'hui à l'Etat de droit, la distinction entre le Honecker d'avant 1987, qui n'était pas perdu pour la réforme, et le vieillard dogmatique et buté des dernières années. M. Stolpe, approuvé par M. Hans-Otto Bräutigam, estime que l'extradition vers l'Allemagne de l'ancien maître de la RDA était une erreur : « Si place était à Moscou, il ne fut rien d'autre que le gouverneur d'une partie de l'Allemagne pour le compte de ses maîtres soviétiques ».

L'enseignement du français

Le Land de Brandebourg, comme les autres « nouveaux Länder » de l'Est de l'Allemagne, est actuellement en proie à une poussée de fureur xénophobe. Pour parler de ce douloureux problème, M. Stolpe se remet un instant dans le personnage de l'homme d'Eglise qu'il fut naguère. Il cherche à comprendre une jeunesse qui « a perdu tous ses repères, toutes les institutions qui l'encadraient sous l'ancien régime. Ces jeunes de seize ans, parfois moins, qui se laissent manipuler par les agitateurs racistes, se sont perdus devant un grand vide ». Ce constat débouche sur une interrogation angoissée de l'opportunité d'une répression accrue : « Que doit-on faire ? Mettre ces jeunes en prison n'est peut-être pas la solution la meilleure... »

En revanche, M. Stolpe comme son ministre de la justice affirment vouloir faire preuve de fermeté face à toute manifestation des groupes néonazis : « L'Etat de droit doit faire preuve de courage ! » martèle-t-il. On devrait avoir la confirmation de cette attitude au mois de novembre prochain, car des groupuscules d'extrême droite ont annoncé des manifestations dans les cimetières militaires. Cependant, le ministre-président du Brandebourg n'est pas trop inquiet d'une montée électorale de l'extrême droite dans son Land : « Les derniers sondages lui attribuent 6 % ou 7 % des intentions de vote. Cela ne nous fait pas plaisir d'être dans la même situation que le Bade-Württemberg (2), mais cela relativise tout de même l'influence de ces gens ». Durant sa visite à Paris, M. Stolpe a rencontré M. François

Mitterrand, qu'il a trouvé dans « une forme remarquable pour un homme qui vient de subir une importante opération chirurgicale ».

Les discussions avec les milieux politiques et économiques français ont essentiellement porté sur les moyens de mieux intégrer le Brandebourg dans l'ensemble européen, pour surmonter le handicap géographique qui fait de ce Land la marche orientale de la CEE. Des contrats sont déjà en cours avec Gaz de France, et M. Stolpe fonde beaucoup d'espoir sur la reprise par le groupe français Phoenix des studios de la DEFA à Babelsberg. « Nous espérons que ça se constituera en un pôle de production audiovisuelle de dimension européenne ».

Autre souci du ministre-président : rattraper le

temps perdu dans le domaine de l'enseignement du français dans sa région. Ses conversations avec M. Jack Lang ont eu pour résultat la mise sur pied d'échanges d'enseignants permettant à des professeurs de russe, première langue obligatoire dans l'ex-RDA, de se recycler dans l'enseignement de la langue de Moïse.

Propos recueillis par
DANIEL VERNET
et LUC ROSENZWEIG

(1) M. Honecker sera jugé à Berlin, qui est situé au milieu du Brandebourg, mais qui est un Land indépendant.
(2) Les Républicains, formation d'extrême droite dirigée par M. Franz Schönhuber, ont recueilli plus de 10 % des voix l'an passé aux élections régionales du Bade-Württemberg.

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris
Tél: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en Asie : AMA HONG KONG

ESPACE EUROPEEN

REVUE

VU D'AILLEURS

DE PRESSE

Adieu à Willy Brandt

De mortuis aut bonum aut nihil... Les éditorialistes des grands journaux européens n'ont pas eu à se faire violence pour respecter le vœu latin qui veut que l'on ne dise que du bien des défunts. Les journaux mêmes qui avaient combattu Willy Brandt avec le plus d'acharnement lorsqu'il exerçait le pouvoir s'attachent aujourd'hui à souligner l'aspect de la personnalité du président d'honneur du SPD qui leur convient le mieux. Ainsi le quotidien conservateur allemand *Die Welt* salue en lui le «*esprit*». *«Notre journal a eu de profondes divergences avec lui, notamment à propos de l'Oslopolitik. (...) L'écroulement de l'empire soviétique et la réunification lui ont donné raison. C'est justement pour cela que nous pouvons affirmer aujourd'hui : Willy Brandt était un patriote. Il a accueilli le prestige de la République fédérale. L'Allemagne est sans lui plus pauvre»*, constate le journal du groupe Springer.

Pour le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, autre porte-drapeau du conservatisme outre-Rhin, Willy Brandt «*a incarné plus que tout autre la continuité socio-démocratique dans les tourbillons du changement. Il a donné à son parti le sentiment rassurant que, dans cette époque historique, le SPD n'aurait jamais le mauvais rôle.*»

Homme d'Etat

Le quotidien libéral de Munich *Süddeutsche Zeitung* souligne que dans un temps où «*la paix civile est menacée en Allemagne par des fantômes surgis du passé avec leurs traits les plus hideux, où l'amitié avec ses voisins semble devenir plus fragile, c'est là où l'on aurait bien besoin d'un homme d'Etat de la trempe de Willy Brandt.*»

Hors d'Allemagne, l'hommage rendu à l'artisan de l'Oslopolitik est unanime et sans réserve. Il est particulièrement chaleureux en Espagne où l'on se souvient de l'aide apportée par l'ancien chancelier allemand à son ami Felipe Gonzalez pour le rétablissement de la démocratie. Ainsi *El País* remarque que «*l'amour de la liberté et l'antifascisme furent, pour Brandt, les idéaux qui ont donné dignité et cohérence à sa vie.*» «*Son geste, comme chancelier de l'Allemagne, de s'agenouiller devant les restes du ghetto de Varsovie démontre qu'il existait une possibilité réelle que les nations de l'Europe - surmontant les horreurs du passé - s'unissent autour de quelques valeurs communes de démocratie et de respect des droits de l'homme. Leçon qui vaut toujours ; peut-être aujourd'hui plus qu'hier.*»

A Londres, le *Financial Times* note que «*Brandt a passé sa vie à regarder de plusieurs côtés à la fois. Son plus grand mérite a été de démontrer qu'une certaine ambiguïté pouvait conforter la position de l'Allemagne dans le monde et non pas la fragiliser. Son plus grand regret pourrait être d'être mort avant d'être, pas plus que quiconque, complètement certain que l'unification de l'Allemagne ne soit un succès sans mélange.*»

L. R.

Tokyo se prépare à un monde tripolaire

Les Japonais voient dans la Communauté un pôle de stabilité bienvenu mais craignent d'être victimes d'une attitude protectionniste

TOKYO

de notre correspondant

«*L'UNION de l'Europe se fera en zigzag, au prix de crispations, mais elle se fera.*» Ce commentaire d'un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères japonais résume le sentiment de milieux officiels nippons après le «*oui*» timide de la France au traité de Maastricht.

Le phénomène nouveau est le nécessaire respect par les dirigeants européens d'une réalité : ils ne peuvent créer une Europe pour eux-mêmes et sont contraints de tenir compte de leurs populations. «*Nous assistons à la collision entre une vision technocratique de l'intégration européenne et les sursauts d'une opinion publique qui découvre les conséquences sur sa vie quotidienne de ce qu'on lui propose*», estime notre interlocuteur.

Les résultats du référendum français ont mis en évidence les obstacles qui se dressent devant l'Union économique et monétaire. «*Il faudra beaucoup de temps avant que les nations européennes parviennent à marcher d'un pas concerté et à harmoniser leurs économies : même si le traité de Maastricht prend effet à la date prévue, l'unification monétaire et la création d'une banque centrale européenne prendront plus de temps qu'on le pensait primitivement*», peut-on lire dans un récent

éditorial du quotidien économique *Nihon Keizai*. «*Avec une marge aussi faible, au lieu de sauver la construction européenne, le référendum français porte atteinte à la dynamique même de l'entreprise*», soulignait pour sa part, plus pessimiste, le quotidien *Mainichi*.

Ne pas aller à contre-courant

Ces atermoiements et ces difficultés sont-ils perçus avec une certaine satisfaction à Tokyo ? Les dirigeants japonais sont trop réalistes pour aller à contre-courant : «*La tendance est là, inéluctable : des Etats séparés ne peuvent plus régler seuls des problèmes qui se posent de manière globale. En outre, ni les Etats-Unis ni le Japon ne sont en mesure d'assumer seul un ordre mondial. L'Europe une peut constituer un pôle de stabilité. Cela dit, reste à savoir comment se fera cette Europe. Les Européens se réclament du libéralisme. Mais vu de Tokyo, il n'y a aucune garantie que les choses se passeront comme ils l'affirment. Si l'Union européenne se fait contre les Etats-Unis et le Japon, alors, évidemment, le Japon, et derrière lui le reste de l'Asie industrialisée, ont tout lieu d'être inquiets. Dans le pire des scénarios, on ne peut exclure des réactions nationalistes de la part de pays qui, pour l'instant, sont restés relativement à l'écart de la vague nationaliste et du repli sur des intérêts corporatistes sensibles dans le reste du monde depuis le déman-*

èlement de l'URSS», estime le même haut fonctionnaire. Pour l'économiste Yoshikazu Miyazaki, professeur honoraire à l'université de Kyoto, «*l'Europe et l'Amérique du Nord se constituent en entités, le Japon doit se préparer à un monde tripolaire. La pression pour qu'il structure davantage sa région en un troisième pôle, dont la Chine sera un élément majeur, n'en est que plus accentuée.*»

L'Europe politique ? Elle semble, vue de Tokyo, une éventualité beaucoup plus lointaine. «*Si la fédération, ou tout autre forme d'unification politique, est la conséquence logique du développement en cours, estimons nos interlocuteurs, les résistances sont trop fortes pour que l'on puisse l'envisager à court ou moyen terme.*»

Regrets pour les Anglais

Dans la constellation des Etats européens, les dirigeants japonais se défendent d'avoir un partenaire privilégié mais ils soulignent les avantages d'une ligne politique constante à leur égard.

Jugeant la situation de l'Allemagne, qui fête le second anniversaire de son unification, le *Yomiuri*, évoquant les mouvements xénophobes qui s'y développent, écrit : «*Il ne faut pas exagérer l'importance de phénomènes propres à une période de transition caractérisée par les difficultés de l'unification économique mais l'Allemagne doit prendre conscience que, devenue le*

plus grand Etat d'Europe, l'orientation de sa politique intérieure a des répercussions sur ses voisins.

Les journaux se font aussi l'écho de l'inquiétude que suscite ce qui est perçu comme un affaiblissement économique de l'Angleterre. Or Tokyo comptait sur les Anglais pour plaider sa cause au sein de la CEE face aux partisans de restrictions plus draconiennes : les Français et les Italiens.

Un partenaire atypique

Moins que les poussées xénophobes perceptibles en Europe, c'est le risque d'une accentuation du repli de celle-ci sur elle-même qui inquiète les Japonais. «*C'est notamment l'impression que donne la France, tellement eurocentriste, qu'elle fait penser à la Chine du dix-neuvième siècle, l'empire du Milieu, croyant que le monde tournait autour d'elle*», estime un haut fonctionnaire.

En matière de sécurité, enfin, le rôle que pourraient avoir conjointement les Japonais et les Européens reste très incertain. La décision de la dernière réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui s'est tenue en juillet à Helsinki, où le Japon assistait en tant qu'observateur, d'accorder à celui-ci la possibilité d'émettre un avis (sans disposer néanmoins du droit de vote) est interprétée à Tokyo comme un progrès substantiel. Cette participation répond au souhait japonais d'être

pleinement associé à «*l'un des forums où est défini le nouvel ordre mondial*», estime l'*Asahi Shimbun* et d'y disposer d'une possibilité institutionnelle d'y faire entendre sa voix.

L'élargissement de la zone couverte par la CSCE à l'Eurasie justifie la participation du Japon à cette organisation, affirment les journaux qui s'interrogent néanmoins sur la place de leur pays dans une organisation dont l'objet est la sécurité de l'Europe : compte tenu de ses contraintes constitutionnelles, la contribution du Japon à une action concertée, en Yougoslavie par exemple, semble pour le moins limitée. Autre interrogation : ne participerait-il pas au vote, le Japon sera-t-il lié par les décisions prises ?

Pour l'*Asahi Shimbun*, le Japon a été invité à se joindre à la CSCE parce qu'«*il partage avec ses membres les mêmes valeurs de liberté et de démocratie*». Des considérations plus pragmatiques semblent avoir joué également. Le Japon ne pourra être qu'un partenaire atypique dans cette organisation, souligne le quotidien conservateur *Sankai* : «*Plus il approfondira ses liens avec la CSCE, plus grandes apparaîtront les différences : le Japon se retrouvant une nouvelle fois dans la situation de fournir un soutien financier.*» Un commentaire acerbe qui ne manque peut-être pas d'un certain réalisme.

PHILIPPE PONS

TRIBUNE

La Tchécoslovaquie, entre Maastricht et Vukovar

par Martin Danes

Au moment où l'unification européenne vit des heures difficiles, le sort de la Tchécoslovaquie lui, semble scellé. Le processus de désintégration du pays paraît politiquement maîtrisé, mais son aboutissement reste encore incertain. La Slovaquie est en passe d'achever sa marche vers l'indépendance entamée il y a plus de deux ans. Le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), conduit par M. Vladimir Meciar, qui a gagné les élections de juin dernier avec un programme ouvertement autonomiste, remplit point par point ses promesses. Le Parlement de Bratislava a adopté la Constitution d'un Etat indépendant.

De son côté, le vainqueur des élections en pays tchèque, le Parti démocratique civique (ODS) de M. Václav Klaus (droite libérale), qui s'était battu pour une fédération minimale, s'est rallié au démantèlement de la Tchecoslovaquie et pousse même maintenant à la roue. Craignant que les réformes économiques soient freinées et qu'une période transitoire mène à l'instabilité politique - absence de président fédéral et

gouvernement central faible, - M. Václav Klaus veut accélérer un processus alors que son adversaire slovaque ne manifeste plus le même empressement.

Priorité à une séparation paisible

Bien que l'écclatement du pays soit au centre de l'actualité, les questions liées à l'unification européenne ne sont pas oubliées pour autant. On pourrait même dire que les deux phénomènes sont liés. Les liens que la Tchecoslovaquie avait réussi à nouer avec la Communauté européenne, dans la courte période qui nous sépare de la chute du communisme, sont remis en cause. La ratification des accords d'association passés entre la CEE, d'une part, la Tchecoslovaquie, la Hongrie et la Pologne, d'autre part, a été contestée, en ce qui concerne la Tchecoslovaquie, par le Parlement européen. A court terme, les Tchèques et les Slovaques voudraient au moins sauver pour leurs deux Etats séparés l'accord intérimaire qui garantissait à la Tchecoslovaquie tout entière des avantages douaniers dans ses échanges avec les Douze.

A Prague, la priorité est cependant donnée à l'organisation d'une séparation paisible et ordonnée afin que la stabilité de toute la région ne soit pas mise en danger. Ainsi les autorités tchèques cherchent-elles à éviter tout conflit avec les dirigeants slovaques et ont-elles accepté un partage équitable des «*droits de succession*» entre les deux Etats. La classe politique tchèque est convaincue que les Occidentaux sauront finalement apprécier le «*divorce exemplaire*» qu'elle espère réussir.

Mais cet espoir immédiat ne saurait masquer les préoccupations à plus long terme concernant l'avenir du pays tchèque. Si, dans la campagne pour les élections législatives de juin dernier, tous les partis tchèques s'étaient prononcés pour le maintien d'un Etat commun avec les Slovaques, c'est parce que l'immense majorité des Tchèques ne souhaitent pas la création d'un «*Etat résiduel*». Faute d'enthousiasme pour la reconstitution de leur vieux Etat, connu dans l'histoire sous le nom de royaume de Bohême, ils n'ont d'ailleurs pas réussi à lui trouver une nouvelle dénomination : les

pays tchèques - la Bohême, la Moravie et une partie de la Silésie - devraient-ils former une «*Tchéquie*» ? Bordé au nord et à l'ouest par l'Allemagne, au sud par l'Autriche, ce pays anonyme ne risque-t-il pas de tomber dans le giron germanique ?

Une emprise économique allemande serait un lourd facteur politique et psychologique, étant données les relations mouvementées et conflictuelles entre les Tchèques et les Allemands dans le passé. Depuis un millénaire, l'histoire tchèque est l'histoire d'une résistance à la pression allemande. Alors que certains Allemands des Sudètes chassés de Tchecoslovaquie après la seconde guerre mondiale revendiquent un droit au retour et la restitution de leurs biens confisqués, une récente déclaration de M. Vladimir Meciar, sur la volonté d'une Slovaquie indépendante de dédommager les Allemands expulsés de Slovaquie, a provoqué un profond émoi à Prague. Les dirigeants tchèques ont soupçonné leurs rivaux de Bratislava de vouloir saper leurs positions face au puissant voisin de l'Ouest. Outre les considérations d'ordre purement politique, les dirigeants tchèques excluent toutes réparations pour des raisons quantitatives : en Slovaquie, les Allemands n'étaient que quelques dizaines de milliers, alors que les Allemands des Sudètes étaient trois millions.

Contenir l'Allemagne

A Prague, comme dans d'autres pays européens, les partisans de l'intégration dans la Communauté, mettent en avant la nécessité de contenir l'Allemagne pour défendre leur point de vue. L'Europe peut-elle vraiment constituer un rempart contre d'éventuelles visées expansionnistes d'une Allemagne aujourd'hui réunifiée ? Les partenaires de longue date de Bonn dans le Marché commun ont naturellement tendance à répondre par l'affirmative. Mais ce raisonnement est-il aussi valable pour un petit pays situé à la frontière orientale de l'Allemagne, qui sort affaibli d'une division interne et qui est condamné à faire anti-chambre pendant de longues années avant de pouvoir songer à entrer dans le «*club des égaux*» ?

Ces réflexions expliquent les réserves récemment exprimées

par des membres du gouvernement tchèque, comme M. Václav Klaus et l'économiste Vladimir Dlouhy, à l'égard de l'Europe «*maastrichtienne*». La droite libérale tchèque critique les pouvoirs excessifs qui seraient accordés à la bureaucratie européenne, et qui rappellent ici, toutes proportions gardées, de mauvais souvenirs. La crainte de voir la Communauté se refermer sur elle-même et s'occuper d'abord de ses propres problèmes renforce ces préventions.

Paradoxalement, les dirigeants tchèques redoutent aussi que cette Communauté ne soit pas assez unie et puissante pour s'intéresser efficacement à ce qui se passe au-delà de ses frontières. Or le vide stratégique laissé en Europe centrale par le départ des Soviétiques, et qu'aucune structure occidentale n'est venue remplir (à l'exception du Conseil de l'Europe plus animé de bonnes intentions que pourvu de moyens réels), rend cet espace hautement

vulnérable. Il est, d'une part, vulnérable aux germes de tensions importées de l'Est et des Balkans, et, d'autre part, propice au développement de nouvelles tentations hégémoniques.

La Tchecoslovaquie vit ses derniers jours. Maastricht est loin. Vukovar est à nos portes. Le bruit de la tentation nationaliste résonne aux frontières. Si la processus de séparation entre les Tchèques et les Slovaques venait à échouer à la maîtrise des dirigeants, les plaies seraient béantes des deux côtés. La grande Europe est loin d'être une oasis de paix. A quoi sert la petite Europe si elle est impuissante à empêcher l'instabilité de gagner du terrain ?

► Conseiller pour la politique étrangère au bureau du président de la Tchecoslovaquie, Martin Danes écrit dans l'hébdomadaire tchèque *Respekt*.

LE MONDE diplomatique

Octobre 1992

- EUROPE : Fausses traies sur la Communauté, par Bernard Cassen. - Chaos monétaire et enjeux politiques, par Ibrahim Warde. - Le coût de l'unification allemande à marche forcée, par Laurent Carroué. - Les boucs émissaires de l'Espagne européenne, par Juan Goytisolo. - La Grèce dans la tourmente.
- ETATS-UNIS : Comment inverser la spirale du déclin ?, par Pierre Dommergues.
- CANADA : Vers une balkanisation tranquille, par Fulvio Caccia.
- ASIE : Manœuvres diplomatiques et financières : Pékin et Tokyo, alliés ou concurrents, par Claude Leblanc. - L'option chinoise des firmes sud-coréennes, par Philippe Le Corre.
- AFRIQUE : Les voies incertaines de la coopération avec la France, par Philippe Leymarie. - Quand les «*progressistes*» désespèrent, par Basile L. Guissou.
- NOUVEL ORDRE : Changer l'ONU, par Ignacio Ramonet.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

ESPRIT

octobre 1992

L'art contemporain contre l'art moderne ?

Le numéro : 75,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 520 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48.04.08.33

Daniel Bounoux
J.-C. Chalumeau
J.-Ph. Domecq
Marc Le Bot
Nathalie Mouraux
D. Sagot-Duvauroux

INSEE
La référence au bout des pages...

INSEE PREMIERE "Le 4 pages"

La primauté de l'information économique et sociale
commentée par les meilleurs experts.

Abonnement 1 an (20 numéros) : 226 F

INSEE - CNRP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

ESPACE EUROPEEN

L'Europe de la salade et l'Europe du chou

En débattant de l'« esthétique de la vie quotidienne », historiens et sémioticiens mettent l'accent sur ces « petites différences » qui caractérisent l'Est et l'Ouest

VILNIUS

envoyée spéciale

D'ÉA dans l'air, l'odeur de grillon, la cuisine intime. Ensuite, dans l'aéroport, des lignes de lumière. Une fleur qui accueille, un braise-main qui charme, l'immobilité des conversations. Autant de « je ne sais quoi », presque tous qui frappent, chaque jour, l'Européen de l'Ouest quand il se rend dans les universités françaises, polonaises, lituaniennes et tchèques, le 22 au 27 septembre, à l'université de Vilnius (Lituanie). « Quelles propositions de styles de vie, qui élargissent la fois la McDonald's et le folklore aujourd'hui émergent dans cette Europe élargie mais profondément déséquilibrée ».

Le thème du colloque - « Esthétique de la vie quotidienne » - avait germé en 1990 lorsqu'une soixantaine d'universitaires de l'Est et de l'Ouest s'étaient réunis à Lublin (Pologne) à l'invitation du Centre international d'études pédagogiques (CIEP) pour débattre de « l'humour européen ». Le choc culturel avait été assez fort, se souvient le professeur de Lituanie, les échanges, « aux limites du

malentendu total ». D'où une idée d'une rencontre, à Vilnius, sous l'égide du CIEP, de l'Institut pépén de sémiotique de Lyon et du ministère de la culture lituanien. Le projet avait « enthousiasmé » le linguiste Algirdas-Julien Greimas, illustre référence de la sémiotique française et européenne, à l'occasion du 27 février dernier (le 27 février 1992). Ne tenait-il pas Vilnius à l'université du XXI^e siècle, le « centre culturel de l'Europe du Nord » ?

Des chaussures soviétiques

L'idée, c'était d'abord l'Europe « modeste », en « formes » à « devenir plutôt qu'à être ». D'où l'inventaire des « couleurs », des « formes », qui pouvait, d'abord, sembler lecture gratuite ou pure anecdote. Examen des « formes » vestimentaires, mais leurs vulgaires chaussures - les « chaussures soviétiques » - ont été le point de départ d'un dialogue entre les deux cultures.

Détails, aussi, riches de sens. Krzysztof Pomian, philosophe et historien de l'Europe, a rappelé que le

passions, c'est d'abord qu'on entre aujourd'hui (avec l'écu) dans « l'ère symbolique de la construction ». Jusqu'à présent, l'Europe s'était faite par le bas, par les vis et les gestes. A partir de la survie du camembert, sujet de querelle entre les pro et les anti-Maastricht, l'universitaire Jean Baudrillard esquisse une belle théorie : « Ce qui est menacé, dans ce domaine comme dans d'autres, c'est le sens européen de la vie ». Une différence, un goût de l'irrationnelle diversité historique, ethnique, gastronomique, qui est sans doute le meilleur des cultures dont les Européens disposent pour l'avenir.

L'apparition, dans l'Europe centrale et orientale, de sociétés post-totalitaires, a donné du grain à moudre aux sémioticiens et aux historiens. Olga Galatana, de l'université de Bucarest, a notamment noté la disparition de la dictature de Ceausescu avait été « de l'ordre de la parole », et, surtout, de nouvelles manières de parler, de débattre, de discuter. Les formes de l'attente, dit-elle, y ont joué un rôle. Avec les outils de la linguistique, Olga Galatana a mis en avant cette « pathologie » nouvelle de cette parole. A Bucarest, des silences lourds accueillent les gens du supérieur, ou de l'étranger. Des stéréotypes émaillent des affirmations catégoriques : « La vie, l'histoire ont démonté

que... ». « Je le sais, parce que j'ai vu ceci », « cela ». La parole, naguère menacée, est devenue un quotidien. Lors de la dernière campagne électorale le « oui » ou le « non » ont été mis en avant par la presse : une barbe, des yeux, des cheveux. Tout discours sur les valeurs est tourné en dérision.

« Pourquoi un rejet ? Parce que les discours totalitaires véhiculent les mêmes valeurs », conclut Olga Galatana. Voilà pourquoi elle ne peut pas parler de coexistence, à poursuivre le directeur de la Lettre internationale, Antonin Liehm. Le communisme n'était pas la santé : passer d'une société totalitaire à une autre forme de société est une expérience nouvelle.

Une forme de solidarité

« Avec un aquarium, on peut, si on veut, faire une soupe de poissons : ça s'avale, même si ce n'est pas très bon. Mais faire d'une soupe d'aquarium de poissons vivants, c'est une première dans l'histoire de l'humanité ! », a remarqué l'écrivain d'origine tchèque. Dans une Europe de l'Est plus diverse que celle de l'Ouest, le modèle occidental n'est pas la panacée.

Le consensus, finalement, fut le modèle repoussoir. « La protection de l'environnement théorise en Allemagne l'Ouest un « sens de conscience », explique par exemple Uli Wittmann, de Berlin. Mais peut-être qu'un certain universel peut débarrasser d'une culpabilité. Le consensus n'est peut-être plus important que le respect. Pour Titiana Tzavara, sémiotique moscovite, les oppositions binaires de la mythologie, qui continuent d'être notre vie quotidienne et « sécularisée », sont autant de points de repère pour une Europe qui en manque. Certes, les associations sont aussi le produit de modes : le sémiotique Pierre Debryser a illustré l'éloge du flou, du flâneur, du mou et de « l'homme doux » de Baudrillard qui fait aujourd'hui du bruit. Mais ce sont finalement des oppositions, dans leur revendication.

différences, qui construisent l'Europe. Et Krzysztof Pomian d'appeler de ses vœux « l'Europe du bois et la pierre, l'Europe de l'huile et du beurre, l'Europe du clocher et du clocher droit, l'Europe de la salade du chou, qui, dans leur présence paradoxale, permettront à l'Europe de se construire », sous l'islam et du thé chinois, l'Europe protestante, catholique ou orthodoxe, l'Europe de la bière et du vin, peuvent finalement s'affirmer. « Ce dont nous avons besoin, c'est de la comparabilité ».

L'autre enseignement du colloque, c'est la façon dont peut revêtir une rencontre de type universitaire. Elle permet qu'elle permet d'établir des liens au sein d'une profession qui l'Est est proprement menacée. Soixante-quatre professeurs ont quitté le département de linguistique de Moscou pour le 12 et le 13 octobre, a rappelé Annette Carayon, du CIEP, tandis qu'à Vilnius étudiants et professeurs se tran-

forment, le week-end, en traducteurs, guides, même chauffeurs de taxi. « Les universitaires occidentaux ne sont pas dans une situation de précarité. Les colloques ont aussi une forme de solidarité nécessaire ».

Creuset symbolique, que cette rencontre à Vilnius. « Ça a parlé de tout de rien : l'essentiel, c'est que nous ayons eu des outils pour réfléchir », glissait Michel Maslowski, traducteur et spécialiste d'Adam Mickiewicz, très touché par « l'étrange familiarité » qui l'unissait à ses collègues de Vilnius, lui, le Polonais qui avait tant entendu parler du « centre-deux-guerres ». Ce résumé ainsi Annette Carayon : « Après ces années de grandes confusions, l'Université demeure peut-être le seul lieu où l'on s'organise une pensée argumentée. Un endroit, où l'on peut dire n'importe quoi ».

ARIANE CHEMIN

LIVRES ET REVUES

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Dans la collection Alternatives économiques paraît un petit livre qui fait le point sur la Communauté à la veille du grand marché, avec des résumés et les points d'interrogation. La Construction européenne de l'Europe. Ed. Eyrolles, 134 p., 48 F.

L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE

Dans la collection, un livre sur la place de la nouvelle Allemagne en Europe et les problèmes qu'elle entraîne à l'Est. Un petit manuel qui récapitule quelques données de base sur un sujet souvent traité. L'Allemagne réunifiée, de Corinne Bouchoux, Ed. PUF, 122 p., 48 F.

ECU, HANDBOOK

Commission, l'Association bancaire pour l'écu, l'Association des Monétaires Union Europe publient un petit livre sur la future (7) monnaie européenne. Pour tout savoir sur l'écu, qu'il soit et qu'il ne sera peut-être. 72 p., 10 écus.

THE MAASTRICHT TRIPTYCH

C'est une analyse de la situation du traité de Maastricht à l'intention des anglophones. C'est un numéro spécial de la revue De peuplée publiée par la Ecu et prospective d'intégration monétaire européenne. CEPIME, Brand-Whitlock, 2 ECU, revue quadrimestrielle, 600 F ou 18 écus.

La mutation des communistes réformateurs hongrois

Premier parti de l'Est accepté par l'Internationale socialiste l'ancienne formation officielle tente de rassembler la gauche

BUDAPEST

de notre correspondant

Pour la première fois depuis les bouleversements du bloc soviétique, l'Internationale socialiste, lors de son récent congrès de Berlin, a accepté l'adhésion d'un parti d'Europe centrale, et cette formation n'est autre que le Parti socialiste hongrois, issu de l'ancien Parti communiste. Le MSZP, Parti socialiste hongrois, a été officiellement formé en octobre 1989 par les réformateurs du Parti communiste et le PC par János Kádár au lendemain de l'invasion soviétique de 1956.

La décision de l'Internationale socialiste constitue un double tournant : pour l'IS elle-même, mais aussi pour le MSZP, qui était ainsi d'une légitimité dans la tradition principale d'un parti social-démocrate encore embryonnaire et désorganisé. La légitimité de l'IS permettra aux réformateurs de renforcer leur crédibilité à l'étranger et, dans le même temps,

en Hongrie, où ils ont encore du mal à se débarrasser de l'étiquette d'« anciens communistes ».

Les demandes d'adhésion d'autres partis, émanations des anciennes formations dirigeantes de l'ex-bloc communiste, ont été gelées, mais la Hongrie représente une « figure unique », souligne M. Gyula Horn, président du MSZP et ex-ministre des affaires étrangères du dernier gouvernement socialiste, celui qui, à la fin de l'été, retrouva la frontière avec l'Autriche pour les réfugiés est-allemands. Ainsi le signal de l'effondrement des démocraties populaires. Les réformateurs du PC (MM. Imre Pozsgay, Miklós Nemeth, Rózsa Nyer) ont en effet accompagné plutôt que freiné les changements à Budapest : en abandonnant le navire communiste avant qu'il ne coule, ils espéraient maintenir leur influence politique, mais leur parti, créé cinq ans avant les premières élections démocratiques d'avril 1990, n'a recueilli que 10,9 % des voix.

Voués aux géométries par la nouvelle politique, les socialistes

sont restés dans une période d'hésitation après le changement de régime. Ils ont tenté de maintenir par une dispersion de leurs dirigeants, dont beaucoup se sont reconvertis dans les affaires. L'ancien premier ministre Miklós Horváth est devenu l'un des vice-présidents de la BERD à Londres. M. Imre Pozsgay, lui, a quitté le parti pour créer son propre mouvement.

Deux handicaps

Mais peu à peu les socialistes ont tenté leur phéto. Le MSZP s'est distingué par une modération et a évité un double écueil : une confrontation systématique avec le gouvernement ou l'opposition et l'étalage public de ses divisions internes. Maastricht : la popularité individuelle des dirigeants du parti (surtout celle de M. Gyula Horn et Matyas Szuros) se confirme sondage après sondage, et le MSZP a remporté un nombre significatif d'élections locales au cours des deux dernières années. En juin, un socialiste a recueilli 68,5 % des voix lors d'un scrutin législatif partiel à Kisber, une ville à l'ouest de Budapest, imposant une humiliante défaite à un candidat d'Etat. Le Parti socialiste tire ainsi les bénéfices d'une réaction de rejet par rapport au gouvernement et, lors de ces succès, se reconstruit en rassembleur d'un mouvement de gauche. Aujourd'hui, les socialistes démocrates ont une myriade de programmes à l'existence plus ou moins fictive de leur mouvement, présenté au sein du « Parlement des professeurs » à Budapest.

Mais il reste que la « gauche » demeure toujours suspecte après quarante ans de communisme et que le MSZP garde deux handicaps : d'une part, ses liens étroits avec l'ex-syndicat officiel, le MSZOSZ (l'un des derniers bastions de l'ancien régime à l'extérieur du système). Cette alliance fournit aux socialistes une importante base sociale, mais compromet la nouvelle image moderne qu'ils veulent donner. D'autre part, le MSZP n'a pas relevé les militants de la majorité et les leaders de l'ancien appareil communiste. Il est vrai qu'en Hongrie les partis ont une image très fragile, et aucun - à l'exception peut-être du mouvement des jeunes libéraux FIDESZ - ne parvient à attirer les jeunes.

YVES-MICHEL NOUVEL

PREMIER VOLUME DE LA COLLECTION "SAVOIRS"

les mers, avenir de l'Europe

132 pages en couleurs 48 francs

POUR UNE POLITIQUE DU GRAND LARGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AMÉRIQUE DU SUD

Il y a des Marchés qui Méritent le Déplacement

ARGENTINE, CHILI, VENEZUELA, PARAGUAY, URUGUAY, BRÉSIL, COLOMBIE, ÉQUATEUR... Autant de pays, autant de marchés à développer, à conquérir, à l'exemple des grands groupes internationaux français dans des domaines aussi variés que l'automobile, les communications, l'énergie, l'agro-alimentaire, etc...

AEROLINEAS ARGENTINAS vous ouvre les portes de l'Amérique du Sud et plus particulièrement celles de l'Argentine, offrant hommes d'affaires, aux industriels, des marchés à forts potentiels.

Tout est prêt maintenant pour vous accueillir.

AEROLINEAS ARGENTINAS, 8 vols par semaine depuis l'Europe vers l'Amérique du Sud et plus de 50 vols inter-américains depuis Buenos Aires vers les grands centres de chaque pays.

Une flotte moderne, un accueil et un service à bord parfaits pour savourer immédiatement l'hospitalité légendaire de l'Argentine. L'Amérique du Sud des Affaires par AEROLINEAS ARGENTINAS, un monde à conquérir.

Pour en savoir plus, appelez votre Agence de Voyages ou AEROLINEAS ARGENTINAS.

AEROLINEAS ARGENTINAS

77, Champs-Élysées - 75008 PARIS
Tél.: (1) 43.59.02.96 - Fax: (1) 45.63.77.43

Lancé par MM. Soisson, Pelletier et Ricol

Au cours d'une convention commune, organisée samedi 10 octobre à Paris, France unie et Performance et partage ont annoncé leur fusion, samedi 11 octobre, au sein d'un nouveau Mouvement des réformateurs. Précedé par M. Jacques Pelletier, ce mouvement entend, selon sa charte, contribuer, « dans un esprit d'ouverture », à « une renaissance politique » civique.

[illegible]

économiques du candidat Barre à l'élection présidentielle de 1988, M. René Ricol, président du mouvement Performance et partage, a interrogé sur l'opportunité de « l'ouverture de l'esprit critique qui lui fut propre. » « Si l'ouverture de la majorité présidentielle, l'heure d'opérer un tel rapprochement ? a-t-il demandé. Il faut dire que l'ouverture qui avait fait naître chez les Français les Français au premier considérable, les Français qui ont pu mettre en France Mitterrand d'être président de la République, s'est concrétisé par un échec majeur. Faut-il pour condamner l'ouverture définitive, le principe même de l'ouverture, c'est-à-dire l'attention aux et du respect de leurs points de vue ? » « Oui, mais la manière dont l'ouverture a été conduite, dont elle a été mal conduite. On ne peut pas l'ouverture en passant des accords avec des individus, on conclure la base d'un accord cohérent dans lequel on qui la première fois, on a pu voir que les Français ne se soucient pas. C'est pas qui a été fait. Les ralliements ont donc été perçus comme des ralliements. »

M. Ricol a donc plaidé pour « une approche des problèmes sérieuse, originale et sortant des dogmes établis » et insisté en conclusion sur le fait que, pour lui, le Mouvement républicain se devait « de travailler dans l'indépendance totale à l'égard des partis traditionnels, inféodés à personne ».

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général de France unie, ajouta, quant à lui, moins d'états d'âme : « fut moins définitif que la garantie d'indépendance exigée par beaucoup.

L'Actualisation laïque et la dimension chrétienne

Le nouveau ministre de l'agriculture a voulu une loi comme qu'il était un homme responsable de la France. Coué n'était pas l'ami de malmenier l'aristocratie ordinaire. « Aujourd'hui, a-t-il lancé, c'est le droit d'une majorité 1 + 1 + 1 en politique, c'est beaucoup plus que 3, 1 + 1, c'est la reconnaissance de la plus grande, et la plus ancienne des traditions politiques françaises. 1 + 1, c'est l'union. » L'unionisme laïque et de démocratie chrétienne qui conjuguent en présent les valeurs de solidarité et de responsabilité. 1 + 1, « le courage de l'union quand il s'agit », et le courage de choisir l'« différence. »

« Nous voulons, a ajouté M. Soisson, la politique **européenne** pour quoi pas la France **européenne**. C'est cela qui fonde notre identité de réformateurs. La conviction que le mieux, le meilleur, le progrès, **européen** sont les **européens** les plus possibles. La conviction que le travail, le **européen** volonté, peuvent y contribuer. **européens** autres **européens** croire que **européens** arrivons aujourd'hui! **européens** d'une évolution. Ce qui anime, c'est **européen** fait la conscience d'un départ, non d'une arrivée. »

M. Jacques Pelletier, président

de l'Association des démocrates, lancé, quant à lui, un appel à tous ceux qui se :

« l'idéal social-démocrate » « qui rêvent d'un centre fort ». « Cette société qui nous inspire, n'est-elle pas la même ? », bien évidemment, mais celle d'une union :

France volontaire qui n'a pas peur de la réforme et au progrès de la construction européenne » qui rejette les slogans filieux et les fausses routes.

Il y a dans cet esprit, nous avons voulu rassembler autour de nous, ces hommes et ces mêmes familles politiques mais qui, jusqu'ici, n'ont pas osé croire aux volontés réformatrices d'un centre fort ou qui ont trop aimé croire aux généralités prétendues d'une opposition résolument systématique ou :

« Nous sommes là pour rester avec vous, ambitieux, nous nous partageons. A tous ceux-là de nous leur vérité.

A nous de combattre la société ultra-libérale que souhaitent beaucoup d'opposants avec pour seules références la compétition et l'argent.

Notre idéal social-démocrate c'est la convivialité, la fraternité, l'égalité des chances comptent autant que l'efficacité.»

Pour le reste, les **idéologues** font succéder. A près de 90 % l'adoption d'une **politique** qui adopte la **volonté** de contribuer « dans un esprit d'ouverture », à une **politique** « civique », qui se situe au confluent de « humanisme laïque » et de « démocratie chrétienne » de participer à des majorités « possibles » et à pratiquer la « coalition constructive ». Les idées pour la France ont un nombre de trois : « Changer la pratique du pouvoir pour servir la France », « développer la responsabilité et la solidarité », renforce l'influence internationale de la France en Europe. « Le dernier point de la quelque peu affaibli lorsque M. Léo Hamon dit à la tribune qu'il n'a pas point que le **gouvernement** « réunisse uniquement ceux qui ont voté « oui » à Maastricht ». Il n'est qu'il n'aurait pas en place qu'il n'aurait pas précautions que l'exercice d'un gouvernement serait impossible pour ceux qui ont voté « oui » [et ceux qui ont voté « non »].

Avec un style qui lui est tout à fait particulier, M. Gilbert Baumet, secrétaire national de France unite et ministre du commerce et de l'artisanat, déclare que la manifestation lui semblait décidée « trop BC-BG », vint en quelques mots convier les artisans à ne pas oublier de venir à la manifestation et à se battre comme lui sur le

terrain : « La politique, affirma-t-il, d'abord rapport forces. Organisons-nous : pour parler avec le PS! »

Use convention déjà
prévue la fin de l'année.
L'espoir qui MRG
les gaullistes gauche viendront
grossir le lui rendra
également un
tif un directeur. Pour
première d'exercice,
direction du Mouvement
distribués : président « désigné »,
M. Pelletier, secrétaire général
« désigné », M. Soisson, porte-
parole « désigné », M. Ricol.

DANIEL CARTON

Les instances dirigeantes

Le bureau exécutif provisoire du mouvement des réformateurs comprend les membres suivants : MM. Jacques Pelletier, président, Jean-Pierre Soisson, secrétaire général, René Ricol, porte-parole, Gérard Baumet, Thierry de Beaulieu, Jean-Paul Benoit, Jean Paul Trélat, Paul de La Marie Vidal. Le premier comité directeur du mouvement a été composé :

MM. Henri Benscheid, Michel Cassanova, Gérard Chomier, Patrice Diebold, Alain Guyot, Gérard Izuel, Armet Tonnerre, Louis Favier, Jean-Marie Calero, Xavier Castaing, Bernard Denoefan, Jean-Lucien Frarache, Jean-Pierre Hirsch, Bernard Ollagnier et André Vianet.

« Le Mouvement des radicaux de
 gauche exprime... rives
 réserves ». — Jean-François
 Hory, président du Mouvement des
 radicaux de gauche, a exprimé,
 dimanche 11 octobre, ...
 communiqué, « les plus vives
 réserves » sur son mouvement
 l'égard des ... de M. Sois-
 son. Il a ... si la création
 d'un groupe réformiste de progrès
 paraît possible après les législatives,
 elle ... un dialogue avec les
 électeurs ... valeurs ... des pro-
 jets clairs, ... des arrange-
 ments ou des débouchés
 individuels ». Il souhaite, en
 outre, le ... dans le
 pôle réformiste ... les radicaux
 et les écologistes, ... démocrates
 prêts à constituer ... le Parti
 socialiste une majorité de progrès
 équilibrée ».

Invité, dimanche 10 octobre de L'Europe de la "vérité" au France 2. M. Jean-Pierre Soisson, acceptant d'être comparé à un travailleur frontalier de la politique », explique que les pays ont volontiers dit finir l'organisation bipolaire : « C'est mieux de rassembler les forces autonomes et fortes ».

Le FN « principal adversaire de droite »

hors des extrêmes. Mais les difficultés du monde présent, c'est la politique de modernisation de ce pays qui a besoin. Nous ferons le plein de l'Assemblée nationale aux élections législatives. C'est fait clair. Mais d'en faire un après. Je pense que ce n'est possible. Je souhaite. C'est tout l'un des objectifs de l'action. Personne n'a le monopole. Sans plus Jean-Pierre Soisson Pierre Méhaignerie. »

Le ministre de l'agriculture ■ du développement rural a ■ affirmé que ■ prochaines ■ législatives ■ loin d'être ■ dues d'avance pour la majorité présidentielle. Deux facteurs ■ lui, contribuer à la victoire : « Que je réussisse ■ l'agriculture ■ que le gouvernement ■ batte. »

Jugeant «*inacceptable*» la position américaine dans les négociations du GATT, M. Sissoix a déclaré en outre, lors de sa réforme de la politique agricole commune, qu'«elle n'est pas coulée dans le béton» et qu'elle doit être «une correction permanente». Il a appelé l'agriculture française à conclure avec la nation un accord «à long terme», après le «pacte nutritionnel» au lendemain de la signature du «pacte économique».

M. [nom] a indiqué qu'il n'avait pas été élu à la présidence du conseil régional de Bourgogne aux voix du front national mais un bénéficiaire des divisions du FN et de l'UDF». Soulignant que les vice-présidents de l'assemblée régionale [nom] et [nom] sont des membres du FN, il a ajouté : «Le front national en Bourgogne est mon principal adversaire de droite.»

prévention de la corruption, M. So... « moins les paris... d'argent, moins ils éraient de mal ». Je me loais pas pour ça, dit-il, mais... pratiquement plus rien recueillait davantage d'argent que l'argent des entreprises... Enfin, interrogé sur Madonna, qui l'a invitée à « 7 », il déclare : « Ça n'est pas l'époque à les stars... d'une façon, mais... lui les parents... des... générations : on ne s'occupe pas de la peur de la mort, l'aimé bien cette crainte qu'elle a de la... qu'elle exprime... ». Toutefois M. M... précise que Madonna n'était pas... appartenant à la même génération, il préférait... ardou... »

par Daniel Carton

croire que ce qui n'a pas marché avec un François Mitterrand souverain à l'Élysée pourrait réussir avec un pouvoir **MAINTenant** aux abois. Trop **en** si l'on considère que **les** grands mouvements ne peuvent se déclencher que dans l'élan d'une élection présidentielle, comme l'avaient d'ailleurs très bien **compris** les premiers bâtisseurs de l'Association des **maîtres**.

Eric-à-brac

Question de fond ensuite. Faute d'une véritable réflexion sur un véritable programme, sans lequel tout de concret ne pourra sortir, rien de ce qui a été entendu samedi lors de cette première convention aussi bien que la charte adoptée à la va-vite ressemblerait plutôt à un sympathique bric-à-brac, mêlant le concept chabano-doloriste de « nouvelle société », celui de « nouvelle citoyenneté » cher à M. Rocard ou même une « nouvelle société » sans M. Rocard quand il s'agit notamment de majorité responsable et d'opposition constructive.

Enfin question de forme. Ce Mouvement des réformateurs pouvait espérer être unie si son autonomie était garantie. Malgré les proclamations officielles, ce n'est pas le cas, et, dès lors, ce Mouvement ne peut jouer que les utilités.

Son président, M. Jacques Pelletier, est toujours par la grâce de l'Elysée médiateur de la République, comme M. Robert Favre au temps de la garde des sceaux... Mais la mission qu'il a pu se dispenser de redevenir ministre, M. Gilbert Baurnet, un de ses adjoints à France unie, l'a suivi. Un autre responsable de ce Mouvement, M. Thierry de Beaucé, est chargé de mission à l'Elysée.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1971, les contestes, cette fois, ne bougeront plus d'un pouce. Depuis son élection contestée à la présidence de la région Bourgogne, M. Saison ne donne ni leurs yeux suspects, ni avaient dénoncé en mars dernier son *« déshonneur »*. Ils estiment maintenant que le *« rôle d'Alcibiade »* est *« déshonorant »*. L'opportuniste, c'est lui qui a fait les conditions de l'élection de M. Saison en Bourgogne n'ont

□ Le FLNC « canal historique » revendique un attentat contre le Canal d'Etat. — Le FLNC « canal historique » a revendiqué, dimanche 11 octobre, sous un communiqué adressé à Bastia, l'attentat qui a endommagé, le 8 octobre, une annexe du

disse, il n'est pas un réformateur, un car-gène. « Le refus de la loi de 1981 sur le permis avec le Front national » était l'une des exigences fortes de France unie. Plus en mot ! En réalité, ce nouveau mouvement réformateur n'est ni plus bien loin des véritables enjeux. Au mieux, ce sera qu'une petite machine à investitures pour les élections législatives. Au pire, ce sera qu'un « organe » justifiant la nouvelle fonction de M. Solson.

BIBLIOGRAPHIE

***La Grandeur de la France*, de Gilbert Pérol**

La colère gaullienne d'un diplomate non conformiste

La grandeur n'est plus ce qu'elle était. Taille sur le thème que **Chirac** Péro! développe **un** réquisitoire implacable **contre** les gouvernements **actuels**. La **maîtrise** de l'auteur, la rigueur de ses condamnations, le lyrisme (la conviction **est** **une** **force**) dans la plume d'un diplomate de carrière qui lui succède en **un** secrétaire général du Quai d'Orsay, d'un **ancien** fonctionnaire qui **est** **un** **POG** d'Air France.

Cherchez l'Alsacien juge le président et les hommes d'aujourd'hui par référence à l'Histoire et à la Gaulois, ceux d'il y a pendant cinq ans la porte-parole à l'Elysée, et il garde de cette période une nostalgie qui n'est pas légitime.

« fait rouler »? Les dirigeants du parti s'efforceraient tout au plus de l'entretenir dans « ses litu-

Conseil d'Etat à Paris, provoquant des dégâts matériels peu importants. « Notre action contre le centre informatique du Conseil d'Etat signifie clairement le refus du socialisme de payer des sommes énormes de l'argent des contribuables dupes de ses fausses promesses politiques », affirme

« **Il faut que la bouche de M. Mitterrand, affranchi d'Émile Péro!, le mot « grandeur» change un peu pour...** »

« **La doctrine de la République l'ambassadeur de France propose un changement de l'éthos du rôle mondial qu'il assigne à la nation : indépendance, unité, universalité.** »

Pour illustrer le mode d'emploi d'une grandeur retrouvée, l'auteur analyse dans une lettre ouverte à M. de Gaulle, les réactions de la presse française à l'annonce du pacte de coopération entre la France et l'URSS. Il est catégorique, il l'accompagne de la dénonciation des errements de la diplomatie française. Tout en regrettant que l'opposition ne soit toujours aussi vigilante à l'égard de l'honneur du diplomate non conforme, il pousse une belle note tout imprégnée d'indignation gaulloise.

ANDRÉ PASSERON
► *La Grandeur de la France,*
de ~~Charles~~ Péro, Albin Michel,
293 pages, 120 F.

■ texte, qui rappelle que « le Conseil d'Etat est, ■■■ le Conseil constitutionnel, un des piliers essentiels ■■ l'Etat français » et ■■■ « c'est ■■ le biniou du Conseil constitutionnel ■■ le pouvoir colonial a rejeté ■■ reconnais-

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

à travers
les écrivains, les penseurs, les poètes

**Philo
de base**

Le mythe grec
Les défis religieux
Métamorphose et Révolution
Le 20^{ème} siècle

Marcus Aurelius
1983

SEVEN MINUTE
3615 36F

Contrastant avec ce qui s'était passé en 1971, les centristes, cette fois, ne bougeront plus d'un pouce. Depuis une dizaine d'années, à la présidence de la région Bourgogne, M. Soisson ne cache plus ses intentions. Il avait dénoncé en mars dernier son intention de démissionner. Il insistait maintenant que le traité d'Aligre s'est avéré par opportuniste. Il est et que les conditions de l'élection de M. Soisson en Bourgogne n'ont

Le FLNC - canal historique - revendique un attentat contre le Centre d'Etat. - Le FLNC - canal historique - a revendiqué, dimanche 11 octobre, dans un communiqué diffusé à Bastia, l'attentat qui a endommagé,

1989 ou crainte, la France de 1989 n'est plus, même lui, une nation qui ~~est~~ vraiment, puisqu'elle est en voie d'être « banalisée » sans fierté, ~~pour~~ échelée à la ~~conscience~~ des ~~français~~. ~~Il~~ ~~ne~~ ~~peut~~ ~~pas~~ ~~du~~ ~~quitter~~ l'OTAN, ~~il~~ ~~ne~~ ~~peut~~ ~~pas~~ ~~obscure~~ après la chute du mur de Berlin, ~~il~~ ~~ne~~ ~~peut~~ ~~pas~~ ~~s'engager~~ dans la guerre du Kosovo, ~~il~~ ~~ne~~ ~~peut~~ ~~pas~~ ~~faire~~ ~~rouler~~ ? Les dirigeants du pays s'efforçaient tant au plus de l'entretenir ~~dans~~ « ses li-

compeigne **■** la dénonciation des ornements **■** le diplomate française. Tout **■** regrettant que l'opposition ne soit **■** toujours **■** vigilante **■** l'égard **■** « l'honneur du **■** diplomate non conforme pousse une barbe **■** tout imprégnée d'indignation gauloise.

ANDRÉ PASSERON

► *Le Grandeur de la France, de Louis Pérot, Albin Michel, 293 p., 120 F.*

■ texte, qui rappelle que « le Conseil d'Etat est, **■** le pilier constitutionnel, un des piliers essentiels **■** l'Etat français **■** » c'est **■** le biais du Conseil constitutionnel **■** le pouvoir colonial **■** rejeté **■** reconnais-

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Après la mort d'un jeune délinquant

La ZUP de Vaulx-en-Velin a connu trois nuits d'agitation et de violences

Des incidents mettant 100 à 250 adolescents ont provoqué, au cours des trois soirées du week-end, une poussée de violence dans certains quartiers de l'Est lyonnais, principalement dans la ZUP

LYON

de notre bureau régional

Vaulx-en-Velin, ce panneau d'information municipale, qui borde l'avenue Maurice-Thorez, en limite de la ZUP, prend soudain une importance particulière : précédé par quelques voitures de police, gyrophares allumés, un convoi d'une demi-douzaine de fourgonnettes de la police, au pas, le périmètre est fermé à 19 heures, ce dimanche 11 octobre, l'heure de 17 h 30, et quelques poignées de « sales gosses », que Madonna ne rassure pas, ont commencé à « foutre le bordel » - selon l'expression qui fleurit sur les lèvres - entre les tours et les parkings de la Thibaudie et du Mas du Tauzeau.

Montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir, c'est la devise que qu'on choisit de mettre sur œuvre, ce dimanche soir, les autorités préfectorales. Leurs communiqués insistent, sur l'écoulement des « tribulations » : « L'objectif est de maintenir la tranquillité dans les quartiers. Cette situation est délicate par toute la population », a déclaré M. Paul Bernard, préfet de la région Rhône-Alpes. Montrer sa force, même. Pour rassurer les commerçants et disperser des « délinquants plus menaçants » en unités en tenue, regroupant quelques cent cinquante fonctionnaires, sont déployés sur la place Guy-Moquet, au cœur du Mas du Tauzeau.

Des voitures de pierre, parfois grosses comme des poires, mais souvent petites comme des citrons, tentent sur la chaussée et rebondissent dans un bruit mat. On court, on crie, on s'agite, on s'abrite. De temps à autre, le gong d'une tôle cabossée signale un impact sur un véhicule de police ou la voiture d'un riverain malchanceux. Plus rarement, une vitre vole en éclats. La tension est forte, certes, mais fugace. Un roulement d'un panache de témoignage d'un incendie : il s'agit de quelques poubelles qui brûlent et empestent l'atmosphère. Plus loin, dans un de ces « chemins » aux noms bucoliques qui irriguent la cité, la carcasse d'une voiture de marque cylindrique achève de se consumer.

Dans cet Est lyonnais rien n'est, hélas, vraiment nouveau.

An CHR de Lille

Le corps d'un bébé découvert dans un incinérateur

LILLE

de notre correspondant

Une information judiciaire a été ouverte à Lille après la découverte, la semaine dernière, du corps d'un nouveau-né partiellement brûlé à l'incinérateur du centre hospitalier régional. C'est un employé du CHR qui a trouvé le corps d'une petite fille, apparemment née à terme, dans les restes de la chaudière. Le bébé portait un clip en plastique à l'ombilic, ce qui laisse penser qu'il a dû être mis au monde dans un milieu hospitalier. Il portait des traces d'une autopsie ou d'une intervention chirurgicale, tandis que plusieurs organes semblaient avoir été prélevés sur le corps de l'enfant.

L'autopsie pratiquée dans le cadre de l'enquête n'a pas permis de déterminer les causes de la mort. Le bébé aurait pu naître mort-né. Dans ce cas la loi prévoit qu'un fœtus âgé de plus de 180 jours est considéré comme un être vivant et doit être déclaré à l'état civil. Un acte de décès doit être dressé et une autorisation demandée aux parents pour une éventuelle autopsie et une crémation. On n'a rien retrouvé de tel au cours de l'enquête administrative immédiate menée déclenchée au CHR. Il est possible que le bébé provienne d'une autre maternité, l'incinérateur du CHR traitant des déchets hospitaliers. Ce bébé avait été placé avec des produits ne nécessitant pas la pleine puissance de l'incinérateur, ce qui explique qu'on l'ait retrouvé.

JEAN-RENÉ LORE

quelques dizaines de jeunes - « informés », insistent les autorités - de cinq à quinze adolescents, beaux pour la plupart, et paraissant âgés de quatorze à vingt ans, se sont réunis, trois soirs de suite, à harceler la police dans une « zone » du jeu « des gendarmes et des voleurs » qui, à chaque instant, risquait de dégénérer. Surtout lorsque des démons, des durs, moins « spontanés », profitant du moment où les coups de feu ont cessé, ont tiré, dans la nuit de vendredi, sur la façade du bâtiment de Vaulx-en-Velin, par les occupants d'une

BMW volée, armée d'un fusil à canon court.

Ces faits ne peuvent être assimilés à une émeute. Même si le bilan cumulé de ces trois soirées de fièvre est, matériellement, loin d'être négligeable : vingt-six voitures incendiées (à Vaulx-en-Velin, mais aussi à Vénissieux, à Villeurbanne et à Lyon 8), cinq véhicules de police et deux autobus endommagés, quelques dizaines de blessés, douze

justement les habitants de la majorité de ses administrés : « En réaction à la mort d'un jeune délinquant », a déclaré le groupe d'habitants concernés par les faits. Leurs agissements sont totalement condamnables et doivent être fermement réprimés. Le maire, qui évoque une agitation qui veut masquer les trafics, de la drogue en particulier, dénonce « un tapage médiatique » autour d'une ville dont « l'image de marque ne saurait se voir ternie par des faits divers ».

ROBERT BELLERET

Les aveux d'un serveur saisonnier en Corse-du-Sud

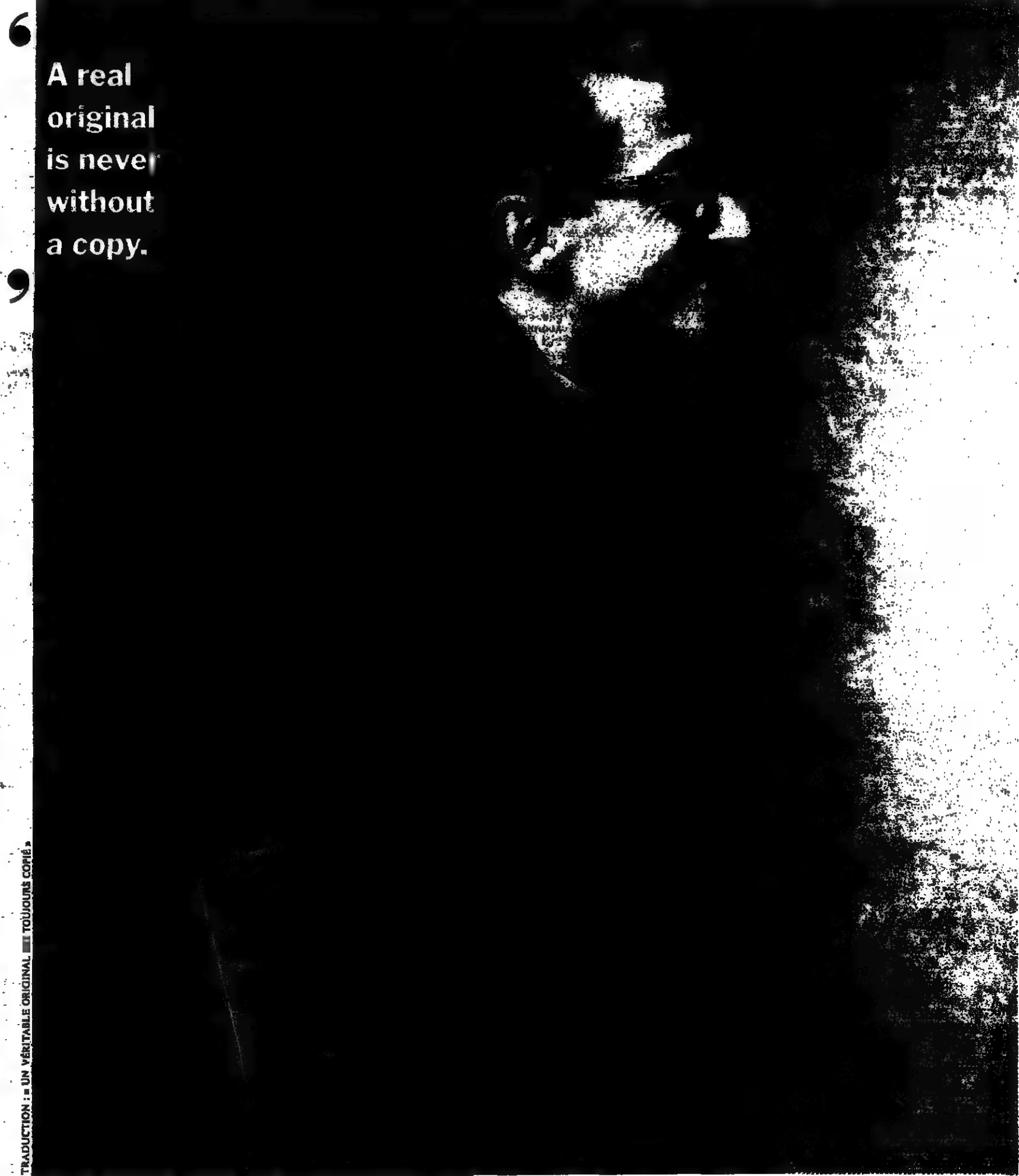
Le gendarme de Zonza aurait été tué à la suite d'un pari

Le meurtrier présumé d'un gendarme mobile, le 20 septembre devant la mairie de Zonza (Corse-du-Sud), a été inculpé d'assassinat et écroué à la maison d'arrêt d'Ajaccio, samedi 10 octobre, avant d'être transféré à Marseille. Olivier Poncet, âgé de vingt-six ans, originaire de Beauvais (Oise) et serveur dans un restaurant du village, a avoué avoir tiré au fusil de chasse sur le gendarme à bord d'un véhicule qu'il avait volé.

L'un d'eux, Raffi Giovannoni, vingt-huit ans, sans profession, et connu pour avoir été impliqué dans l'assassinat de l'armé du crime et l'instigateur du meurtre « Fais-le si tu es un homme », aurait-il tiré à l'épée. Le gendarme, Jacques Zocchi, restaurateur, a, pour sa part, été inculpé de complicité d'as-

assinat et écroué à Bastia. Giovannoni et Zocchi ont continué à nier les faits malgré les aveux de Poncet. Ce dernier a expliqué au magistrat qu'il avait « épaulé » son ami à la mort de Zocchi.

Trois morts lors d'un débat d'insécurité à l'hôpital Pasteur de Nice. Trois femmes, âgées respectivement de quarante-trois, soixante-dix-sept et quatre-vingt-sept ans, ont péri asphyxiées, dans la nuit du 9 au 10 octobre, à la suite d'un débat d'insécurité dans leur chambre du service de psychiatrie du centre hospitalier régional (CHR) Pasteur, à Nice (Alpes-Maritimes). Selon les premiers éléments de l'enquête, une cigarette serait à l'origine du drame. Les trois victimes, dont les identités n'ont pas été révélées, auraient dormi sur des matelas en mousse synthétique.



A real original is never without a copy.

TIME INTERNATIONAL

THE WORLD'S NEWSMAGAZINE

Muresan

Trente mille personnes ont participé aux cérémonies à la mémoire des victimes du Boeing d'El Al

Les traditionalistes reprochent à l'épiscopat et à l'Etat de leur couper les vivres

CULTURE

PHOTOGRAPHIES

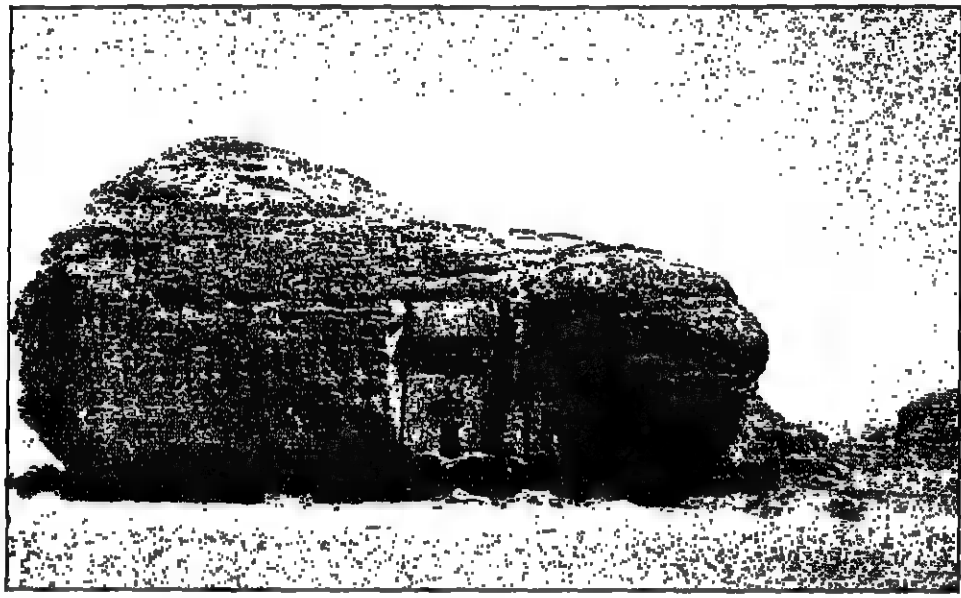
Arabia prohibita

Un Brésilien découvre la terre de Mahomet avant l'islam

Humberto Silveira a bien la chance. Il a obtenu l'autorisation des autorités locales pour visiter le nord désertique de l'Arabie saoudite, où se trouvent les plus anciens monuments préislamiques oubliés que très peu d'yeux étrangers ont pu contempler. La Mecque, Médine, interdites aux non-musulmans, d'autres régions de la péninsule de fait, sont devenues de Madhine-Salah.

Il dit que la dévotion pour le Ryad n'aurait guère dans ce pays, tout un territoire réputé une « immense mosquée » (ce qui permet par exemple de refuser l'entrée de dizaines de milliers d'immigrés chrétiens, philippins, libanais, égyptiens, palestiniens ou européens travaillant en Arabie), il existe une des témoignages du paganisme, ce qui est la doctrine coranique qualifiée de jahiliya, l'ère de l'ignorance, à l'obscureté, à laquelle le prophète Mahomet a mis fin par sa Révélation.

Le photographe brésilien n'a pas pu décrocher pour son son l'entrée-passer. Les photos noir et blanc qu'il a prises des édifices nabatéens - couloirs, dômes, ceintures de pétra, en Jordanie - ont un comble d'architecture, d'équilibre, de beauté. Il n'a pas pu pourtraiter ces gigantesques rochers à figure d'éponges pétrifiées, posés sur le sable, creusés de profonde



petiteaux. Les Nabatéens, peuple arabe parlant l'araméen (la langue du Christ, toujours utilisée par les chrétiens assyro-chaldéens d'Irak), ont été par les Nabatéens, no-épiciers de la péninsule et l'Arabie felix, étaient également entichés d'architecture d'art décoratif : le temple de Khirbat Matruh, en valeur ce superbe brio-brac funéraire, sculpté sur les quatre-vingts tombes de Madhine-Salah : aigles, sphinx, minipyrâmides renversées, triangles doriques, corniches pharaoniques, chapiteaux corin-

thiens ; tout y est. Même si les photos présentées à l'Institut du monde arabe n'avaient pas la même qualité que les originaux, l'exposition conserverait un intérêt pédagogique. Mais ne s'est d'ailleurs pas contenté de photographier les vestiges archaïques de notre ère, il a également emmagasiné les gravures rupestres datées de 5 000 ans avant

Jésus-Christ et dont la région nord de l'Arabie est riche, surtout autour de Jubbah. C'est apparemment un Tassili. Le photographe, en aval, s'est aussi intéressé à l'architecture de glaise du Nedjd (ou Nedjd), le vaste plateau septentrional de la péninsule Arabique - une culture est très récente.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ
1, rue des Poètes-à-Paris, Nord, 75005 Paris. Jusqu'au 28 novembre.
Nedj, Éditions éd., 1991 p., 1 190 F.

MUSIQUES

Bûcher pour un centenaire

L'oratorio de la réconciliation, dans une mise en scène parlante et dépouillée

JEANNE AU BUCHER
à l'Opéra-Bastille

On ne pouvait mieux le centenaire de la mort d'Arthur Honegger (1892-1955) qu'en reprenant celle de son œuvre qui a été la plus large audience : un succès que les reprises régulières ont entretenu depuis sa création en 1938. La question de savoir si c'est nécessaire, voire seulement opportun, se pose en effet. L'oratorio dramatique est cependant resté, chez Régis, une œuvre de dépouillement, plaçant Jeanne d'Arc à mi-hauteur d'une colonne - tache de lumière blanche sur la muraille d'un cloître, émergeant des têtes des choristes, couleur de muraille, comme les crânes rangés sur les rayons d'un ossuaire. L'œuvre rigoureuse, mais si franchement.

Dans cette œuvre du souvenir et du sacrifice, il n'y a rien à voir, mais d'avantage à sentir ce à imaginer. Pourtant, il faut bien se rendre compte que donner quelque chose à regarder : d'abord, l'image d'un homme sévère qui revient dans la scène avant de revenir dans la scène d'un homme irascible ; puis une grande machine de guerre en bois, les roues parties, les roues en bois, qui vient chercher la prisonnière sur sa colonne pour la faire descendre et presque aussitôt remonter ; deux immenses pièces de puzzle, enfin, posées sur le sol, l'image d'une France coupée en deux et que des figures humaines tentent de faire s'emboîter. Tout cela sur un plateau presque nu, dont la profondeur a été doublée, d'une couleur gris argent, qui évoque le fer des batailles sous une lumière rare et froide. Les lumières sont claires,

l'idée poétique, mais c'est encore trop pour s'envoler l'imagination du spectateur et pas assez pour lui faire sentir la nécessité du spectacle. Reste la musique, volontairement hétérogène, liant la grande tradition polyphonique à la simplicité du chant populaire, opposant leur pureté aux rythmes syncopés de la musique vulgaire, mais accueillant celle-ci aussi. On peut penser à Lulu de Berg, également aux Solistes de Zimmermann. C'est dire que, avec le recul, ce qui a paru neuf lors de sa création avant guerre (le prologue a été ajouté en 1944), puis un peu daté, retrouve sa place dans l'histoire et, au même temps, sa fraîcheur. Le prologue et, parmi les évocations du passé, de l'Été de Jeanne, offrent d'étranges images polyphoniques dans les progressions captivantes l'intérêt sans doute un peu. C'est très prenant et c'est très beau.

L'orchestre et la direction de Myung-Whun Chung rendent la poésie et la violence des conceptions de cette fresque aux couleurs de vitrail. Les voix solistes, en revanche, sont un peu perdues dans l'espace, c'est à peine si l'on distingue qui chante quoi. Rapparent à la suite par une note. Fajon Mito-vita (Frère Dominique), Isabelle Huppert (Jeanne) se détache, naturellement, une présence dramatique indéniable, une richesse de jeu à force de note, à l'écoute. Il est vrai que le rôle de Jeanne est si riche qu'il supporte l'absence, parfois même, de l'exemple.

GÉRARD CONDÉ
Prochaines représentations les 12, 14, 16, 17, 20, 21, 24, 27, 28 et 31 octobre, à 19 h 30. Tél. : 43-43-86-86.

ARTS

L'annexe du Prado

La collection Thyssen est installée à Madrid pour dix ans

MADRID

de notre envoyé spécial

D'Angelico (Fra) à Zurbaran (Francisco) en passant par Cézanne, Cranach, Degas, Goya, Holbein, Hopper, Lichtenstein, Mondrian, Munch, Tintin, Van Gogh, Vermeer, Watteau et bien d'autres : six siècles de peintures occidentales réunies au palais Villahermosa, à Madrid, au face du Prado. Le musée, c'est bien d'un musée qu'il s'agit, à ses portes au public samedi 10 octobre, après une période d'inauguration et de nombreux mois de travaux.

L'architecte Juan Moneo a entièrement réaménagé le bâtiment du XVIII^e siècle, défiguré à la fin de l'ère franquiste, par l'installation d'une banque. Son travail, d'une grande discrétion, a consisté à imaginer des cimaises à une circulation qui ne va pas à l'encontre de la collection Thyssen-Bornemisza.

Riches industriels allemands, le baron Heinrich Thyssen-Bornemisza rassemble dans ses collections les plus belles œuvres de l'art occidental des siècles un ensemble de peintures allemandes sur bois, du XV^e et XVI^e siècle (Altdorfer, Dürer, Baldung-Grien), l'ami d'histoires d'art réputés - Max Friedländer, Bernard Berenson, Friedrich Dornhöfer - qui ont concilié l'élargissement du champ de vision.

Des maîtres de l'école allemande, il passe à des Flamands et à la Hollande, de Hals à Rembrandt. Puis se tourne vers l'Italie, où il achète d'abord les panneaux anciens fondés par les peintres siennois, florentins et vénitiens avant d'intéresser aux Italiens du XVIII^e siècle, le Caravage ou au Caravage. Bien sûr il ne pouvait manquer d'acquiescer, par la même occasion, quelques représentants des écoles françaises ou espagnoles, Fragonard ou Ribera.

En 1930, sa collection est visible à la Neue Pinakothek de Munich. Deux ans plus tard, le baron, dont les moyens financiers sont vastes, achète à Suisse, près de Lugano, la villa Favosita. Il y fait construire une aile pour abriter ses trésors. A sa mort, en 1947, sa collection est divisée entre ses héritiers. Mais son fils cadet, Hans Heinrich, qui a attrapé lui aussi le virus de la peinture, la reconstitue en grande partie.

La reconstitution et l'augmentation. D'abord en continuant à acheter de la peinture ancienne : ainsi, une Dame rose, de Rubens en 1937, quatre toiles du Tintin en 1967, 1977 et 1980, un portrait d'homme d'Antonello en 1964, deux toiles mortes de Chardin en 1986, la Toilette de Boucher en 1967, un Saint Sébastien du Bronzino en 1983. Ensuite en élargissant au XIX^e et au XX^e siècle. Avec des orientations nettes. On le sent moins inspiré par les artistes du Sud. Même si sa collection comporte quelques belles œuvres d'impressionnistes français

(Mata Mue de Gauguin), les écoles du Nord l'attirent plus. Peu d'œuvres de Picasso, en dehors d'un bel Arlequin des années 20, et quelques belles toiles cubistes. En revanche, les œuvres de Villahermosa un ensemble important de toiles russes des trente premières années du XX^e siècle, de Kandinsky à Filonov, les expressionnistes allemands - Beckmann, Dix, Grosz - sont nombreux et de qualité. Il accorde une place qu'on peut trouver excessive à des artistes mineurs - deux salles pour les Américains du XVIII^e siècle finissant au XIX^e siècle, où il alterne avec le kitsch.

C'est l'intérêt des collections privées : le choix des œuvres et non la somme de paramètres contradictoires qui finissent par s'annuler. La visite s'achève par quelques œuvres contemporaines Gorky, Pollock, Rothko, De Kooning, mais le portrait du propriétaire par Lucien Freud.

Ces œuvres sont-elles la propriété du baron ? Celles qui sont visibles à Madrid représenteraient 70 % de l'ensemble de la collection, mais les grands chefs-d'œuvre y figurent tous. On ne peut être « loubés » pour dix ans à l'État espagnol, qui a, en outre, payé la rénovation du bâtiment. La location s'élèverait à 10 millions de francs, annuellement à Madrid. Le baron Thyssen-Bornemisza, à Madrid, le propriétaire de la Villahermosa, Tomas Llorens, attend un million de visiteurs par an. Cet objectif sera-t-il atteint ?

De toutes les manières, à Madrid, l'entrée (environ 10 francs), le prêt de la collection, est « rentabilisé ». Et certains, comme Alfonso Sanchez Perez, longtemps directeur du Prado, regrettent qu'on ait ainsi « gelé » une extension du Prado en englobant des sommes aussi importantes pour la collection qui reprendra le chemin de la Suisse en 2002.

Reparsira-t-elle ? Le baron Thyssen-Bornemisza d'avoir rassemblé les éléments d'un authentique musée. Il lui a fait quitter Lugano parce qu'il ne pouvait se déployer convenablement. S'il a accepté (avantagées) propositions de Madrid, il doute poussé par sa femme, Carmen Cervera, d'origine espagnole, c'est pour que l'œuvre de sa vie ne soit pas dispersée après sa mort. Mais le baron a des enfants, nés de ses précédents mariages. Il a associé, au sein d'une fondation, la propriété de la gestion de la collection.

Il est donc aussi leur à dire. Et il n'est pas sûr qu'ils veuillent abandonner à l'État espagnol une part considérable de leur héritage. Des négociations sont en cours au sein de la Fondation. Une décision devrait être annoncée dans six mois, affirme Hans Heinrich qui, lui, aimerait bien voir un musée Thyssen pérenniser en face du Prado.

EMMANUEL DE MONTMAYO
Collection Thyssen-Bornemisza, passage del Prado 8, 28014 Madrid. Tél. : 91 02 02 44.

THÉÂTRE

L'école de Jean-Luc Boutté

Arnolphe écoute, les anges passent

L'ÉCOLE DES FEMMES
au Théâtre Hébertot

L'École des femmes, l'écoute n'offre pas de difficulté, mais pièce qui est simple, est pourtant bien singulière. Arnolphe, qui ne quitte presque pas la scène, écoute beaucoup plus qu'il ne parle. Aucun acte de la pièce n'écoute Arnolphe.

C'est Molière, cette fois, qui fait pas assister aux événements de l'histoire. Nous voyons Dandin se faire piéger par son épouse. Pour ce coup, on ne peut pas s'écarter par son médecin. Don Juan et Spanarelle provoquer la statue, ainsi de suite. L'aventure d'Agnès et d'Horace, les visites, la pierre, la lettre, le mariage, dans l'armoire, rien n'est vu, rien n'est montré, tout est raconté à Arnolphe. Et Arnolphe ne comprend rien à ce qu'il entend, pas trop sympathique, mais indigne.

Autre singularité : ce Chrysalde, ami de Arnolphe, est la propre oncle d'Agnès (le frère de sa mère). Très étrange, il ne le sait pas, la naissance d'Agnès ayant été soignée par la famille.

Incrovable décalage de la scène finale : le père d'Agnès débarque

improvisé, Chrysalde découvre qu'Agnès est sa nièce, l'histoire découvre que la bourgeoise d'Agnès, Arnolphe, Chrysalde découvre qu'Arnolphe va lui défrayer toutes les dépenses d'éducation de la petite... L'École de Molière est tel que tout cela va de soi. Il est vrai qu'il faut lire la vie : la pièce est simple.

Jean-Luc Boutté présente l'École des femmes. Les mises en scène de Jean-Luc Boutté sont sobres. Elles mettent le texte au plus près, il n'y a pas d'ornements. C'est d'un art très précis, clair, que le compte-rendu de la pièce.

Incertitudes et silences

Il y a toujours, lorsque Jean-Luc Boutté prend une pièce sur lui, une ou plusieurs scènes qui apparaissent avec plus d'évidence que jamais. Ici, entre autres, la scène du noyau, qu'Arnolphe a appelé, mais qui est trop tard, quand l'espoir du mariage est loin déjà, la rencontre tourne au vinaigre. Et dans la dernière scène aussi, Jean-Luc Boutté a la fois accroit et gomme la désinvolture de la fin de la pièce.

Evidemment Jacques Weber nous donne, Arnolphe, un vrai festival. Pré-

senes poignantes, répétées incessantes d'expressions profondes, aucune insistance, rien, une fraîcheur de douleur, si l'on peut dire. Les deux gardiens d'Agnès, Gorgette et Alain, appartenant, eux aussi, aux disciples de Jean-Luc Boutté : Françoise et André Chazotte sont parfaits, une nature, une stylisée, très sincères, très russes. Pas de la (le notaire) est excellent aussi, l'acteur Carré charmant dans le rôle d'Agnès, qui passe pour le seul rôle du répertoire qu'aucune comédienne, à gauche ou inexperte soit-elle, ne peut jouer.

Le décor de Louis Bercut, mini-place des trois maisons, n'essaye pas de tromper l'optique, la scène extrêmement étroite du Théâtre Hébertot, environ 1 mètres d'ouverture, alors que les publics sont habitués à présent à des scènes de 20 mètres d'ouverture et plus, comme à la Comédie de Marseille, comme à Nanterre... Ce petit terrain surprend au début, puis l'art des acteurs prend le dessus.

MICHEL COURNOT
Théâtre Hébertot, 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 7^e. Tél. : 43-87-23-23.

Un coup de soleil

L'échappée belle de trois clowns et d'un poète enflammé

LA PEAU TROP FINE
au Poche-Montparnasse

Un record. Cent minutes de bonheur fou, de théâtre fou. Et pas le temps de respirer. Un jeu de l'éther. Ariane de l'art drama. Hélas pas racontable : un vrai défi au compte rendu, c'est le monnaie de la « pièce ». Ou alors : imaginez trois pèlerins, jeunes, deux garçons et une fille, une chambre en désordre, un champ de bataille comme les deux les mères, deux heures du matin.

Lui, d'abord seul. Au piano. Il joue sans doute s'agir à composer une chanson. Surtout ne pas chanter et songer. Parfois ab-so-lu. L'excuse d'une œuvre grande faite, mais lui, lui-même, n'y croit pas. La panne.

Coup de sonnette. Lui n'attend personne. Chambard terrible sur le palier. Entrée au coup de soleil : c'est Elle. C'est pas grave, va-t-elle dire, d'arriver, gênée, à voir de trois quarts dos, de loin, la silhouette défilante du compositeur, que la gâchette ne va pas flamber. « C'est pas grave » : l'insulte immonde.

Et lui, le cambrier, de hurler, de lever un poing meurtrier, quand coup de sonnette, chambard sur le palier, irruption d'un grand zig en imper Bogart (Camus copié déjà le même) : c'est « le type ». Devant d'asile. Cherche une planque. Il vient de tuer. Qui ? - Un présentateur de la télé - Lequel ? - Il n'est pas, l'un des présentateurs, ils sont tous pareils, sans exception, il tuer. Débiles, vulgaires, imbuvables, et à tuer.

Une divagation pure de baroudeur

Vous allez peut-être croire que ce n'est pas à Shakespeare. Vous vous trompez. Jean-Pierre Bisson, le vigileur, le lumière, la liberté, le punch, le poète, le Bisson qui écrivait, il y a vingt ans, les lettres-sur-mer, Smoking, ou son adaptation de Mademoiselle Julie, il écrit à présent la Peau trop fine, une divagation pure de baroudeur inspiré, légère, brillante, pointée. Mais, surtout, découvrez, pour une fois, la collusion absolue de l'acteur et du regard, écouté, les clowns

tout premier choix, et le rôle qu'il joue : chacun est une perche bien à main. Jeanne Marine, les yeux comme deux étoiles de porcelaine bleu ciel, un air de comédienne de cinéma, une fraîcheur de chabouteuse, un certificat d'études, d'un comique totalement irrésistible, qu'elle dise des bêtises ou se taise, elle est une diabolique d'un art consommé. A voir, les comédiennes (non, pas les noms propres). Stéphane Berry (lui), redoutable ado modern-style, aux allures de graine de comédien corrigé bon cœur, bon œil, lui fort dans la tragédie de Racine, et Marco Hama (le Type), un acteur, un acteur noir, un déchaînement de fureur et de rires.

Enfin, une fois, ce chef-d'œuvre se raconte pas. C'est une illusion, incroyablement, qui passe. Un feu de joie. De la part de l'auteur, les acteurs : l'imagination créatrice la plus animant très vite une fantasmagorie. Un trésor.

M. C.
Théâtre Poche-Montparnasse, 75, boulevard du Montparnasse, Paris 6^e. Tél. : 45-48-92-97.

CULTURE

DANSE

Trois femmes au Québec

Le Festival international de nouvelle danse a été dominé par un trio féminin

MONTRÉAL

de notre envoyée spéciale

Le premier est un festival de danse. Afficher le même soir Daniel Larrieu - et Édouard Lock, maître de *La La Human Steps* - la violence tapageuse de *Infante-Destroy* - suffit à prouver l'importance du Festival international de nouvelle danse (FIND) qui vient de se dérouler à Montréal du 21 septembre au 10 octobre. Plus étonnante est l'audience : 50 000 spectateurs pour cette cinquième édition (soit le double du premier, en 1985), des salles de 100 à 3 000 places remplies à 95 %... Quelques producteurs et journalistes étrangers étaient venus voir les vingt-sept compagnies programmées, dont neuf locales, l'accent étant mis cette fois sur les créations montréalaises à l'occasion du 25^e anniversaire de la ville.

Ce sont trois jeunes femmes décidées, venues du monde plasticien, Chantal Pontbriand, Diane Chouinard et Dena Davida, qui ont fondé le FIND. Plus coïncidence, ce sont trois jeunes femmes talentueuses, Marie Chouinard, Lynda Gaudreau et Rose Mappin, qui ont dominé à nos yeux le lot des chorégraphes internationaux programmés cette année, en présentant les spectacles les plus remarquables. Attention, au Québec le mot "spectacle" signifie "excellence", "remarquable".

Après douze années de solos flamboyants présentés sur le monde, Marie Chouinard s'est lancée dans sa première pièce de groupe avec *Les Trois au ciel* (créée l'an dernier au Festival de Mulhouse). Une sorte de *Jeune fille* du printemps chez les Esquimaux (conscience ou fortune des références à Béjart et à Nijinski au faubourg). Quelque part dans le Grand Nord, qu'évoque à l'horizon l'arc d'un soleil tantôt bleu, tantôt orange, une tribu primitive en tuniques jaunes nouées en boucle sur le sexe vit au fil des saisons ses rites, ses peurs, ses joies, ses conflits, ses amours. La "surveillance" de ses mouvements (sautes genoux pliés, bras cassés à angle droit, etc.) contraste plaisamment avec la sophistication des techniques dont elle dispose : micros sans fil placés près de la bouche des danseurs amplifient une partition des souffles, cris, chuintements, borborygmes, aboiements de chiens à la limite, claquemets de langue, gréssissements, onomatopées. Un spectacle

fort, original et plein d'humour salué par une ovation debout.

Lynda Gaudreau et Rose Mappin représentent la nouvelle génération. La première est allier formalisme et théâtralité dans ses créations de *Joie mon cœur*, un solo pathétique exprimant l'univers intérieur complexe d'une femme, comme dans *De sang-froid*, dans lequel d'un climat étrange et troublant, un couple se débat entre angoisse antihumaine et persévérance. C'est aussi avec un duo, *Seul bleu* (magnifiquement dansé par elle-même et la très androgyne Ch. Long) que Rose Mappin captive : articulation de images en brèves séquences de "noirs" et de "blancs" en carrés lumineux mobiles, utilisation d'une voix off (des images de Rilke) et de musiques d'Arvo Part, *Seul bleu* est une œuvre à la fois personnelle et universelle. Une sensibilité, un personnage, il suit.

Un capiteux cocktail

Rayon chorégraphes étrangers, les hommes reprenant du poil de la bête. Sous drapeau new-yorkais, Doug Elkins a chaviré les cœurs et les têtes avec ses *Paroxysms Variations* (sur des thèmes de la *Carmen* de Bizet, macabres de Prince et de James Brown). Un capiteux cocktail de break, de rap et de danse moderne, avec une performance, servi frappé par des danseurs épuisants de virtuosité nonchalante, de malice et de charme. Il fallait exercer un doux-lourds empuissant sur soi-même pour gambader dans les rues à la sortie.

Sous bannière québécoise qu'il soit né français, Pierre Fouché présentait *Comme si on était leurs* (présenté l'an dernier au Festival de Mulhouse). Une sorte de *Jeune fille* du printemps chez les Esquimaux (conscience ou fortune des références à Béjart et à Nijinski au faubourg). Quelque part dans le Grand Nord, qu'évoque à l'horizon l'arc d'un soleil tantôt bleu, tantôt orange, une tribu primitive en tuniques jaunes nouées en boucle sur le sexe vit au fil des saisons ses rites, ses peurs, ses joies, ses conflits, ses amours. La "surveillance" de ses mouvements (sautes genoux pliés, bras cassés à angle droit, etc.) contraste plaisamment avec la sophistication des techniques dont elle dispose : micros sans fil placés près de la bouche des danseurs amplifient une partition des souffles, cris, chuintements, borborygmes, aboiements de chiens à la limite, claquemets de langue, gréssissements, onomatopées. Un spectacle

sorte d'enfant improbable. Trisha Brown et de John Cage.

Et puis Forsythe. Avec *The Second Detail*, qu'il a composé pour le Ballet national du Canada (BNC) (on n'en redira pas la beauté, l'élégance, la maîtrise du ballet de France). En première partie, *Interrogating Slam* du chorégraphe Alleyn, d'adoption, dans le travail est présenté comme une communauté d'esprit avec celui de Forsythe. L'Alleyn fait passer à un générique qui consiste à réaliser les plats de l'art en chipant quelques ingrédients de la cuisine. Le "vrai" Forsythe, ensuite, remetait les pendules à l'heure. Le ballet dansé vaillamment, il ne peut prétendre à la virtuosité spectaculaire aux arêtes marquées du Ballet de France.

Malgré son succès, nous ne pouvons pas passer le Festival, au Chantal Pontbriand, qui gère un budget de 1,8 à 2 millions de dollars canadiens (environ 1 millions de francs), où les subventions fédérale, provinciale et municipale atteignent 50 %, la billetterie 20 %

et le mécénat 30 %. « Nous aimons sa dimension actuelle, humaine. Depuis le début nous nous sommes fixés une durée limite de douze jours, en agenciant programmes, horaires et circuits de façon que les spectateurs qui le désirent puissent tout voir. Vingt-sept compagnies, c'est aussi un maximum pour établir des relations fructueuses. » Il déplore, par ailleurs, la pauvreté grandissante de la culture au Canada, où le budget du Conseil des arts n'a pas bougé depuis cinq ans, et où la danse est encore chèrement aidée. Il s'est formé une « coalition du 1 % », c'est-à-dire cette miette soit accordée à la culture dans le budget de l'Etat canadien. La France, où Jack Lang vient d'obtenir un chiffre symbolique, fait les envieux.

SALVIE DE NUBIA

Pierre Fouché présente prochainement ses *Paroxysms Variations* au Festival de Mulhouse. Doug Elkins sera en janvier à Suresnes; Marie Chouinard en mai à Mulhouse pour Euro-

Le triomphe de la démesure

Rudolf Noureev donne une version personnelle de l'opéra qu'il danse lors de son premier passage à Paris

LA BAYADÈRE

à l'Opéra Garnier

« Le kitch est l'art qui suit des règles établies à une époque où, précisément, tout artiste met en œuvre les règles artistiques » (H. Rosenberg, *La Tradition du nouveau*). Cette définition s'applique à l'opéra de Marius Petipa, balisé de Rudolf Noureev, à l'Opéra Garnier. Amorce d'un décor d'écrit (signé Ezio Frigerio), temple qui se transforme en palais, extérieurs qui deviennent intérieurs, nuit qui fait place au jour, magie, toutes les règles d'un Orient de fantaisie sont en place. C'est le triomphe de la démesure : la *Bayadère* fut créée en 1877, au Grand Théâtre de Saint-Petersbourg. En 1992, on s'attendait à plus d'audace dans l'interprétation du sujet, à une version plus contemporaine. D'autant que l'Orient est le théâtre sacré des

avoir encore le rôle dans les jambes. La beauté des danses réservées à la bayadère est à remarquer : souplesse du dos, ondolement, lenteur. Position des doigts codée à l'indienne, et index joints en forme de pattes de cygne. Main droite levée, gauche abaissée en signe d'espoir.

Le troisième acte, très célèbre, est la seule partie de la *Bayadère* représentée à Paris. Il commence par le défilé de trente-trois danseuses en blanc. Elles arrivent une à une, sur un pratiquable en fond de scène, puis descendent lentement, leurs arabesques formant une ligne ininterrompue. Elles se déploient, au fur et à mesure, en une ligne serpentine sur le plateau. Ensuite, les ensembles qui se forment et se défont répondent aux lois de la géométrie. Tout est conçu pour le plaisir de la danse. La joie fugitive des danses pour la dernière fois.

DOMINIQUE FRÉTARD

Opéra Garnier, 12, 14, 15, 17, 20, 21, 23, 24, 27, 28, 30, 31 octobre. Tél. : 47-42-53-71.

CHANSON
THÉÂTRE DE LA VILLE
18h 75'
13, 15, 16, 17 OCT. 1992
JULIETTE
charme, émotion, intelligence, humour...
PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Commune
aubervilliers
6 au 30 oct
location
48 34 67 67
Personnages
mise en scène
Aurélien Recoing



Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

Il y a forcément quelque part un être qui répond à votre idéal. Pour le rencontrer Ion International vous propose un séminaire de personnes dont le langage définit par une méthode d'analyse psychologique s'harmonise avec la vôtre.

La réussite est sûre sur les relations renouvelées jusqu'au succès complet.

Pour en savoir plus, vous invitez à une conférence d'information le 14 octobre 1992 à 19 h 30, Centre Georges V, 50083 PARIS.

Ion International

Une attention attentive et chaleureuse.

Pour recevoir une documentation complète, gratuite, appelez 36.15 ou écrivez à :

M., Mme, Mlle. Prénom. Ag.

Adresse. Tél.

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare - Tél. : (1) 45.26.70.85

■ BORDEAUX-AQUITAINE (33000) Grézillac - Tél. : 57.74.96.65

■ TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Collé - Tél. : 61.59.48.58

■ BRUXELLES - Tél. : (02) 645.89.31 ■ GENÈVE - Tél. : (022) 46.84.88

13^{ème} FESTIVAL DE JAZZ
DE PARIS
15 AU 31 OCTOBRE 1992

JEUDI 15 OCTOBRE
PALAIS DES CONGRES - 20H30
DEE DEE BRIDGEWATER avec le
COUNT BASIE ORCHESTRA
dirigé par Frank FOSTER

DIMANCHE 18 OCTOBRE
THÉÂTRE DU CHÂTELET - 20H30
MODERN JAZZ QUARTET
Concert du 40^{ème} anniversaire

SAMEDI 24 OCTOBRE
RADIO FRANCE / ST. 105 - 20H30
**O.R.J.A. - ORCHESTRE REGIONAL
DE JAZZ D'ALSACE**
dirigé par Bernard STRUBER

DIMANCHE 25 OCTOBRE
RADIO FRANCE / GR. AUD. - 20H30
KENNY WERNER TRIO
MICHEL PORTAL UNIT 92

LUNDI 26 OCTOBRE
RADIO FRANCE / ST. 105 - 20H30
**Le guitariste brésilien
NELSON VERAS**
invite le trio du pianiste Jeff GARDNER

MARDI 27 OCTOBRE
THÉÂTRE DE LA VILLE - 20H30
ANTOINE HERVE
THE BRECKER BROTHERS BAND
featuring
MIKE STERN - DENNIS CHAMBERS

MERCREDI 28 OCTOBRE
THÉÂTRE DE LA VILLE - 20H30
**LE BIG BAND LUMIERE de
LAURENT CUGNY**
HERMETO PASCOAL E GRUPO

JEUDI 29 OCTOBRE
THÉÂTRE DE LA VILLE - 20H30
JANE BUNNETT QUINTET
featuring Cindy BLACKMAN
JEAN-MICHEL PILC
"Big Bang" - Création

VENDREDI 30 OCTOBRE
THÉÂTRE DE LA VILLE - 20H30
RICCARDO DEL FRA
"Silent call" - Création
CHARLIE HADEN Quartet WEST

SAMEDI 31 OCTOBRE
RADIO FRANCE / GR. AUD. - 20H30
"ANNA LIVIA PLURABELLE"
Musique de André HOEIR
Dir. mus. : Patrice CARATINI
SCLAVIS - PIFARELY
Acoustic Quartet

FIAT **JAZZMAN**
France Inter
INFORMATIONS :
(1) 40 56 07 17

10-10-68

1542

7-11-67

[illegible]

ÉCONOMIE

Le Monde • Mardi 13 octobre 1991 • 21

BILLET

La grève en déshérence

En 1991, le mouvement de travail a coûté 656 000 journées perdues dans le secteur privé et 693 000 dans le public, un an auparavant. Jamais, depuis 1946, leur nombre n'avait été aussi élevé. Il n'a donc pas été étonnant que le gouvernement ait décidé de réviser la loi sur le droit de grève. Cette loi, qui date de 1946, est devenue obsolète. Elle ne tient pas compte des nouvelles formes de grève, comme la grève partielle ou la grève d'été. Elle ne prévoit pas non plus les conséquences économiques de la grève. La nouvelle loi, qui sera adoptée en 1992, vise à moderniser le droit de grève. Elle prévoit notamment la possibilité de grèves partielles et de grèves d'été. Elle prévoit également des sanctions pour les grévistes qui ne respectent pas les règles de la grève. La loi vise à équilibrer le droit de grève et les intérêts économiques du pays.

Accord commercial Etats-Unis-Chine

La Chine et les Etats-Unis ont signé, le 10 octobre, un accord commercial qui ouvre le marché chinois aux produits américains. L'accord, qui a été négocié pendant plus de dix ans, est le résultat d'un dialogue entre les deux pays. Il prévoit la suppression progressive des barrières commerciales entre les deux pays. L'accord couvre notamment le commerce des biens de consommation, des services et des investissements. Il prévoit également la création d'un comité mixte pour surveiller l'application de l'accord. L'accord est une étape importante dans la normalisation des relations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.

CONFÉRENCES

Les négociations de l'Uruguay Round

Un accord commercial CEE-Etats-Unis placerait la France dans une situation embarrassante

La négociation de l'Uruguay Round, qui vise à créer une zone de libre-échange mondiale, est en cours. Elle implique 120 pays, dont les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni. La France est en train de négocier avec les Etats-Unis un accord commercial qui pourrait avoir des conséquences importantes sur l'économie française. L'accord, qui est appelé « accord de libre-échange », vise à supprimer les barrières commerciales entre les deux pays. Il prévoit notamment la suppression des droits de douane sur les produits agricoles et industriels. La France est en train de négocier avec les Etats-Unis un accord commercial qui pourrait avoir des conséquences importantes sur l'économie française.

BRUXELLES (Communauté européenne)

Après les mises en garde de Paris contre un accord trop « dur », qui ne tiendrait pas suffisamment compte des intérêts des agriculteurs, les discussions se déroulent dans un climat de détente. Les deux camps, les Etats-Unis et la Communauté européenne, ont accepté de faire des concessions. Les Etats-Unis ont accepté de réduire les droits de douane sur les produits agricoles. La Communauté européenne a accepté de réduire les droits de douane sur les produits industriels. Les deux camps ont également accepté de créer un comité mixte pour surveiller l'application de l'accord.

Assouplissement américain

Mais pourrait-elle, pour autant, avaliser des engagements représentant, aux yeux des paysans, des sacrifices encore plus lourds que ceux déjà imposés par la réforme de la politique agricole commune (PAC) ? Aujourd'hui, un accord agricole entre les Américains, quel qu'il soit, ferait la joie de la France. Un avis qui n'est pas partagé par les agriculteurs français. Ils craignent que l'accord ne leur impose des sacrifices encore plus lourds que ceux déjà imposés par la réforme de la PAC.

Loi Sapin et publicité : tirs croisés

La volonté du gouvernement de rendre plus « transparentes » les activités des publicitaires n'est pas dénuée de risques politiques.

Par profession, les publicitaires sont habitués à l'opacité. Ils ne veulent pas que leur travail soit soumis à la publicité. Ils craignent que la loi Sapin, qui vise à rendre plus transparentes les activités des publicitaires, ne leur impose des sacrifices encore plus lourds que ceux déjà imposés par la réforme de la PAC. La loi Sapin, qui vise à rendre plus transparentes les activités des publicitaires, ne leur impose pas de sacrifices. Elle leur impose simplement de rendre plus transparentes leurs activités. La loi Sapin, qui vise à rendre plus transparentes les activités des publicitaires, ne leur impose pas de sacrifices. Elle leur impose simplement de rendre plus transparentes leurs activités.

Tribut incantatoire à la transparence

De là à créer des coalitions, à parler d'« accord de libre-échange », comme M. Gilbert Gros, patron de Carat, la principale centrale d'achat d'espace, qui menace de traîner en affaires le monde de la publicité, ou d'appeler au « front des refuges », comme le fait le directeur de la publicité, ce sont des objectifs idéologiques. Car, au-delà du tribut incantatoire et du « front des refuges », il y a une réalité : la transparence. La transparence, c'est la possibilité pour les consommateurs de connaître les activités des publicitaires. La transparence, c'est la possibilité pour les consommateurs de choisir entre les produits publicitaires. La transparence, c'est la possibilité pour les consommateurs de contrôler les activités des publicitaires.

Les trois confédérations italiennes CGIL, CISL, UIL organisent, mardi 13 octobre, une grève nationale de quatre heures. Le plan rigueur du gouvernement, qui vise à réduire les dépenses publiques, est en train de provoquer une réaction de la part des syndicats. Les syndicats craignent que la réforme ne leur impose des sacrifices encore plus lourds que ceux déjà imposés par la réforme de la PAC. Les syndicats craignent que la réforme ne leur impose des sacrifices encore plus lourds que ceux déjà imposés par la réforme de la PAC.

ROME

« Que reprochez-vous au plan Amato ? », demandent les journalistes à M. Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL, la confédération la plus importante des syndicats italiens. M. Bruno Trentin répond que le plan Amato est une réforme de la dette publique. Il vise à réduire les dépenses publiques. Il vise à réduire les dépenses publiques. Il vise à réduire les dépenses publiques.

« L'impérialisme »

Les conséquences de l'énorme dette publique italienne sont devenues de plus en plus évidentes. Le gouvernement italien est en train de négocier avec les Etats-Unis un accord commercial qui pourrait avoir des conséquences importantes sur l'économie italienne. L'accord, qui est appelé « accord de libre-échange », vise à supprimer les barrières commerciales entre les deux pays. L'accord, qui est appelé « accord de libre-échange », vise à supprimer les barrières commerciales entre les deux pays.

Amendements socialistes

Bref, le projet Sapin dispose de la soutien des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité.

Amendements socialistes

Bref, le projet Sapin dispose de la soutien des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité.

Amendements socialistes

Bref, le projet Sapin dispose de la soutien des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité.

Un entretien avec M. Bruno Trentin

« Nous sommes victimes de la drogue de l'endettement public », déclare le secrétaire général de la CGIL italienne

Les trois confédérations italiennes CGIL, CISL, UIL organisent, mardi 13 octobre, une grève nationale de quatre heures. Le plan rigueur du gouvernement, qui vise à réduire les dépenses publiques, est en train de provoquer une réaction de la part des syndicats. Les syndicats craignent que la réforme ne leur impose des sacrifices encore plus lourds que ceux déjà imposés par la réforme de la PAC. Les syndicats craignent que la réforme ne leur impose des sacrifices encore plus lourds que ceux déjà imposés par la réforme de la PAC.

ROME

« Que reprochez-vous au plan Amato ? », demandent les journalistes à M. Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL, la confédération la plus importante des syndicats italiens. M. Bruno Trentin répond que le plan Amato est une réforme de la dette publique. Il vise à réduire les dépenses publiques. Il vise à réduire les dépenses publiques.

« L'impérialisme »

Les conséquences de l'énorme dette publique italienne sont devenues de plus en plus évidentes. Le gouvernement italien est en train de négocier avec les Etats-Unis un accord commercial qui pourrait avoir des conséquences importantes sur l'économie italienne. L'accord, qui est appelé « accord de libre-échange », vise à supprimer les barrières commerciales entre les deux pays. L'accord, qui est appelé « accord de libre-échange », vise à supprimer les barrières commerciales entre les deux pays.

Amendements socialistes

Bref, le projet Sapin dispose de la soutien des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité.

Amendements socialistes

Bref, le projet Sapin dispose de la soutien des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité.

Amendements socialistes

Bref, le projet Sapin dispose de la soutien des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité.

retourner le système de protection sociale, comme un gant. Le caractère indifférencié de ces mesures, qui conduira ultérieurement à modifier la distribution des revenus, est insupportable. Il exclut la catégorie qui a le plus participé à l'édification de ce que nous appelons « l'Etat social ».

Nous voulons convaincre le monde du travail de la pertinence des contre-propositions, qui rapportent davantage à celles du gouvernement. Elles consistent à réduire et à réaménager le poids de la dette publique. Par exemple, nous proposons de privatiser l'intégralité du parc immobilier des établissements publics, comme celui du régime d'assurance-vieillesse. La sécurité sociale, dont la valeur atteint 30 000 milliards de lires. Le produit de la vente sera transféré en un prêt à long terme dont le rendement serait supérieur à l'inflation, largement inférieur à celui des intérêts. L'obstacle n'est pas politique. Si l'on privatisait le parc immobilier, des milliers de personnes seraient privées du petit ou grand pouvoir d'attribuer un logement à un tel ou tel. Ce serait une remise en cause directe du clientélisme.

« L'impérialisme »

Les conséquences de l'énorme dette publique italienne sont devenues de plus en plus évidentes. Le gouvernement italien est en train de négocier avec les Etats-Unis un accord commercial qui pourrait avoir des conséquences importantes sur l'économie italienne. L'accord, qui est appelé « accord de libre-échange », vise à supprimer les barrières commerciales entre les deux pays. L'accord, qui est appelé « accord de libre-échange », vise à supprimer les barrières commerciales entre les deux pays.

Amendements socialistes

Bref, le projet Sapin dispose de la soutien des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité.

Amendements socialistes

Bref, le projet Sapin dispose de la soutien des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité.

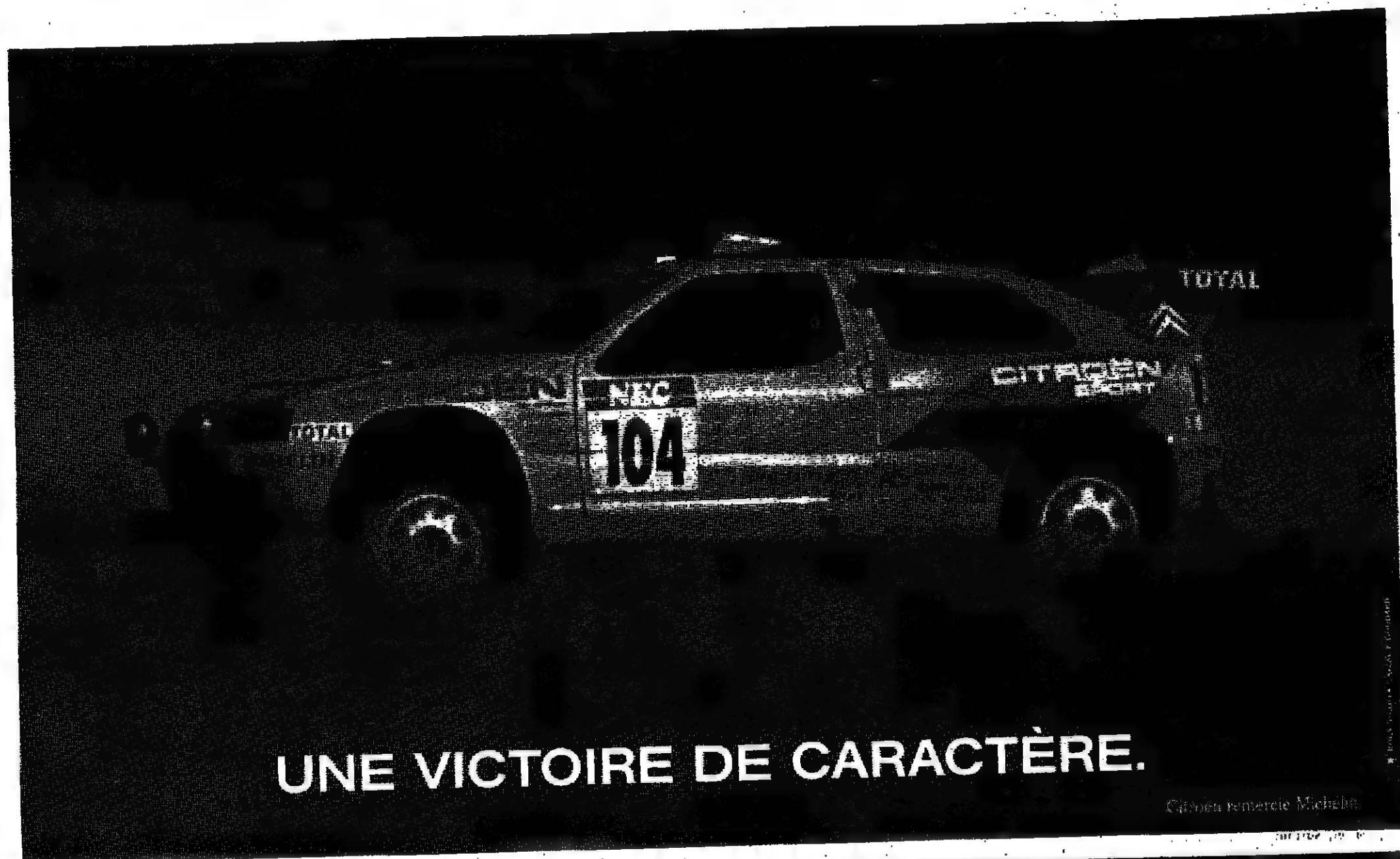
Amendements socialistes

Bref, le projet Sapin dispose de la soutien des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité. Le groupe Collof, fondé il y a quelques semaines, a pour but de défendre les intérêts des professionnels de la publicité.

Propos recueillis par JEAN-MICHEL NORMAND

مركزاً من لاهل

CITROËN ZX. 1^{re} AU PARIS-PÉKIN 1992.



UNE VICTOIRE DE CARACTÈRE.

Citroën remercie Michelin



UN COUPÉ DE CARACTÈRE.

CITROËN présente TOTAL

Bravo à l'équipage Pierre LARTIGUE et Michel PERIN. Le défi du Paris-Moscou-Pékin est relevé. 16.000 km et 27 jours de route n'ont pas réussi à entamer la force de caractère de la CITROËN ZX RALLYE RAID victorieuse à Pékin. Animés du même caractère, voici les

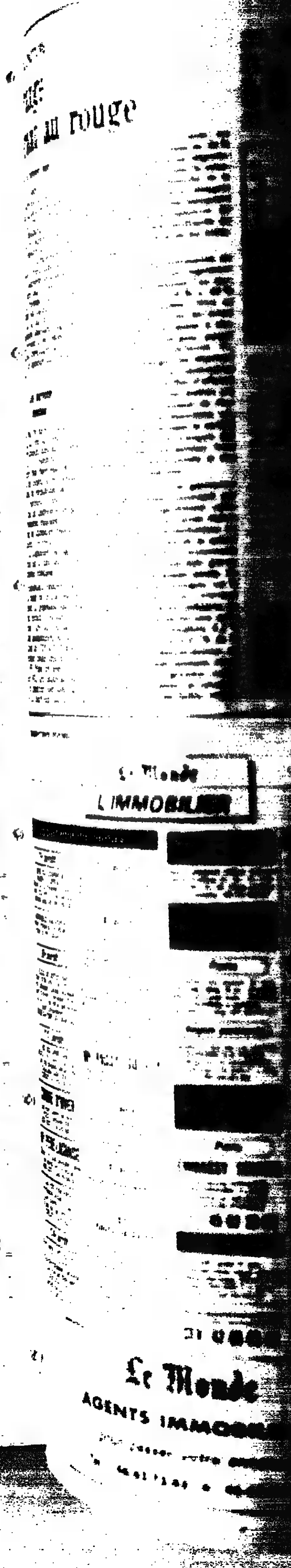
nouveaux coupés CITROËN ZX. Leur ligne extérieure issue des grands espaces et leurs performances des grandes épreuves.

Les nouveaux coupés de caractère vous attendent dans tout le réseau CITROËN. Venez les découvrir.



CITROËN

NOUVEAU COUPÉ CITROËN ZX.



ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Orange virant au rouge

Suite de la première page

Selon les comptes de la nation, la consommation finale des ménages au deuxième trimestre a diminué de 0,2 % (- 0,4 % pour les produits manufacturiers) : c'est la première fois depuis longtemps qu'on enregistre une évolution négative de la consommation et une baisse de la consommation finale des ménages. Les trimestres suivants devraient être plus favorables. La peur du chômage, qui s'étend maintenant aux cadres, la déflation, pour ne pas dire plus, des augmentations salariales, l'augmentation prévisible d'une épargne de précaution, constituent autant de freins à des dépenses que l'on peut différer.

Les services touchés

Bien plus, les services, eux aussi, qui ont été de l'emploi ces dernières années, sont maintenant touchés. L'augmentation par l'habillerie, trop chère pour les ressources des clients, en finissant par limiter les prestations habituellement fournies. Partout, on signale que les courtiers de la gestion d'entreprise réduisent les frais dans les domaines (publicité, séminaires, réceptions, etc.). Autant de diagnostics orange qui s'allument sur le tableau de bord de l'économie française.

Les conjonctures passent maintenant au rouge en ce qui concerne le bâtiment. Le graphique que nous publions retrace l'évolution des prévisions d'activité corrigées des variations saisonnières, selon le calendrier de l'INSEE. Il montre une chute des prévisions de la première moitié de l'année. Pour les sept premiers mois de 1992, les prévisions de mises en chantier ont diminué de 14,7 %, et, pour les trois

mois de juin, juillet et août, les mises en chantier reculent de 20 % sur une base annuelle en dégradation accélérée. Sans doute, la situation déclinante du marché de la construction de bureaux, bloquée par trois ans avec des banquiers réticents à la perspective de devoir éponger des milliards de pertes, paralyse les initiatives.

Mais la très vive diminution du volume des prêts au logement effectués par les banques l'an dernier, de l'ordre de 20 % à 30 % (le Monde du 5 novembre 1991), se répercute maintenant sur les mises en chantier après les douze à dix-huit mois nécessaires pour passer de la décision à l'exécution. Et, pour ne pas oublier, les dépenses pour l'entretien des immeubles (10 % à 40 % du chiffre d'affaires du bâtiment), réputées stables ou légèrement en hausse, viennent de chuter lourdement au deuxième trimestre, comme l'indique la société Lapoyre, numéro un français des fournitures dans ce secteur, bien connue des professionnels et des bricoleurs du week-end.

Ces phénomènes, le gouvernement, probablement intoxiqué par des analyses exagérément optimistes sur une vision manichéenne et un rien sulfureuse de l'immobilier, ignorent de la spéculation et de l'enrichissement rapide, les sous-estimés graves depuis une bonne année. Ils sont livrés de conséquences, car le secteur du bâtiment n'est pas public est la première industrie du pays, avec un million six cent mille emplois (7,2 % des emplois, 8,2 % du PIB marchand et 6,65 % de la valeur ajoutée). Dans ce secteur, au surplus, il se passe quelque chose d'inquiet. Les grandes entreprises, bien de mieux, se rabattent sur les chantiers de faible impor-

tance, ce qui revient à en laisser les PME, beaucoup sont livrées à la faillite, comme le signale la Société française d'immobilier d'entreprise (SFIE), qui voit même l'indemnité des sinistres. Comme il faut au moins un an pour être redémarrer un chantier, on ne peut pas dire que la cassure qui est en train de s'élar-

gisse ne soit inquiétante. Ce n'est pas automatique que dans le passé, en raison de la baisse générale des prix sur les matières premières et les demi-produits d'un certain du bâtiment généralisé. Aussi, il ne peut-être falloir raisonner à l'envers. C'est particulièrement inopportun pour une économie française tirée par l'exportation dans ces derniers mois.



gisse ne soit inquiétante. Ce n'est pas automatique que dans le passé, en raison de la baisse générale des prix sur les matières premières et les demi-produits d'un certain du bâtiment généralisé. Aussi, il ne peut-être falloir raisonner à l'envers. C'est particulièrement inopportun pour une économie française tirée par l'exportation dans ces derniers mois.

Le ton des PME, en général, devient de plus en plus préoccupé. Les banques, toutes, elles signalent la détérioration du bilan, qui, maintenant, après avoir frappé les entreprises de médiane récente et de situation financière fragile, frappent les entreprises, déjà anciennes mais si nombreuses, d'un accident supplémentaire vient les atteindre. C'est un processus pernicieux, selon la SFAC, dans la mesure où il compromet le démarrage d'une reprise ultérieure.

Une conjoncture mondiale sombre

Enfin, sur le tout, les dévaluations sauvages de la livre sterling et de la lire (10 % à 15 % minimum) ont entraîné les gains de parts de marché que les industriels français avaient initiés depuis deux ans sur la Grande-Bretagne et l'Italie, grâce à la désinflation compétitive. Cette dé-

duction. Ce processus n'est pas automatique que dans le passé, en raison de la baisse générale des prix sur les matières premières et les demi-produits d'un certain du bâtiment généralisé. Aussi, il ne peut-être falloir raisonner à l'envers. C'est particulièrement inopportun pour une économie française tirée par l'exportation dans ces derniers mois.

Quant à la conjoncture mondiale, le diagnostic est qu'elle apparaît sous un jour plus sombre qu'il y a six mois. La reprise américaine s'est essouffée, ou restera lente, le ralentissement japonais menace, pour la première fois depuis dix-huit ans, la zone euro connaît une récession et, en Europe, les gouvernements italien, espagnol, et même allemand entreprennent de sauver le vis pour plumer le déficit budgétaire (le Monde du 7 septembre). Que s'est-il passé pour justifier cet optimisme ? Pour l'OFCE, le fond du problème est qu'il y a eu, précisément, il ne s'est rien passé, c'est-à-dire que les blocages monétaires et financiers qui nous empêchent de voir les leviers de la croissance, la politique restrictive de la banque fédérale d'Allemagne, ont persisté. Les dégrèvements et les confrontations, dans l'implosion du système inter-européen, ont été le premier signe clinique.

C'est bien que les prochains mois risquent d'être troubles, en France comme ailleurs. Les 2,6 % de croissance du PIB qui sous-tendent le projet de budget de MM. Bérégovoy, Sapin et Chirac pour 1993 apparaissent de plus en plus illusoire, surtout si l'on considère les perspectives, avec la perspective de voir le déficit budgétaire passer à 200 milliards de francs cette année, à 200 à 250 milliards de francs l'année prochaine. Ajoutons que même un allègement des charges directeurs de la Banque d'Allemagne au printemps 1993 n'apporterait guère de soulagement. Il faudrait qu'il atteigne trois points au minimum pour avoir quelque effet, et ce n'est pas sûr. Si les perspectives de croissance sont pas vraiment optimistes, l'argent bon marché ne peut stimuler les perspectives et les débouchés s'annoncent incertains ou carrément mauvais. On objectera, enfin, qu'une augmentation du PIB de 1 % ou même de 1,5 %, n'est pas vraiment désastreuse. Bien au contraire. Mais il ne faut pas oublier que le pourcentage global, qu'il s'agit de maintenir, qu'il dissimule le recul de nombreux secteurs, voire un effondrement possible, comme dans le bâtiment.

FRANÇOIS RENARD

En marge du projet de budget 1993

Un plan de soutien de 36 milliards de francs aux PME

En marge du projet de budget 1993, le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, a annoncé, lundi 12 octobre, un plan de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME-PMI) portant sur 36 milliards de francs. Parmi les mesures qui s'inspirent des propositions de la CCFME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) deux sont d'ordre financier : une nouvelle enveloppe pour les codévi (compte de développement industriel) et la création d'un fonds de garantie auprès de la CCFME (Société française pour l'assurance du capital risque des PME).

L'enveloppe des prêts codévi est portée à 10 milliards (contre 5 milliards en 1991) et le fonds de

garantie sera de 10 milliards de francs de prêts bancaires réalisés au cours de l'année 1992. Les entreprises réalisant moins de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires recevront 10 milliards de francs de prêts bancaires (crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises) et aux PME (société de développement régional). Ces prêts aux entreprises à 8,75 % sont inférieurs au taux de la banque (9,85 %), ce qui représente, une fois l'inflation déduite, un taux réel de moins de 6 %. D'autre part, le fonds de garantie sera porté à 10 milliards de francs. Il permettra de garantir à 50 % quelque 10 milliards de francs de prêts bancaires réalisés au cours de l'année 1992.

AFFAIRES

Spécialiste du diagnostic médical

Le groupe Biotrol est repris par l'allemand Merck

Les laboratoires Merck-Clevent, filiale française du géant allemand de la pharmacie, le groupe E. Merck (23 000 personnes), ont annoncé vendredi 9 octobre le rachat de la firme Biotrol. Le rachat de la transaction n'a pas été révélé. Implantée en région parisienne à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), où le groupe emploie près de 1 000 personnes, Biotrol est présent sur deux continents : les produits médicaux et chirurgicaux, le diagnostic médical. Cette dernière activité intéresse le groupe Merck qui se propose de commercialiser dans l'en-

semble des pays européens en 1993 les produits spécifiques développés par Biotrol. En revanche, les produits médicaux et chirurgicaux à 100 d'ores et déjà présents dans les laboratoires Brudeau, eux-mêmes filiale du groupe allemand Merck.

Le rachat de Biotrol n'est pas la première acquisition de Merck dans l'Hexagone. Il y a eu d'un an, le groupe allemand avait racheté un autre groupe pharmaceutique, les laboratoires Lipha (2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Les armateurs français demandent des subventions fiscales. Les principaux armateurs français demandent solennellement à que le gouvernement prenne des mesures pour éviter la disparition de la flotte française, disparition due au coût de la collecte, notamment en matière d'emplois, serait très largement supérieure. Elles permettraient de rétablir l'égalité de concurrence avec la Communauté.

Les hommes • Activités industrielles • Productions agricoles • Circulation • Finances • Les Fonds

IMAGES ECONOMIQUES DU MONDE 1992-93

37^e ANNÉE

Éditions SEDES

88, bd St-Michel - 75005 Paris
Tel. (1) 43 25 23 - CCP Paris 1 212 92 V

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1992			
En millions de francs	1991	30.06.91	92/91 %
Chiffre d'affaires	284,3	296,9	- 4
Résultat net	18,7	10,7	+ 56
Impôts sur les bénéfices	6,0	7,1	- 15
Participation aux bénéfices	9,3	2,7	+ 244
Donnée part au Groupe	9,2	3,3	+ 179

Hors l'activité librairie cédée pendant le second semestre 1991, le chiffre d'affaires consolidé du résultat net consolidé, part du Groupe, progressent respectivement de 3,1 % et de 48,4 %.

Le premier semestre 1992 se caractérise donc par une progression importante des résultats pour l'essentiel liée à la réduction des pertes dans l'activité Vente par correspondance des vins.

L'activité de la branche dominante "Vente par correspondance de produits culturels" poursuit son développement d'une façon conforme aux prévisions.

Les performances du Groupe GLM au second semestre 1992 devraient être proches de celles du premier semestre, sauf retournement de la conjoncture.



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

7^e arrdt
HORS DU COMMUN
MUSEE D'ORSAY
Récept., 3 chbres. Grand
étand. 132 m². Long balcon.
Superbe vue. 45-25-15

8^e arrdt
ASSEMBLEE NATIONALE
(grille). Piscine vd chbr. th.
+ chbr. 10 ch. 45-25-15

11^e arrdt
BO VOLTAIRE près
BEAU 2 P., coin cuis., wc.
a. de l'as. sncr. Ref. acc. 2
Dégust. 449 000 F.
CREDIT. 44-70-18-00

CIRQUE D'HIVER
Bel imm. pierre de taille
2 PCEs à rénover. 50 m²
620 000 F. 44-76-85-97

M^e PÈRE-LACHAISE
2 ch. 2 chbr. 2 chbr.
400 000 F. 44-76-85-81

NATION. Pte mtr
Immeuble brq. STUDIO.
coin cuis. 11 confort.
3 ch. sur rue. 280 000 F.
CREDIT. 43-70-04-84

14^e arrdt
Part. vend 2 PCEs (28 m²).
Tout confort.
Res-de-chaussée. Débaras.
20, rue des Maréchaux.
500 000 F. Vais.
Samedi 10 h à 12 h.
Tel. : 45-76-77-04

15^e arrdt

MOTTE-PICQUET. F. de 1^{er}.
Acc. A. r. cause départ.
6 P., 130 m² + serv.
3 200 000 F. 43-38-18-38

16^e arrdt
OCCASION A SAISIR
DE PART. A PART. EXCEPTION.
DANS IMMEUBLE STANDING
NEUILLY. PRES PTE MAILLOT
APPART. CARACTÈRE 220 m².
8 P., 2 chbr. 2 chbr. 2 chbr.
et gd bal d'été. 3 ch. a. m.
de cuis., 1 s.c.b. av. wc. 1 cab.
de toil. 1 wc isolé. Châssis int.
gaz. 3 chbr. de bonne. Cuis.
Poss. parking privé.

M^e PASSY. GD 4 P.
EX. DUPLEX. 4 ch. 3 chbr.
CHASSE. Acc. 2 750 000 F.
CASSIS. 45-66-01-00

17^e arrdt
UNIQUE. Part. vd de résidence neu.
2 à 3 P. 10 ch 51 m² + terrasse et
jardin clos arboré. 2 400 000 ou
visiter, matin et soir.
Tel. : 46-41-09-01

18^e arrdt
EXCEPT. MONTEMARTE
Maison 4 ch. 1 chbr. 1 chbr.
terrasse.

92 Hauts-de-Seine
82 RUE MALMAISON
100 m² 100 m² 100 m²
standing. 10 ch. 10 ch. 10 ch.
avec terrasse. Terrasse
10 m². Baucous. chbr. m.
Paris mansardée. 2 chbr.
parking en sous-sol.
5 m de la gare du Nord.
Pont de Neuilly 5 km.
Prix 1 700 000 F.
Tel. ap. 20 h. 47-52-17-83

appartements achats

Rept. URGENT 100 à 120 m²
Paris. Préf. 8^e, 9^e, 7^e, 14^e,
15^e, 16^e, 4^e, 8^e. Pte compl.
chez moi. 46-73-48-07

locations
non meublées
offres

Paris
100 m², 100 m², 100 m²
5 P., 4 ch. 4 ch. 3 ch. 2 ch.
cuis. toil. 100 m². 100 m².
+ étudiants + parking.
18 000 F + chg.
100 m² 100 m² 100 m²

Région parisienne
NEUILLY. SE DE LA JETTE.
SUPERBE 4/5 PCEs.
DOBLE LIV. 3 CHAMBRES.
2 parkings. 100 m² 100 m²
45-26-42-42

non meublées
demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
DE 1^{re} CLASSE
VOIES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 45-62-30-00

viagers
15^e arrdt 7^e arrdt.
Particulier chbr. vlg. occupé.
1 titre, très beau 70 m², 7^e ch.
Ses. 750 000 F + resto
Tel. : 43-08-50-57

Grands appartements occupés
dans aires exceptionnelles
CEV 42-68-05-43

bureaux

Locations
VOTRE BUREAU IDEAL
DOMICILIATIONS
et tous services annexes

A SAISIR !
A 1 h de Paris direct int. et MON-
TARGIS. 100 m², 100 m², 100 m².
De m. CADRE EXCEPTIONNEL.

ANCIEN PRESSEUR
180 m² habit., 10 ch. par son
F.A.I. 1 800 m². Pz
550 000 F. Céd. 100 %
poss. Tél. 24 72/24, 7/17 :
AR (1) 38-55-99-02

villas
1 h 15 Paris, sud Loire
A SAISIR
VILLA av. cuis. intégrée.
SEJ/SAL. 55 M2
chambre, s.d.b., s. de douche

5 CHAMBRES
toutes av. placards. 2 wc.
Belle terrasse. Garage.
TERRAIN 2200 M2 BOIS
540 000 F.A.I. Céd. 100 %
poss. 50 %. CÉLÉBRATION
(1) 38-55-91-93

domaines
SOLOGNE 280 ha boisés.
fruits, bâtiments à rénover.
GEN. 190 ha et 328 ha
Etang pav. chasse valeur
bois bâtiments habit.
Agence BOUARD 101
VERDON (1) 48-71-24-40

terrains
Paris. Mais. Part. vend terr.
3 000 m² construct.
Proximité centre-ville.
1 400 F/m². 43-98-98-98
soir après 20 h.

Le Monde AGENTS IMMOBILIERS

pour passer votre annonce

Tél. : 46-62-73-43 • 46-62-75-13

BOURSE DU 12 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 30

Competition										Competition									
VALEURS		Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS		Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS		Cours	Premier	Dernier	%		
Competition		Cours	Premier	Dernier	%	Competition		Cours	Premier	Dernier	%	Competition		Cours	Premier	Dernier	%		
4790	CHESS	4520	4520	4500	-0.45	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
880	BLAP T.P.	794	4919	788	-0.01	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
845	D.Lyon T.P.	970	3617	860	-1.57	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
1070	St. Louis T.P.	1846	1400	1200	-1.52	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
1010	St. Louis T.P.	1406	1648	1020	-1.51	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
790	Thompson T.P.	786	785	738	-1.56	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
740	Thompson T.P.	536	530	523	-1.24	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
740	Thompson T.P.	719	718	718	0.00	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
855	Alcochem-Alstom	582	587	588	+0.04	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
845	Alcochem-Alstom	1486	1486	1446	-3.34	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
845	Alcochem-Alstom	230	231	230	-2.13	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
845	Alcochem-Alstom	376	376	376	0.00	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
410	ASF St. Charles	300	300	300	0.00	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
410	ASF St. Charles	300	300	300	0.00	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
154	ASF St. Charles	685	685	685	0.00	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Competition	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
83	Ball-Emery	77	79	77	-2.50	Competition	VALEURS	Cours	Premier										

COMPTANT

{selection}

[illegible]

Actions

Appalachian Hwy.	1531	.....	Life Bonfires	814	.....
Arbol	458	.....	Locusts/peaches	889	.....
Barrs C.Mason	901	009	Loose	700	081
B.H.Phyth. Assoc.	305	50	Lowells	2115	2120
B.P.P. Intercor.	321	60	Lucks	305	.....
Bedfordshire	2400	.....	MacDonald Bull.	26	.....
Bidenburg Internat.	470	.....	Maid. Drigs	178	20 50
Bleny House	126	.....	Melrose	840	840
B.T.Z.	26	38	Mel. Dipteryl	.....	.....
Cambridge	580	1000	Mons.	83	83
Carlone Loomint.	261	00	Moving (Nia)	181	181
Cass Pochas	3	30	Ogden	255	280
C.B.C.	236	225	Olive DCI	479	472
C.E.B.F. (Frige)	580	561	Palm Desmores	560	560
Connahery Beauty	328	70	Palm Mountaint	1255	1251
Cranage	38	.....	Palm Vernon	150	150
Cranage Ry	43	48	Palm Vernon	150	150
C.R. (C)	514	154	Palm Vernon	228	.....
C.R. (C)	612	.....	Palm Vernon	190	182
			Palm Vernon	253	253 50

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 12/10	COURS DES BILLETS		M ET
			achat	vente	
Etats Unis (1 usd).....	5 012		4 7	5 2	
Ecu.....	33 770		328	348	Or fin
Marque (100 dm).....	16 493		15 9	18 9	Or fin
Belgique (100 f).....	31 470		290	310	Napex
Pays-Bas (100 fl).....	5 586		5 4	6 1	Napex
Italie (1000 lire).....	97 880		82	90	Placé
Danemark (100 kr).....	8 574		8	8 6	Placé
Gde-Bretagne (1 £).....	2 618		2 23	3	Placé
Grèce (100 drachmes).....	850		371	391	Souver.
Suède (100 kr).....	90 170		85	83	Souver.
Suisse (100 fr).....	90 170		78	85	Placé
Norvège (100 kr).....	82 170		46	49 6	Placé
Autriche (100 sch).....	48 244		4 4	5	Placé
Espagne (100 pes).....	7 750		3 3	4 1	Placé
Portugal (100 esc).....	3 806		3 8	4 2	Placé
Canada (1 \$ can.).....	4 016		4	4 2	Placé
Japon (100 yen).....	4 118				

Marché libre de l'or

MONNAIES DEVISES	COURS préc.	COURS 12/1
(kilo en barres).....	56500	56900
(en lingots).....	56500	55850
Alon (20f).....	329	329
Fr (10 f.).....	300	
Suisse (20 f.).....	330	32
Latine (20 f.).....	321	318
Grain.....	414	413
20 dollars.....	1910	2008
10 dollars.....	950	1010
5 dollars.....	575	
50 pecee.....	2100	2080
10 florins.....	333	330

SICAV

VALEURS		Dernier cours		VALEURS		Emission		Rachet net		VALEURS		Emission		Rachet net		VALEURS		Emission		Rachet net	
Etrangers.																					
A.B.S.	530			Acelis	180 91	178 07	Prize-Amendement	38 44	38 44	Prv Amoscoms	20487 28	20487 28									
Alcan Nv Snc	410			Amgen	8809 93	8849 01	Priz-Cap	43 39	42 75	Probus	840 83	829 80									
Alcan Aluminat	77 25	77 50		Amphar	888 17	971 04	Protector	237 81	234 30	Quartz	125	121 85									
América Brands	238			Ancora	1132 24	1132 24	Prizefarm action C	847 88	827 20	Reveler		848 06									
Atlatina Mines	440			Atlatina	3075 48	3091 84	Prizefarm action D	828 28	808 08	Revoler	181 70	189 37									
Atlatina Mines	448			Austral	1085 26	1091 28	Prizefarm action E	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Chaparral Inc.	22790	22800		Autoc	1869 26	1901 08	Prizefarm action F	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Chaparral Inc.	111			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action G	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
C.I.L.	3 20			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action H	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Companys	775 765			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action I	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Dow Chemical	276 40	282 50		Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action J	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Flac	10 30	14 20		Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action K	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Flac (Bm Lant)	398			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action L	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Genest	868	828		Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action M	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Genest Holdings Ltd.	280			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action N	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Genest Holdings Ltd.	280			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action O	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Genest Holdings Ltd.	280			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action P	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Genest Holdings Ltd.	280			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action Q	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Genest Holdings Ltd.	280			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action R	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Genest Holdings Ltd.	280			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action S	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Genest Holdings Ltd.	280			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action T	817 88	800 08	Revoler	181 70	189 37									
Genest Holdings Ltd.	280			Autoc	172 47	159 42	Prizefarm action U</														

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

GEOT
 e choc des pro
 tures en stock
ULER
 CAS PEUGE
 EN PARIS SUSS

Les constructeurs français entrent dans l'ère de la qualité totale

Les équipementiers sont de plus en plus associés à la réalisation du véhicule

L'ouverture du 14^e congrès du PC chinois

Le socialisme est plus favorable à l'économie de marché que le capitalisme, estime M. Jiang Zemin

C'est en fanfare, aux sons de l'internationale, qu'a été ouvert, lundi 12 octobre, le quatorzième congrès du Parti communiste chinois. Le chef en titre du régime, M. Jiang Zemin, a longuement rendu hommage à M. Deng Xiaoping, absent, et annoncé l'abolition de la commission des conseillers, instance où les gerontes conservateurs bloquaient les réformes d'inspiration capitaliste du « Petit Timonier ». M. Jiang a toutefois exclu toute évolution vers le pluralisme politique.

PÉKIN

du correspondant

Une formule traduit l'esprit de la direction chinoise à l'heure de la succession d'après M. Deng : « Nous sommes convaincus que l'économie de marché est le cadre d'une société socialiste ». Le secrétaire général du PCC a énoncé cette formule sans explication sur quel elle était fondée. Puis il a passé les deux heures de lecture de son rapport à zigzaguer entre les écueils idéologiques parsemant la formulation de cette « théorie du socialisme à la chinoise » due à M. Deng, qui se figure désormais en tête des statuts du parti, au même rang que le marxisme-léninisme et la « pensée-Mao Zedong ».

« Camarades, c'est-à-dire pour conclure, le socialisme est un régime socialisme triompha certainement le capitalisme, c'est le sens général du développement historique », il a toutefois prévenu les mille délégués écoutant dans le

attendre les délégués du centième anniversaire de la République populaire, en l'an 1919, le premier congrès du parti.

D'ici là, tout est presque possible, dans l'expérimentation capitaliste, puisque, s'il est prouvé, grâce à Karl Marx, que la prise du pouvoir par le peuple est possible, en revanche, pour ce qui est de « savoir construire le socialisme (...), il faut, d'une façon générale, reconnaître que l'on doit creuser la question ».

Fort de ce constat, le chef du PCC a rendu un hommage appuyé à M. Deng pour avoir « su synthétiser la généralisation de l'expérience créatrice des masses, prendre, en véritable expert, le pouls de l'époque, en tirant le meilleur parti de ses possibilités ».

Le patriarche était absent, mais qu'il ait fait partie d'un groupe de vieux dirigeants « spécialement invités » mais trop faibles pour venir, il était pourtant présent dans la capitale chinoise : non loin du palais, à un grand carrefour, est apparue voici quelques jours une grande affiche montrant M. Deng, publiciste pour un nouveau film intitulé « Une initiative historique, qui raconte le voyage qu'il a effectué dans le sud du pays au début de l'année pour relancer les réformes ».

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

si serait formé, en un petit groupe de « Vieux Sages » autour de la personne de M. Yang Shangkun, le chef de l'Etat et le plus vaillant des octogénaires de la génération historique.

Le rapport prévoit donc une relance de l'économie, un taux de croissance officiellement de 6 à 8 %, un 9 % (en fait, il dépasse les 10 %). Une révision en conséquence du Plan quinquennal, adopté en 1991, de l'année. La réforme des prix, l'instauration d'assurances-chômage, la libéralisation du secteur financier, l'actionnariat et la privatisation de plusieurs secteurs, dont l'immobilier mais aussi le marché de l'information, sont désormais à l'ordre du jour.

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

La victoire de M. Deng n'est pourtant pas sans partage. Les

Le conseil national du Front national

M. Le Pen sera candidat à Nice aux législatives

M. Jean-Marie Le Pen a annoncé, au terme de la réunion à huis clos du conseil national du Front national, dimanche 11 octobre à Paris, que son parti présentera des candidats dans les 577 circonscriptions aux élections législatives. Le président du parti d'extrême droite ira lui-même à Nice.

M. Jean-Marie Le Pen n'est pas découragé du tout. Le président du Front national a affirmé devant les membres du conseil national qui se réunissent pour la première fois, dimanche 11 octobre, depuis le référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Le dirigeant d'extrême droite a estimé que son mouvement « a enregistré un succès remarquable avec la glorieuse défaite du « non » ».

M. Jean-Marie Le Pen n'est pas découragé du tout. Le président du Front national a affirmé devant les membres du conseil national qui se réunissent pour la première fois, dimanche 11 octobre, depuis le référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Le dirigeant d'extrême droite a estimé que son mouvement « a enregistré un succès remarquable avec la glorieuse défaite du « non » ».

M. Jean-Marie Le Pen n'est pas découragé du tout. Le président du Front national a affirmé devant les membres du conseil national qui se réunissent pour la première fois, dimanche 11 octobre, depuis le référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Le dirigeant d'extrême droite a estimé que son mouvement « a enregistré un succès remarquable avec la glorieuse défaite du « non » ».

M. Jean-Marie Le Pen n'est pas découragé du tout. Le président du Front national a affirmé devant les membres du conseil national qui se réunissent pour la première fois, dimanche 11 octobre, depuis le référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Le dirigeant d'extrême droite a estimé que son mouvement « a enregistré un succès remarquable avec la glorieuse défaite du « non » ».

M. Jean-Marie Le Pen n'est pas découragé du tout. Le président du Front national a affirmé devant les membres du conseil national qui se réunissent pour la première fois, dimanche 11 octobre, depuis le référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Le dirigeant d'extrême droite a estimé que son mouvement « a enregistré un succès remarquable avec la glorieuse défaite du « non » ».

SOMMAIRE	
DÉBATS	
Un entretien avec Yoshiyoshi Loh...	2
ÉTRANGER	
En tête à tête présidentielle...	3
Georgie : M. Chevardnadze a été...	3
La difficile organisation de l'armée...	4
Cameroon : la première élection...	4
Le pape à Saint-Domingue...	7
ESPACE EUROPÉEN	
Rencontre avec M. Mitterrand...	9
Stolpe : Tokyo se prépare à un...	9
La Tchétchénie entre Maastricht et...	9
POLITIQUE	
Lancement par MM. Mitterrand...	12
L'avenir de la Nouvelle-Calédonie...	12
SOCIÉTÉ	
A la mort spéciale...	14
La ZUP de Vaucluse-Vallée a connu...	15
Les traditionnelles reprochent à...	16
SPORTS	
Basket-ball : Muresan, le grand...	17
CULTURE	
Photographies : un Brésilien...	18
Théâtre : Les femmes mis en...	18
Arts : la collection Thyssen est...	18
Danse : Trois femmes au Québec...	18
ÉCONOMIE	
Uruguay Round...	21
La loi Sept sur la publicité...	21
L'ère de la qualité totale...	26
L'ÉCONOMIE	
Immobilier : le grand frisson...	29
Concession : la mise aux...	29
La revue de l'Agence...	29
Services	
Abonnements...	16
Annuaire classés...	22
Cartes...	26
Loto, Loto sportif...	17
Marchés financiers...	24
Météorologie...	27
Mots croisés...	28
Radio-télévision...	27
Spectacles...	20
La Mécanique du Monde...	3615
3615 LM	
Ce numéro comporte un cahier...	29
« Le Monde/L'Économie »...	29
Le numéro du « Monde »...	29
« Le Monde/L'Économie »...	29

CHINE : explosion d'un journal...

JAPON : un membre du gouvernement...

QUAND ON AIME

STEPHANE MEN'S DISCOUNT DE LUXE

18-19-20 novembre

3ème

Salon des Associations

Palais des Congrès - Paris

Le carrefour professionnel du monde associatif

Exposition, Conférences, Ateliers

Organisation : THEMATICA (1) 34 24 90 90

MODE, SOYONS "REALISTES"

Le luxe au prix du luxe, c'est inabordable...

RODIN

36, CHAMPS ELYSEES PARIS

DEVCOM 92

3ème

Salon des Associations

Palais des Congrès - Paris

Le carrefour professionnel du monde associatif

Exposition, Conférences, Ateliers

Organisation : THEMATICA (1) 34 24 90 90

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

Explosion dans le centre de Bordeaux...

nouveau

UNION EUROPÉENNE :

CES DEUX VOLUMES VOUS DONNENT TOUS LES DROITS

RÉPERTOIRE DE DROIT COMMUNAUTAIRE

DALLOZ

Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » :

un entretien avec M. René Teulade

« Les nouvelles médicales des dépenses de santé, les systèmes de protection sociale ne risquent pas d'exploser », déclare le directeur des affaires sociales.

Le Monde

Terence Conran prend sa revanche



L'excentrique homme d'affaires anglais, créateur des magasins Habitat, lance aujourd'hui à Paris une Conran Shop. Une façon de faire la nique à son ancien groupe, dont il avait été éjecté il y a deux ans et qui va mal.

page 31

Tohu-bohu dans le courrier express



Pour les grands de la messagerie internationale - UPS, Federal Express, TNT, DHL, - le marché européen ne tient pas ses promesses. Les uns se replient, d'autres fusionnent ou s'allient avec l'ennemi héréditaire, La Poste.

page 37

L'inévitable dévaluation du franc CFA



Le credo de la zone franc a été réaffirmé au récent sommet franco-africain à Libreville. Et pourtant, elle ne permet pas sa forme actuelle ni la croissance ni le maintien des grands équilibres : l'opinion d'Alain Bécart.

page 39

MODE D'EMPLOI 30
La carte routière en puce. Humeur, par Josée Doyère : La fête inaccessible. La cote des mots : Daal.
ACTUALITÉ 31 et 33 à 35
DOSSIER 32
Les zones de libre-échange.
PERSPECTIVES 36 et 37
Un entretien avec l'économiste japonais Yoshikazu Miyazaki.
OPINIONS 38 et 39
La chronique de Paul Fabre : Henry Kaufman : vers plus de réformes. Livres. Notes de lecture.
CONJONCTURE 40
L'emploi : incertitudes. L'Asie du Sud-Est : Une industrialisation inégale. La Malaisie : Le cinquième « dragon » ? Parfumier-cosmétiques : Essor ralenti.

L'ÉCONOMIE

Immobilier : le grand frisson



Après plusieurs années d'euphorie et d'envolée des prix, l'agence de quartier aux plus grands promoteurs. Jus- le marché sombre dans le marasme. Le retournement qu'ici le pire a été évité, les banques, lourdement impli- est particulièrement spectaculaire dans l'immobilier de quées, répugnant à s'engager dans une douloureuse bureaux, mais atteint l'ensemble du secteur, de la petite opération vérité. Mais pour combien de temps ?

Lire pages 34 et 35 les articles de Françoise Vayesse

Les moutons patagons de Benetton

L'arrivée en force de la firme italienne en Patagonie, royaume de l'élevage, a suscité des espoirs aujourd'hui déçus.

EL MAITEN (Argentine) de notre envoyé spécial

EFFICACE et rentable, c'est avec ces consignes que Benetton, l'entreprise la plus connue pour ses pull-overs et ses publicités « de toutes les couleurs », s'est lancée à la conquête de l'ar- blande de l'immense province de Patagonie, au sud de l'Argentine, la laine des moutons.

Sur cette terre légendaire d'élevage ovin extensif (on compte 13 millions de têtes pour l'ensemble du pays), les fermes, jadis pro- priétaires, agonisent à cause de la chute des cours de la laine sur le marché international.

« Nous ne sommes pas venus jusqu'ici pour prendre le thé », déclare, derrière son bureau en acier, Carlos Vivoli, directeur de l'estancia (grand domaine d'élevage) El Ma- iten, dans la province du Chubut, à 1 800 kilomètres au sud-est de Buenos Aires. « Nous avons une mentalité d'hommes d'affaires », dit-il.

Dans ce coin du monde désertique et glacé, baigné par des vents incessants, la société italienne a su se tailler un royaume. En 1991, Benetton a racheté, pour un prix gardé secret mais évalué à 50 millions de dollars (1) cinq immenses propriétés agri- coles - pratiquement les plus vastes d'Argen- tine.

Christine Legrand

Lire la suite page 37

(1) Un dollar vaut 4,90 francs.

La revanche de Pancho Villa

Le Mexique n'a pas attendu l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), signé le 7 octobre à San-Antonio (Texas), pour engager sa mutation économique.

TIJUANA (Mexique) de notre envoyé spécial

« **S** e sollicite personnel » (« en embauche »). Pour quiconque vient de l'autre côté de la frontière, du pays des pingos ou la question des jobs est de toutes les conversations, le panneau apposé sur la plupart des bâtiments de cette zone industrielle de Tijuana constitue une promesse surprise. En quelques années, cette petite ville située à une demi-heure de voiture de San-Diego, la première étape vers ce qui reste encore le rêve californien pour beaucoup d'immigrés clandestins aux États-Unis, s'est totalement métamorphosée.

Surtout connue pour ses bordels et pour avoir bâti sa première fortune sur la vente d'alcool aux Américains pendant la Prohibition, « TJ » est devenue une immense métropole de plus de 1 million d'habitants (la municipalité n'en avoue que 800 000), au développement totalement anarchique à en juger par les bidonvilles qui ceinturent la ville, par opposi- tion aux immeubles administratifs ultramodernes qui

se dressent sur la Zona del Río. Son entrée dans les temps modernes, Tijuana la doit surtout aux usines d'assemblage dont la création a été rendue possible en 1964 dans le cadre du plan Braceros, un programme du gouvernement mexicain autorisant ses concitoyens à séjourner provisoirement dans les États du sud et du sud-ouest des États-Unis.

Parallèlement, ce plan prévoyait la création d'un Programme de développement industriel frontalier visant le vaste marché américain et qui tirerait profit des avantages douaniers accordés par Washington aux pays les moins développés.

Cette disposition nouvelle (General System of Preference) permettait dorénavant l'importation au Mexique de pièces détachées confectionnées aux États-Unis, leur montage sur place puis leur réexpédi- tion de l'autre côté de la frontière moyennant des droits d'entrée gratuits, sans réserve de compteur une valeur ajoutée locale.

Serge Maré

Lire la suite page 33

Le purgatoire des banques nippones

Avec 1000 milliards de francs de créances douteuses, une Bourse fragile et un manque de fonds propres, les banques, au Japon, ne sont pas à la fête. Mais la restructuration est bien engagée.

TOKYO de notre correspondant

« **L** e pire est passé. La tempête financière s'est apaisée. » Toshiaki Suzuki, conseil- lier de l'institut de recherches Nomura est catégorique : il faudra trois ans aux banques japonaises pour redresser leurs comptes. Ceux-ci sont grevés, d'une part, par les créances douteuses accumu- lées durant la période de spéculation de la seconde moitié des années 80, d'autre part, par la dévalori- sation des actifs immobiliers qui servaient de garantie aux prêts.

Mais, au prix de sévères restructurations, les nuages amoncelés sur les banques n'obscurcissent pas l'horizon de l'économie japonaise.

Les réajustements en cours feront perdre aux banques japonaises un certain nombre de leurs avan- tages, liés à leur spécialisation et à leur appartenance à de grands groupes industriels. Confrontées au ren- forcement de leurs ressources et obligées de ren- forcer leurs fonds propres pour atteindre le ratio de solvabilité fixé par la Banque des règlements interna-

tionaux (1), elles devront, à l'avenir, jouer un jeu plus proche de celui de leurs homologues occidentales. En raison de sa puissance, la crise que traverse le sys- tème financier japonais a fait réfléchir l'étranger.

Depuis le début de la décennie, huit des pre- mières banques du monde, et un tiers des cent plus grandes, ont vu leur capitalisation, leur japonais. Leurs avoirs internationaux se chiffraient à 1 800 milliards de dollars (9 000 milliards de francs). Or aujourd'hui, les banques nippones se replient des marchés étrangers.

Philippe Pons

Lire la suite page 36

(1) La BRI a donné jusqu'en 31 décembre 1992 toutes les banques internationales pour respecter un certain rapport entre leurs fonds propres et leurs engagements, pondérés en fonction du risque. Ce rapport, dit ratio Cooke, ne doit pas être inférieur à 8 %. Il est actuellement d'environ 7,3 % pour les banques japonaises et ne peut que bénéficier de la remontée de la Bourse et de l'appréciation du yen.

La carte routière en puces


La fête inaccessible

Deal

D'une semaine... ... à l'autre

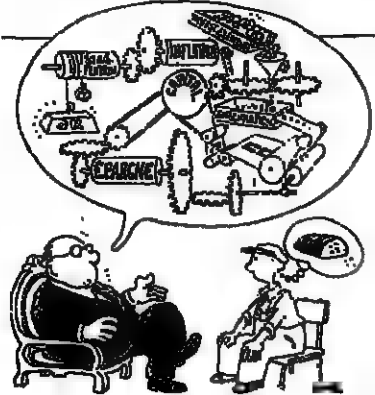
DES LEXIQUES BILINGUES

À partir de 75,00 F

 **HACHETTE**
Technique

DOSSIER

Les zones de libre-échange



De nombreux groupements aux sigles baroques (ALENA, MERCOSUR, CARICOM, ANZCERTA ou EEE) partagent aujourd'hui les continents, de l'Amérique à l'Asie en passant par l'Europe et le Pacifique. Avec un même objectif : constituer la zone économique la plus puissante en terme de population et de PNB. En février 1992, la CEE rapproche l'ALE pour former l'EEE : 360 millions de consommateurs. En août, les Etats-Unis rétorquent un formant avec le Mexique et le Canada une zone nord-américaine de 360 millions d'habitants. Parallèlement, le Mexique se rapproche du Chili, l'Argentine du Brésil.

L'évolution tranche avec deux décennies de « multilatéralisme », de recherche de développement des échanges mondiaux à l'azimut. Celui-ci n'autorise d'ailleurs les accords régionaux - contrairement au principe de « non-discrimination » - que sous certaines conditions. A la mode autour de 1960, avec le traité de Rome (1957) ou la naissance du Marché commun centre-américain (CACM), le régionalisme avait plutôt déçu. En Afrique ou en Amérique latine, tant que les ports sont révélés peu porteurs d'échanges, même n'ont existé que sur le papier. Deux éléments ont provoqué une relance décisive : le succès de la CEE, la conversion des Etats-Unis à l'approche régionale via l'Initiative pour les Amériques, de George Bush.

Mais le libre-échange s'est révélé plus à négocier à quelques-uns plutôt qu'à beaucoup. Il n'a fallu que dix-huit mois pour l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), moins d'un an pour l'accord Mexique-Chili. Ces régions risquent toutefois de se transformer en blocs, en « forteresses » commerciales si leur formation ne s'accompagne pas d'une ouverture sur le reste du monde. Tandis que les non-membres se sentent exclus, les participants adoptent une mentalité d'assiégés, voire d'attaquants. Sur le fond d'échec des négociations du GATT, en 1990 se profilent des guerres commerciales, par exemple entre Etats-Unis et CEE sur le soja ou le colza.

Dossier réalisé par Dominik Barouch

BIBLIOGRAPHIE

- Regional Trade Arrangements, Fonds monétaire international, 1992.
- « La résurgence des accords économiques régionaux », Bulletin de l'FMI du 11 avril 1992, reproduit dans Problèmes économiques du 11 juin 1992, La Documentation française.
- The Move Toward Free Trade Zones, 1991, Revue de la Banque de réserve fédérale de Kansas-City, reproduit dans Problèmes économiques du 2 septembre 1992, La Documentation française.
- Economic Prospects and the Developing Countries, Banque mondiale, 72 pages, 1992.
- Rapport sur le développement dans le monde 1991, Banque mondiale.

Quels sont leurs objectifs ?

Une zone de libre-échange se forme par un accord entre voisins qui s'engagent à éliminer les barrières douanières commerciales entre eux. On peut aller plus ou moins loin. Dans le cas d'une union douanière, les membres unissent aussi leurs politiques commerciales, et en place un tarif extérieur commun pour leurs échanges avec le reste du monde. La CEE va plus loin, en prévoyant l'harmonisation progressive des politiques économiques et, si le traité de Maastricht est ratifié, une véritable union économique et monétaire. La zone de libre-échange peut même comporter une politique d'intégration industrielle régionale. C'est ce qu'avait réalisé le Comecon, qui a disparu de facto au 1^{er} janvier 1991.

Le champ d'application peut varier aussi. Une simple zone de libre-échange exclut généralement les services (acier, textile, agriculture, voire industries culturelles). Et, dans certains cas, un accord peut inclure les services ou les investissements, aussi bien que les échanges de marchandises. Ainsi, l'accord entre les Etats-Unis et le Canada s'applique notamment aux services financiers et informatiques, au tourisme, à l'architecture. Plus audacieuse encore, l'ANZCERTA, entre le Pacifique, concerne les services, à quelques exceptions près, strictement énumérées. La Communauté européenne, de son côté, va jusqu'à la télévision et au routier, les télécommunications, l'audiovisuel, les services financiers.

Mais le libre-échange véritable impose également la suppression des restrictions para-tarifaires (subventions, formalités douanières, normes et marchés publics), les plus difficiles à éliminer. A cet égard, le Marché commun, créé en 1957, cité en exemple, ne sera vraiment « unique » que le 1^{er} janvier 1993, c'est-à-dire après l'abolition de la prime et des subventions, supprimées totalement depuis juin 1990. En revanche l'accord Etats-Unis-Canada prévoit d'harmonisation des normes que pour le secteur automobile.

Enfin la liberté du commerce dépend du respect de la concurrence entre les entreprises de la zone : un objectif du Marché unique européen est précisément de garantir celle-ci.

Quels avantages ?

Dans les pays industrialisés, le libre-échange suscite de nouveaux flux commerciaux, abaisse le coût des produits. Ce n'est pas le cas, toutefois, si les membres sont contraints de fournir auprès de leurs partenaires à des prix supérieurs aux prix internationaux : l'Espagne, adhérent à la CEE en 1986, a dû accepter, dans le cadre de la politique agricole commune, de surpayer les importations agricoles. L'équilibre obtenu dépend des droits de douane imposés aux Etats extérieurs à la zone. L'élargissement des marchés permet de réaliser des économies d'échelle, d'autant plus importantes que le niveau de vie des pays concernés est élevé. L'intégration régionale renforce la concurrence et permet une plus grande transparence du marché.

Le commerce interne a également doublé dans la CEE depuis sa création. Les résultats étaient comparables pour l'ALENA jusqu'à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE (en 1972). Les résultats de l'ANZCERTA (Australie-Nouvelle-Zélande) sont plus difficiles à distinguer des mesures de privatisation, de dérégulation et d'abaissement unilatéral des droits de douane intervenues en même temps dans les deux pays.

Dans les pays en développement, la réussite a été bien moindre : l'Afrique, qui a connu le plus grand nombre d'accords, déçoit aussi le record des zones morcelées (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, zone PTA en Afrique orientale (voir ci-dessous). Ces pays en espèrent une auto-suffisance alimentaire, une expérimentation de la « libération des économies d'échelle et surtout la substitution de productions « indigènes » aux importations.

Les accords associent des pays aux productions identiques et relativement peu diversifiées. Le commerce intra-zone ne s'est donc guère développé. Au sein du CACM (marché commun centre-américain) les exportations, après avoir fortement augmenté jusqu'en 1970, ont stagné ensuite avant de décliner. L'Association latino-américaine de libre-échange créée en 1980 a suivi une évolution comparable. Enfin entre les membres de l'ASEAN, le commerce est resté faible et une bonne partie est formée par un transit de marchandises à destination des pays développés.

Les conditions du succès ?

La réussite d'une zone de libre-échange suppose avant tout une entente entre les parties. Il n'est pas superflu de rappeler : en Afrique et en Amérique centrale, par exemple, les politiques entre les membres du libre-échange ont souvent entravé le commerce. Sur un plan strictement économique, le fonctionnement d'une zone ne peut être assuré que si la libération des échanges est assurée par des règles strictes, évitant les risques de perversion du système. L'automatisation des procédures est aussi un enjeu.

Dans les unions douanières, c'est la multiplication des exceptions qui ruine la constitution d'un tarif extérieur commun. Le CACM, par exemple, d'Amérique centrale, les dérogations concernaient l'importation de produits « nécessaires ». Dans les pays du Golfe il s'agissait des produits de luxe. Dans ce cas, la mise en place de mécanismes institutionnels, sur le modèle des institutions des Communautés européennes, permet de vérifier le respect des objectifs.

La zone de libre-échange doit aussi être protégée de l'extérieur par des règles strictes sur l'origine des produits, afin d'éviter que des pays extérieurs ne profitent d'accords bilatéraux avec un pays membre pour tourner les protections douanières établies par la région vis-à-vis du reste du monde - ce qui annule les avantages accordés aux pays membres.

Enfin un accord doit s'accompagner d'une harmonisation minimale des politiques macro-économiques, et plus particulièrement de la politique monétaire - et difficile - sur les chocs extérieurs comme la crise pétrolière de 1973 ou la crise de la dette dans les années 80 : selon des experts, le FMI, le marché commun américain (CACM) a plus souffert de ses pénuries en devises que des conflits militaires. Les premiers symptômes de la crise de la dette ont conduit au relèvement des droits de douane en 1981, même l'intérieur de la zone. Puis une mauvaise politique conjoncturelle a entraîné l'inflation à s'installer tandis que les membres restaient à l'arrêt. Le dollar, en hausse sur les marchés internationaux, a renforcé la compétitivité s'effondrant en entraînant le commerce régional. Pour l'ALENA, les Etats-Unis ont préché que les pays qui voudraient rejoindre les trois membres devraient satisfaire à certains critères macro-économiques, comme la maîtrise de l'inflation.

Quelle est leur évolution ?

Longtemps les zones de libre-échange n'ont été que des pays dont le niveau de développement était similaire. Changement radical de philosophie, le régionalisme nouvelle formule unit au contraire, sur une base bilatérale, des pays à des niveaux d'industrialisation différents. Un premier exemple : la CEE a donné avec l'élargissement à la CEE les pays méditerranéens (Grèce en 1981, Espagne et Portugal en 1986). L'association proposée récemment par la Communauté à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie en est un autre.

« Pour chaque milliard de dollars d'exportations, nous créons 20 000 emplois »

Charles Hill, représentant américain pour le dialogue lors de la conclusion de l'ALENA en août 1992.

En Amérique, George Bush s'est engagé dans la même voie en juin 1990, en évoquant, dans le cadre de l'Initiative pour les Amériques, l'idée d'un grand marché allant de l'Arctique à la Terre de Feu. L'accord signé entre les Etats-Unis et le Mexique illustre le principe de façon plus évidente : le PNB américain est près de huit fois supérieur à celui du Mexique. Les partenaires réunis, et le PNB total est presque le double de celui des Etats-Unis ou du Canada qu'au Mexique. Les industries américaines, l'extension de leur marché, peuvent y trouver la possibilité de délocaliser certaines activités dans un pays à main-d'œuvre bon marché. Le Mexique attend des emplois, des nouveaux débouchés et des transferts de technologie.

Mais la création de zones-continents pose le débat sur la constitution d'un « bloc » américain, face aux « blocs » constitués par la CEE ou le Japon (même si ce dernier ne fait pas partie formelle d'une zone de libre-échange).

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

tifs : union douanière et planification industrielle ; tarif extérieur commun ; avant 1991 (modifié en 1988 et remis en vigueur en 1989) ; d'une zone de libre-échange avant 1992, d'un marché commun avant 1993 ; harmonisation des exceptions d'ici 1995 ; harmonisation des politiques macroéconomiques. La zone a été retardée à plusieurs reprises. Population : 88 millions d'habitants ; PNB : 11 milliards de dollars.

devenue association de développement intégré en 1980, visant à instaurer le libre-échange, à développer une coopération économique, sur la base d'une liste de produits. Les tarifs de douane sont de 375 millions d'habitants, PNB : 1 milliard de dollars.

cales, douanières de contrôle des changes. Population : 190 millions d'habitants ; PNB : 492 milliards de dollars.

Afrique

• CEEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), créée en 1975 pour réaliser une zone de libre-échange et une union douanière ; harmoniser les politiques de développement ; favoriser la mobilité du travail et du capital. Les objectifs devaient être atteints d'ici 1990, mais leur réalisation est quasi-inexistante. (Population : 180 millions d'habitants ; PNB : 11 milliards de dollars).

Moyen-Orient

• CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE (CCG) : fondé en 1981, devant, sur le plan économique, assurer la coordination des politiques commerciales ; réaliser une union douanière. L'union douanière et le tarif extérieur commun, initialement prévus pour 1986, ont été repoussés à mars 1993. Population : 12 millions ; PNB : 155 milliards de dollars.

Asie

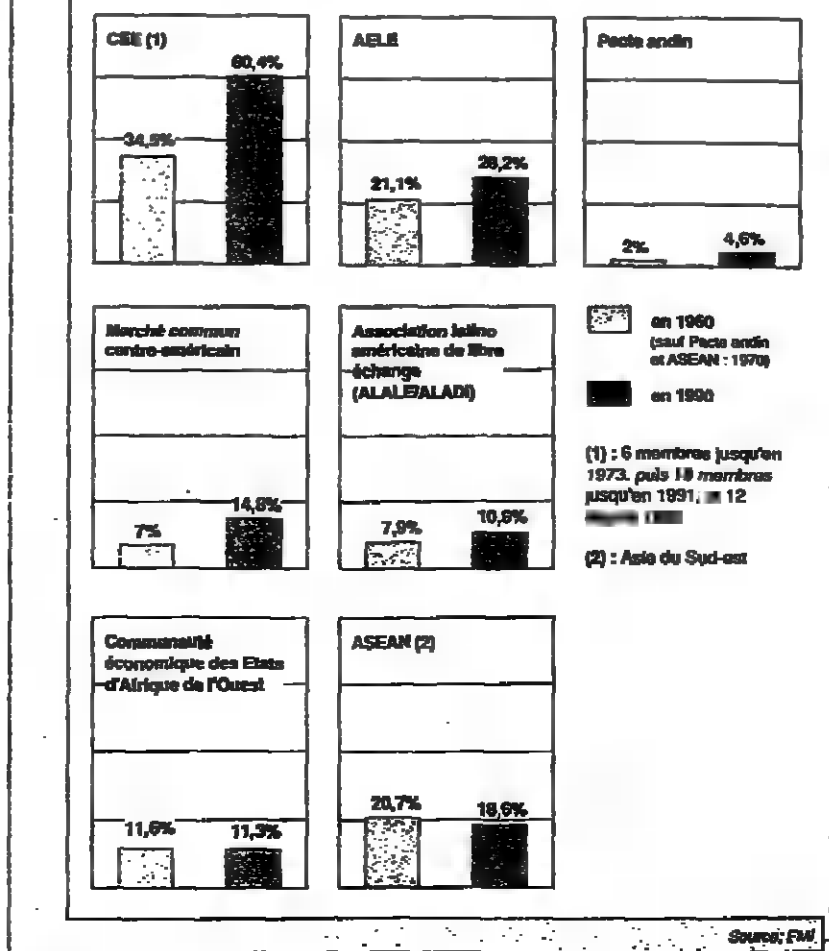
• ASEAN (ASSOCIATION DES NATIONS D'ASIE DU SUD-EST) : créée en 1967, pour assurer une coopération régionale ; matière industrielle (la politique commerciale) ; d'opérer une substitution aux importations extérieures. Population : 310 millions d'habitants ; PNB : 111 milliards de dollars.

Pacifique

• ANZCERTA (initiales anglaises de l'Accord commercial de rapprochement économique Australie-Nouvelle Zélande) : formé en 1983, modifié en 1988, mis en œuvre dans les délais prévus. Population : 20 millions d'habitants ; PNB : 340 milliards de dollars.

DES ECHANGES INÉGAUX

Exportations internes à la zone, en pourcentage



ACTUALITÉ

La revanche de Pancho Villa

Suite de la page 29

En 1972, le gouvernement mexicain décidait de ne plus limiter ses dispositions aux zones frontalières, mais de les élargir à l'ensemble des régions du pays, comme une « économie déprimée ». D'où la vive concurrence que se livrent, depuis, une demi-douzaine d'Etats pour attirer les firmes étrangères. Celles-ci viennent plus volontiers depuis la libéralisation générale de l'économie mexicaine, accompagnée par un vaste programme de privatisations. Les efforts récents de dispositions, accélérés par la perspective de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui vient d'être signé le 7 octobre dernier à San Antonio (Texas) après avoir été paraphé le 12 août précédent à San-Diego, ont été spectaculaires.

INVESTISSEMENTS En 1991, les investissements directs étrangers au Mexique ont doublé, pour atteindre finalement 9,8 milliards de dollars contre 4,7 milliards l'année précédente. Les maquiladoras essaient de présent dans tout le nord du Mexique, avec toujours une préférence pour la frontière avec la Californie, où se concentraient environ 80 % des 200 usines d'assemblage qui emploient un demi-million de salariés. Sans aucune exclusivité quant à la nationalité des partenaires américains, la majorité des cas (88 %), mais parmi lesquels se trouvent les plus en plus souvent les grands noms de l'industrie japonaise, taïwanaise et coréenne.

« Aux côtés de Honda, de Honeywell, nous avons, à Tijuana, des firmes asiatiques comme Hitachi, Sony ou Samsung », confirme Mme Yoko Miyai Watanabe, directrice régionale du Banco Mexicano de Comercio Exterior, le bras armé du gouvernement mexicain en matière d'investissements étrangers. « Avant d'en arriver là, nous avons passé plusieurs mois à leur expliquer les règles administratives, juridiques, fiscales, douanières en vigueur, y compris une législation du travail plus souple puisque nous avons ici

des syndicats « blancs ». Ce qui les a décidés, c'est aussi le fait que Tijuana, grâce à ses cinq universités techniques, dispose d'un important réservoir de personnel spécialisé, même si 75 % à 80 % du main-d'œuvre sont encore constitués de femmes », raconte-t-elle.

Alfonso Martinez Reyes, le directeur régional du BANCO-COMEXT, renchérit : « Nous avons quarante ans de conseils répartis dans le monde entier afin d'attirer les investissements étrangers au Mexique. Pour ma part, je coordonne les activités de quatre Etats mexicains où sont installées des maquiladoras assemblant des téléviseurs, des composants en plastique, des pièces de rechange. » M^{me} Watanabe souligne le soin qu'elle apporte à faire l'éducation de ses nouveaux patrons des maquiladoras, « parachutés de l'étranger. » « Je m'efforce de faire comprendre aux Japonais qu'il est inutile de s'obstiner à faire faire la gymnastique tous les matins aux employés. En revanche, les relations personnelles comptent beaucoup. Il n'est pas inutile de se souvenir du prénom du dernier-né d'une jeune ouvrière », explique-t-elle, ajoutant que, dans ce domaine, « les Européens ont le contact plus facile ».

« Lorsque nous avons inauguré l'usine, au printemps dernier à l'occasion de la Coupe de l'Amérique, où nous avions engagé un batteur, il a fallu faire venir l'installation de la presse à organiser une grande fête avec, bien sûr, beaucoup de mariachis. Tout le monde était très content. C'était important pour bien démarrer, surtout en présence de Marc Renaud, le directeur technique de Legris, la seule entreprise 100 % française installée à Tijuana, où elle monte des raccords instantanés.

« Nous aurons sans doute encore une main-d'œuvre moins chère à Ensenada, au sud de Tijuana, ou à Mexicali, plus à l'est, mais nous avons préféré installer ici l'infrastructure fonctionnelle bien où nous avons trouvé le personnel qualifié dont nous avons besoin pour la production en injection de plastique. Nous avons commencé la production en janvier dernier et nous employons maintenant trente-

cinq personnes et un seul expatrié, moi-même », indique-t-il.

REDEVANCE Les autorités mexicaines ont mis trois formules à la disposition de firmes étrangères : la filiale directe, la société de sous-traitance et enfin le shelter, une « société-abri » qui oblige à verser à une société mexicaine

française, laquelle charge

coûte 2 dollars l'heure par personne (charges sociales comprises), lesquels l'employé mensuel de 215 dollars environ, bien supérieur à ce qu'il serait dans le sud du pays. Grâce à cette maquiladora, Legris, qui possède aussi des installations à Singapour et aux Philippines, réexporte à bon compte ses produits aux Etats-Unis, où sa filiale locale détient déjà 10 % du marché américain pour

des articles.

Le shelter à la mexicaine, c'est aussi le système d'implantation choisi par Keith Zimmerman, le directeur de Whitney Blake, une petite entreprise de raccords téléphoniques du Vermont. Il a créé une maquiladora à Hermosillo, la capitale de l'Etat mexicain de Sonora, le plus automobile Ford a établi sa tête de pont, dirigée cette fois par le marché mexicain et non par la mère-patrie. « Nous avons commencé en 20 personnes en décembre 1989. A présent, nous effectifions 200 personnes et nous aurons réalisé 5,5 millions de dollars sur les 12 millions de chiffre d'affaires total attendu pour l'exercice 1992 », indique Keith Zimmerman.

Comme pour tous les investisseurs industriels au Mexi-

que, le facteur prix est déterminant. « Nous payons 1,99 dollar l'heure au shelter, qui prend là-dessus 95 cents pour sa propre gestion, le reste étant reversé au salarié pour son activité d'assemblage qui coûterait 1 dollar l'heure dans le Vermont. Le calcul est vite fait. » Ce développement constitue-t-il une menace pour les ouvriers américains ? Cet ancien élève de Point reconstruit dans l'industrie s'en défend. « Non seulement nous avons conservé les 150 employés de cette usine au Vermont, mais nous accroissons leur qualification. Au Mexique, ce sont des emplois sous-qualifiés. De cette façon, il fallait réagir très vite quand, à la fin des années 80, nos clients nous ont vus en train de dire : « Désolés, mais nous avons des propositions plus intéressantes en Extrême-Orient. » C'est alors que j'ai pris ma valise pour le Mexique. C'était un très bon choix. »

DÉLOCALISATIONS ? Tous ne sont pas d'accord, notamment les syndicats américains. Selon la centrale syndicale AFL-CIO, un demi-million d'emplois perdus viendraient s'ajouter aux 600 000 disparus des dernières années en raison des délocalisations et de la crise économique.

Après bien des hésitations, M^{me} Lynn Martin, secrétaire américaine à l'emploi, a admis que 150 000 jobs de cette nature pourraient disparaître sur une durée de dix ans. La division agricole de l'université de Californie avance, elle, le chiffre de 240 000 emplois perdus.

A l'inverse, l'Institute of International Economics escompte un gain de 325 emplois au cours des prochaines années après la mise en place effective de l'accord de libre-échange, tandis que le président Bush anticipe 100 000 créations d'emplois grâce à l'essor des exportations.

Le grand vainqueur de la bataille de chiffres intra-américaine reste le Mexique, qui à la fois sur 100 000 emplois créés par les effets directs de l'ALENA et sur un doublement à terme de son produit intérieur brut, lequel a progressé de 3,1 % en 1991.

De quoi donner le tournis aux gamins des haillons qui, agglutinés devant le poste-frontière de Tijuana, proposent, pour quelques piécettes, de nettoyer les pare-brise des milliers de voitures, quelques-unes aux allures d'épave, qui vont de l'autre côté.

Serge Mart



IL A FALLU DES MILLÉNAIRES
POUR APPRENDRE A VIVRE EN SOCIÉTÉ.
CHAQUE JOUR, AVEC L'ASSURANCE COLLECTIVE,
LA CNP SE BAT POUR QUE CHACUN
PUISSE EN PROFITER.



Vivre en société, c'est répondre
aux attentes de chacun.

de l'assurance collective auprès
des institutions de prévoyance,

groupe. L'Assurance Collective contribue
en améliorant la qualité de la vie sociale.
Chacun peut épargner ou être assuré
profitant des économies que permet l'apparten-
tenance à un groupe. Chaque jour la Branche
Groupe de CNP développe des techniques

mutuelles, des collectivités locales et territo-
riales, des entreprises et des établissements
financiers. C'est ainsi qu'elle donne depuis
1950 une prime de la Prévoyance.
Pour tout renseignement, appeler : 05.40.00.05.
CNP, le leader de l'Assurance Collective.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

Le rituel de San-Ysidro

SAN-YSIDRO
(Californie)
de retour envoyé spécial

Sagement assés sur les hauteurs qui surplombent le lit à sec de la rivière Tijuana, s'étendant la frontière avec San-Ysidro, la petite ville américaine où les chicaneros constituent désormais 80 % de la population, ils attendent, par grappes, que la nuit tombe pour se précipiter à l'assaut de la rive. Le compte est toujours le même : pour un clandestin arrêté par les voitures blindées de la police des frontières, deux compatriotes réussissent à fouler, à l'aube, la terre californienne. Avant d'effectuer un premier tour d'obstacles, l'autoroute I-5 qui conduit à San-Diego et où un panneau représentant une femme nue avertit l'automobiliste qu'il faut éviter d'écraser ces piétons arrivant partis sans baluchon.

Pour les agents de l'immigration américaine qui patrouillent nuit et jour le long de la frontière, les chicaneros depuis peu sur une quinzaine de kilomètres par un étrange mur haut, ondulé de 10 mètres de haut, ce sont des « étrangers illégaux ». Au consulat mexicain de San-Diego, on préfère les appeler des *indocumentados*, les « sans papiers », qui bien différent de la terminologie américaine qui fait d'eux des criminels, assure le consul général, Enrique Loeza.

Saint, un étrange rituel, plus de trois mille « sans papiers » empruntent chaque jour l'axe Tijuana-San-Ysidro,

devenu le point de passage le plus fréquenté d'un 3 500 km de frontière qui séparent le Mexique des quatre Etats américains (Californie, Arizona, Nouveau-Mexique et Texas).

Une entreprise qui comporte de nombreux dangers : les gangs mexicains n'hésitent pas à tuer pour le contrôle de l'émigration qui passe entre leurs mains. Quelquefois, de jeunes Américains armés de fusils de base-ball, s'offrent à une course de Mexican bashing aux yeux de ceux qui ont réussi à franchir le mur, en espérant déjouer les autres.

Rien n'y fait. Certains jours, le flot d'illégaux est tel qu'un habitant de San-Ysidro, exaspéré de voir la cinquième indocumentado à la journée traverser son jardin, situé à 200 mètres de la frontière, a pris son pistolet calibre 25. Derniers mois, les violences de tout ordre sont multipliées à la frontière, les patrouilles s'efforcent d'intercepter les représentants de la pègre mexicaine qui n'ont qu'un lointain rapport avec l'immigration économique.

Les incidents entre la police et les fréquents que le président Bush et son homologue mexicain, Carlos Salinas, ont dû consacrer à un problème de travail sur le renforcement des liens entre les deux pays. En attendant que les effets de l'accord de libre-échange et l'essor futur du Mexique contribuent à apaiser ces tensions raciales qu'économiques.

S. M.

Range

Quelle est
leur évolution ?

Le monde est en pleine évolution. Les technologies avancées, les nouvelles découvertes scientifiques, les innovations industrielles, tout cela contribue à transformer notre société. Les modes de vie, les habitudes, les valeurs, tout évolue. C'est une révolution silencieuse mais constante.

Pour chaque milliard de dollars d'exportations, nous créons 20 000 emplois.

C'est un chiffre qui montre l'impact économique de nos exportations. Cela signifie que pour chaque dollar que nous envoyons à l'étranger, nous créons vingt mille emplois supplémentaires.

Cela démontre également la force de notre économie et la capacité de notre pays à générer de nouvelles opportunités pour ses citoyens.

C'est une perspective encourageante pour l'avenir de notre pays et de notre peuple.

En continuant à soutenir nos industries et à promouvoir nos exportations, nous pourrions continuer à créer de nombreux emplois.

C'est notre responsabilité en tant que leaders et citoyens.

Ensemble, nous pouvons continuer à bâtir un avenir meilleur pour tous.

C'est notre engagement commun.

Ensemble, nous pouvons continuer à bâtir un avenir meilleur pour tous.

C'est notre engagement commun.

Ensemble, nous pouvons continuer à bâtir un avenir meilleur pour tous.

C'est notre engagement commun.

Ensemble, nous pouvons continuer à bâtir un avenir meilleur pour tous.

C'est notre engagement commun.

Ensemble, nous pouvons continuer à bâtir un avenir meilleur pour tous.

C'est notre engagement commun.

Ensemble, nous pouvons continuer à bâtir un avenir meilleur pour tous.

C'est notre engagement commun.

مركز الاموال

ACTUALITÉ



MINISTÈRE : LE GRAND FRISON

Les banquiers et les pro

Marchands de biens, banquiers, agences immobilières, notaires et entreprises du bâtiment. Encore le pire a-t-il été jusqu'ici évité. Les banques ont préféré tenir à bout de dont les conséquences auraient été catastrophiques pc

« LS mouraient tous... » De la petite agence au coin de la rue au promoteur le plus prestigieux de la place, en passant par les grandes banques et les compagnies d'assurances, aucun acteur de l'immobilier n'échappe aujourd'hui à la crise. Déjà, quelques uns ont tombés, les autres se recomposent, le tribunal de commerce s'active, les bilans ont été prononcés et, au moment des temps de crise, les effets

Les observateurs ont les yeux tournés vers les banques, le système, l'attitude desquelles dépend l'avenir : une une en en d'automne, elles ont subi des résultats en baisse, grevés par leurs imprudences immobilières. « Les banques ont joué aux apprentis sorciers », a-t-on pu se dire. Elles ont poussé au crime... Elles ont recommencé à faire des affaires, le plus impardonnable étant de ne pas avoir senti le retournement du marché, d'avoir dans l'immobilier de bureaux, de retrouver les stocks énormes sur les bras - les professionnels immobiliers du droit de l'immobilier financiers, coupables d'avoir prêté de l'argent sans précaution à des promoteurs des milliards de francs fragiles. Jusqu'à 100 % voire 110 % d'une opération, ils ont couronné.

Le dernier chiffre soulignant l'importance des engagements des banques sur l'immobilier vient du président du Paribas, M. André Lavy-Lang : entre 400 et 500 milliards de francs ! Un tiers du budget de l'Etat. Certes, il s'agit

leurs encours) de milliards de biens (1/3), en en prêteurs aux ménages - mais ont opté pour la « solidarité de la place ». Leurs s'en ressentiront pendant des années, compte tenu de l'ampleur de leurs provisions de l'immobilier.

Dans ce débat, l'attitude adoptée au début de juillet par le président du tribunal de commerce de Paris, Michel Rouger, a été décisive. Depuis quelques mois, les professionnels immobiliers commencent à affluer : dépôt de bilan, le 7 avril, de l'Agence Leandret, un des nombreux marchands de biens à avoir fait fortune pendant le boom ; reprise de Franck Arthur par Dominique Bouillon ; jugement judiciaire, le 23 avril, de Constructae... De « petites » affaires au regard de ce qui il est ensuite à traiter : il portait sur un patrimoine de 1 milliard de francs, mais en jeu cinq milliards de biens (dont l'un des plus estimés de la place) et une vingtaine de banques.

CAUCHEMAR • S'appuyant sur un article un peu oublié de la loi de 1985 traitant des faillites, qui menaçait de rendre judiciaire les marchés à l'immobilier et de rendre responsables du passif social d'une personne morale elle-même en règlement judiciaire, il mit sur une table les banquiers pour négocier un accord. Certes, ceux-ci devaient consentir un gros sacrifice, mais ils évitaient le pire : quelques jours plus tard, Kaufman & Broad reprenait pour une période de 350 millions de francs d'un

le « père » de la Défense, a cédé la mi-juillet à des investisseurs immobiliers 9 % du capital de son holding de tête, ce qui lui a permis de 10 % sa participation au sein de son groupe. Annonçant le 30 septembre des pertes « élevées » pour sa filiale foncière Lucia, il est contraint de se retirer sur la Défense et de faire appel à de nouveaux actionnaires.

RUMOURS • Il risque gros : au mois d'août, les rumeurs insistent autour de la vente de son maintien à la tête du groupe. Cette hypothèse était alors envisagée avec effroi. Christian Pellerin, un symbole, à la fois maître et valet, dans le milieu (lire ci-dessous). En attendant, les cotations de Lucia ont suspendues dans l'attente du verdict des actionnaires (la Défense des eaux de la BNP notamment).

Jean-Marc Oury, président de l'Immobilier Phénix, a également traversé une période difficile. A la

mi-août, il a annoncé un nouvel actionnaire pour son groupe de l'Assurances générales de France, pour 15 %. Pelage, autre

Vu l'importance des stocks et la morosité économique, les observateurs ne prévoient pas de reprise avant 1995.

grand nom de l'immobilier, vend un à un tous ses secteurs périphériques. Sous la houlette - mais pas sans la main - du Crédit lyonnais, insiste-t-on dans son entreprise, démentant ainsi un rumeur persistante. Le groupe vient tout juste de publier ses résultats consolidés pour 1991 : 188 millions de pertes après une provision de 177 millions pour un

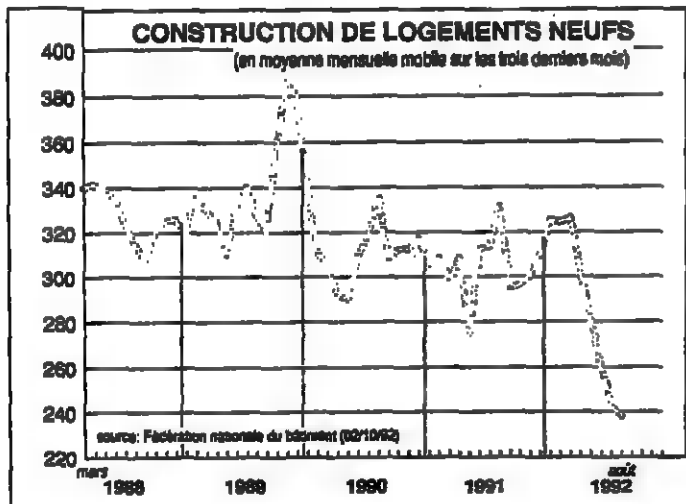
volume d'affaires de 5,3 milliards. Autre promoteur contraint de se renforcer : Copra a augmenté en mai ses fonds propres de 113,4 millions et une augmentation de capital, réalisée par les quatre grandes banques d'actionnaires. Les Nouveaux Constructeurs, un des derniers grands promoteurs indépendants, présidé par Olivier Mitterrand, a aussi augmenté ses fonds propres (qui ont été de 1 à 6) en émettant 100 millions d'obligations convertibles. Ce groupe est « collé » sur ses opérations de banques les plus difficiles de la capitale - la rénovation de l'ancien siège de Pochiney, un projet de 4 milliards - dont il détient 13 % des actions et 11 banques et du Groupement foncier français (également actionnaire à hauteur de 25 %).

Cette opération, mais aussi la perte de confiance de ses actionnaires (toutes les banques de la place), a poussé la Défense à le

patron du Groupement foncier français, Bertrand Balaesque : « Il faut 100 millions de pertes au premier semestre, il sollicitait les actionnaires pour améliorer son bilan... Après Didier Renaudin, parti en juillet de la Banque Worms, c'est la deuxième victime d'avergure de la crise.

Il est évident, mais ces groupes subissent une purge terrible. Selon la Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC), 7 000 emplois ont disparu d'ici à la fin de l'année. Car, si l'importance des stocks et la morosité économique ambiante, les observateurs ne prévoient pas de reprise avant 1995.

PSYCHOSE • Si l'immobilier de bureaux connaît une crise violente qui promet d'être longue, les dangers restent moins grands dans le secteur du logement car les besoins de Français sont loin d'être satisfaits.



que d'une estimation « à la louche », extrapolée d'une étude de la Commission bancaire portant sur trente-quatre banques datant d'il y a un an, mais elle donne le vertige. Les banquiers eux-mêmes ont mis du temps à réaliser l'ampleur du désastre. Tous sont concernés : le Crédit lyonnais (43 milliards de francs), la BNP (10 milliards), la Paribas (10 milliards), la Société Générale (28,9 milliards), Suez, La Hénin, Worms...

SOLIDARITÉ • Un jour a-t-il agité la profession : fallait-il faire une opération-vérité, couper les vivres aux promoteurs et marchands de biens, les pousser à vendre dare-dare leurs bureaux surabondants quitte à perdre le prix, pour « prendre ses pertes » rapidement une fois pour toutes ? Ou au contraire, fallait-il continuer à les soutenir, quitte à substituer à eux, à « porter » leurs biens (grâce à d'ingénieux montages financiers), à étaler sur plusieurs années les dites pertes ?

Jusqu'ici, la première formule - « à l'américaine » - a été écartée, elle risquait d'entraîner un « effet domino » (de contagion) dans tout l'immobilier : dépôts de bilan, pagaille, effondrement des prix, chantiers stoppés, bureaux vides de leur occupant, chômage massif du bâtiment... bref, un scénario catastrophe ! Entre les maux, les banques ont choisi le moindre. Triplement engagées dans l'immobilier - en tant que propriétaires, en tant que financiers et promoteurs (les 200 de

prix initial de 0,50 millions monté à 1 milliard après les indemnités d'éviction des occupants) un programme d'immobilier de bureaux qui avaient fait fortune les marchands de biens : celui de la Cité Berryer, à deux pas de la Madeleine. Michel Rouger a été contraint de vendre son bien, dont la vente tourmentait le milliard de francs.

Car la crise de l'immobilier d'entreprises a servi de déclencheur. « Collés » avec des centaines de milliers de bureaux de bureaux qu'ils ont ou ont trainé derrière eux qu'ils ne réussissent plus à écouler, ou sur de grandes opérations immobilières (les NMPP, la 50 avenue Montaigne, la rénovation du siège de Philips...), les grands promoteurs de la place sont brusquement passés de l'euphorie à la déception. La clientèle d'entreprise, inquiète, s'est volatilisée, notamment les étrangers, longtemps attirés par les beaux quartiers de la capitale (le fameux « triangle d'or »). Faute d'acheteurs, les prix des bureaux ont chuté - certains atteignant le chiffre de 20 % - entraînant dans leur sillage les loyers.

Endettés jusqu'au cou, les promoteurs ne paient plus leurs agios aux banques et ont commencé de se battre avec leurs actionnaires pour leur « recapitalisation ». Jusqu'ici, on n'a pas vu de dépôt de bilan tonitruant, mais on cherche à l'éviter. Mais, au sein des groupes, les tensions se font tribuer. Donc les rapports de forces changent. Christian Pellerin,

Chez Delta Air Lines, nous faisons tout pour que la qualité du service à bord soit réellement exceptionnelle. C'est peut-être pour cela que nous faisons voyager chaque année plus de passagers que les plus grandes compagnies aériennes anglaises, allemandes et françaises réunies. Venez découvrir une façon de voyager qui ne ressemble à aucune autre.



© 1992 Delta Air Lines, Inc.



rs et les moteurs serrent les rangs

res. notaires et entrepreneurs ont préféré tenir à l'écart les promoteurs plutôt que d'engager une opération vérité de type anglo-saxon tout le secteur. Mais combien de temps pourront-elles tenir ?

A court terme pourtant la crise fait à l'immobilier, la baisse, toute relative des prix n'ayant pas suffi à ramener des clients. A Paris, après avoir flambé, le prix du mètre carré dans l'ancien centre résolulement, gommant les gains des années 1989 et 1990. La chute à la bonne affaire devient un sport national ! Mais le marché n'est encore reparti : jamais les transactions n'ont été si nombreuses. A la spirale à la hausse s'est substituée une psychose à la baisse : les acheteurs temporisent en disant que les prix vont encore reculer. Les vendeurs - viscéralement attachés à leurs plus-values immobilières - refusent les prix trop bas et attendent une morale. Moralité, la machine est grippée. « Vendez, mais bien. Acceptez une décote de 10 % et placez l'argent en SICAV monétaires : dans un an, vous aurez récupéré plus de ce que vous attendez, vous risquez de vendre beaucoup moins

bien », conseille un immobilier convaincu, comme quelques autres, que la crise n'est pas finie en région parisienne. Car personne ne s'attend à une reprise du logement avant la fin 1993.

CADEAUX ■ Les acheteurs sont inquiets des perspectives économiques et de leurs conséquences sur leur emploi et/ou leur pouvoir d'achat. Ils hésitent à s'engager sur plusieurs années. En outre, malgré la baisse récente, le niveau des prix dans les grandes villes (notamment dans la région parisienne) reste vertigineux, combiné à des taux d'intérêt réels historiquement bas (7 % à 7,5 %). Quelle famille a encore les moyens de s'offrir une capitale à quatre-pièces (2,1 millions en moyenne dans l'ancien) ?

Les ménages craignent de ne plus être en mesure de payer des loyers que l'inflation a rendus plus élevés. Ils voient d'ailleurs leurs difficultés aggravées par l'attitude des

banques, de plus en plus réticentes envers les emprunteurs. Quand ils comparent le placement dans la pierre à d'autres (comme les SICAV monétaires), les investisseurs ne sont guère incités à acheter du logement. Ce qui contribue à l'assèchement du marché local et privé et pose un problème de fond : celui de l'accession à la propriété et de la location dans le privé, ne pouvant se tourner non plus vers les HLM (également confrontés à des problèmes), les

Français commencent à vivre une crise du logement.

Pour tenter de relancer le marché, les professionnels déploient des trésors d'ingéniosité afin d'attirer le chaland, résorber leurs stocks de logements neufs et maintenir la production. Car jamais, depuis 1975, les chantiers n'ont été aussi faibles (on est sur une tendance de 300 000 l'an).

Ils multiplient donc les « cadeaux », avec des bonheurs divers. Il y a un an, Kaufman & Broad avait fait sensation en offrant une Renault Clio pour chaque maison achetée, ce qui équivalait à une remise moyenne d'environ 3 %. Il vient de récidiver, avec une Espace, soit plus de 4 % de rabais.

D'autres proposent une cuisine équipée, la prise en charge du crédit-relais... Depuis quelques jours, ils offrent deux mois, Copra propose même un crédit au taux de 6,95 % aux acheteurs de

appartements, battant ainsi la Cogedim, qui propose 7,5 % ! Car le client est redevenu roi et négocie durement. Si bien que l'on assiste à des distorsions de plus en plus importantes entre les prix affichés par les vendeurs et les prix réels (de 15 % à 20 %).

Les agences immobilières, durement concurrencées par les particuliers de particulier à particulier (10 % du marché), commencent, elles aussi, à souffrir. Notamment, les agences « occasionnelles », qui avaient tenu boutique pendant les années folles de l'immobilier. Dans cette profession, aux structures demeurées vieillottes, où beaucoup d'indépendants travaillent encore dans leur coin, une nouvelle vague d'acteurs cherche à introduire des méthodes commerciales nouvelles (franchise, réseaux) et à améliorer la formation. Un autre métier, plus discret, est frappé par le gel du marché : le notariat qui subit la chute des transactions et réduit la voilure.

le haut de la profession, le promoteur reconnaît néanmoins que le prix moyen proposé est tombé de 2 millions en 1991 à 1,7 million. A toute chose malheur est bon : en réaction à la crise, la profession a engagé une nouvelle réflexion sur la qualité.

La province n'avait pas vécu les mêmes excès que la région parisienne. Globalement, elle pâtit du mauvais climat général, mais certaines villes font encore figure de dynamisme. A l'inverse, les régions économiquement dévitalisées ont un marché immobilier atone.

En amont, évidemment, le bâtiment souffre : sur les 700 000 emplois recensés à la fin 1991, on redoute 30 000 suppressions en 1992 et 50 000 en 1993. Sachant que l'entreprise moyenne dans le secteur (hors travaux publics) emploie dix personnes, un chiffre équivalant à la disparition de 3 000 entreprises cette année et 5 000 l'an prochain. Plus inquiétant, la Fédération nationale du bâtiment (FNB) commence à voir remonter des informations alarmantes sur les dépôts de bilan d'entreprises moyennes ayant depuis des années pignon sur rue et employant une quinzaine de personnes. Signe que c'est, désormais, le tissu industriel qui recommence à se défaire.

RECENSEMENT ■ La maison individuelle, rêve parait-il de nos Français, souffre particulièrement et voit ses troupes se réduire : 4 750 au lieu de 5 800 entreprises répondaient à l'appel du dernier recensement. Chez Kaufman & Broad, on affirme pourtant sentir des signes de reprise dans ce secteur. Mais il

Françoise Vayssé

Christian Pellerin une vedette menacée

Christian Pellerin, un des noms de l'immobilier de ces quinze dernières années, apparaît aujourd'hui comme l'un des promoteurs les plus menacés de la place : frappé de plein fouet par la chute du marché des bureaux, fragilisé par le scandale de la tour BP et par l'arrivée de la Société générale (pour lesquelles il est inculpé), ses heures à la tête du groupe semblent comptées. L'avenir de son entreprise dépend désormais de ses principaux actionnaires (la Générale des Bâtiments et son patron, Guy Delouany, et la BNF, présidée par René Thomas). Son talent, son « flair » légendaire, reconnus par ses amis comme par ses ennemis, ses multiples réussites risquent-elles de le sauver ? Les observateurs s'interrogent de plus en plus.

Quand qu'il le sache, le vent a commencé à tourner pour Christian Pellerin à l'automne 1988, lors de l'affaire de la Société générale : il a alors acheté et revendu 300 000 actions de la banque pour une plus-value d'environ 3 millions de francs. L'échec du raid, lancé sur la place publique, fit peser sur lui un soupçon de délit d'initié pour lequel il a été inculpé il y a quelques jours (le 11 septembre).

C'est en 1988 également, mais en décembre, que la tour BP a été achetée, point de départ d'une affaire qui a abouti le 17 janvier 1992 à l'inculpation de Christian Pellerin, accusé pour « complicité d'abus de biens sociaux et complicité de faux en usage ».

DES SUCCÈS ■ Dans ce contexte, la crise de l'immobilier tombe on ne peut plus mal : Christian Pellerin ne peut plus s'appuyer sur ses succès financiers pour défendre sa position. Comme beaucoup de ses pairs, il est lié à la tour d'une manière (Lucie) qui fait des pertes et il doit se tourner vers ses actionnaires pour récupérer l'argent au pot. « La baisse de ses résultats peut permettre à un conseil d'administration de liquider une entreprise que l'on

n'a jamais pu récupérer et qui vous envoyait aux pelotes », commente, laconique, un spécialiste, qui dépeint le promoteur comme étant un personnage ayant un « fort caractère, très autoritaire, voire si c'est un acteur extraordinaire ».

Plus de l'ordinaire, Christian Pellerin l'est sans aucun doute : pour preuve, le pari qu'il a pris en 1978 - à trente-quatre ans - sur la Défense, alors que personne n'y croyait. Le succès du quartier d'affaires - « le plus grand d'Europe » - fut le socle de sa légende. L'ancien patron de l'EPAD (l'établissement public d'aménagement de la Défense), Gérard de Sennerville, raconte dans un livre paru cet hiver (1) : la Sarl, que préside Christian Pellerin, a construit autour de la Défense environ un million de surfaces de bureaux aujourd'hui à la Défense. Ceci s'explique par un quasi-monopole, durant cette période, dans l'attribution des droits de construire dans le quartier d'affaires. A part la Grande Arche et la tour Voltaire, peu d'immeubles importants lui ont échappé.

Comment a-t-il pu obtenir ce quasi-monopole ? « Grâce à ses relations privilégiées avec les communes et le ministère de l'équipement », explique l'auteur. « Ses relations », le grand mot est lâché.

Elles sont nombreuses, influentes.

On imagine les rancœurs, les jalousies et les ennemis que ses succès lui ont valu. Homme riche et ne le sachant pas, brillant et séduisant ses interlocuteurs, donnant des fêtes somptueuses, Christian Pellerin - issu d'un milieu relativement modeste (son père était chef d'une petite entreprise) - a été présenté pendant des années comme le promoteur le plus dur de sa génération, souvent qualifié de « tigre ». Sa chute serait tout un symbole.

F. V.

(1) La Défense, le pouvoir et l'argent, de Gérard de Sennerville, Albin Michel.



PERSPECTIVES

ENTRETIEN

Les critiques d'un Keynes japonais

Pour Yoshikazu Miyazaki, économiste non conformiste et auteur à succès, le gouvernement japonais n'a pas pris la mesure de la crise qui, née de la libéralisation des marchés financiers, touche aujourd'hui tous les secteurs et tous les pays

C'est pas un livre à lire dans le métro. Et pourtant depuis parution en juin, la *Récession complexe* (Fukugo Fukyo) de l'économiste Yoshikazu Miyazaki a battu les records de meilleures ventes. En septembre, 230 000 exemplaires avaient été achetés. Un intérêt qui témoigne à la fois de l'inquiétude diffuse que suscite le ralentissement de l'activité économique dans l'opinion publique et du caractère

déroulant de la récession. Parce qu'il pronostiquait la crise avant que l'économie progressasse, le livre de Miyazaki a été qualifié de « livre du professeur ». Le professeur Miyazaki est sorti chez un éditeur, la conjoncture confirmait ses analyses. Professeur honoraire de l'université de Kyoto, Yoshikazu Miyazaki est l'un des économistes japonais les plus

non-conformistes. Récension complexe, connu des succès littéraires. Pourtant, et contrairement à beaucoup de ses homologues, il reste à l'écart des cercles du pouvoir, conservant, à l'égard du gouvernement, une grande indépendance d'esprit. Proche des économistes américains radicaux, comme Stephen Hymer qu'il contribue à introduire au Japon, le professeur Miyazaki, qui traduit

non-conformiste économiste de Cambridge Joan Robinson (qui établit notamment une synthèse des approches marxiste et keynésienne), ne se laisse d'aucune école. « La tâche des économistes n'est pas de plaquer des théories sur la réalité, mais d'essayer de comprendre et d'expliquer cette réalité de manière rationnelle. La difficulté est de trouver des hypothèses opératoires. Je pense que Keynes était vivant, il ferait de même », dit-il.

« L'économie est devenue une sorte de pot percé »

« La récession que traverse le Japon est due à la dépréciation des actifs qui a conjugué la demande, accentuée par la capacité de production excessive. Est-ce la seule que vous voyez en parlant de récession complexe ? »

« Il s'agit seulement du Japon. Le phénomène est combiné. L'économie américaine est entrée en phase de récession à la fin de 1990. L'économie japonaise un an plus tard. Puis viennent les crises de l'Europe de l'Ouest et du Nord. Le point commun de ces crises est la libéralisation des marchés financiers à partir du milieu des années 1980. Dans le cas du Japon, le gouvernement est longtemps resté optimiste et n'a pris, dernièrement, que des mesures qui remédient aux symptômes sans s'attaquer aux causes profondes du mal. La récession complexe actuelle ne peut être traitée comme celles qui sont provoquées par un simple déclin de la demande. »

« Pensez-vous que la politique suivie par le gouvernement japonais est la bonne ? »

« Je ne suis pas d'accord avec l'analyse du gouvernement. La relance par les investissements publics aura certainement un effet, mais le problème financier reste entier. Affaibli par l'ampleur de la chute des actions, le gouvernement a cherché avant tout à éviter la crise bancaire. Or il freine ainsi les effets de la libéralisation du système financier et trahit pour autant l'alternance

pour suivre, quel qu'en soit le prix, cette libéralisation à l'arrêter. Il est nécessaire, mon d'assumer les conséquences de la libéralisation qui conduit à une défection naturelle des banques et des établissements financiers.

« La bulle financière alimentée par les spéculations a eu un effet en spirale, l'augmentation de la valeur des avoirs se doublant d'un endettement proportionnel. »

« Par des mesures qui visent à éponger les mauvaises créances des banques, les autorités entament, en réalité, la capacité des banques à réformer et à assainir leur gestion. Je crois, en outre, que le gouvernement a pris conscience tardivement de ce qui se passait : il s'est longtemps obstiné à répéter que cette crise n'était qu'un ajustement conjoncturel. Ce n'est qu'en août qu'il a admis que la dépréciation des avoirs affectait l'économie réelle. Alors seulement il a accepté l'idée d'une « récession complexe ». Mais en tirant les conséquences. Ce qu'il faut appeler la « bulle financière », alimentée par les spéculations boursières et immobilières entre



1987 et 1989, a eu un effet en spirale, l'augmentation de la valeur des avoirs se doublant d'un endettement proportionnel. Le gouvernement pense qu'en faisant dégonfler la bulle, s'opère automatiquement l'ajustement entre les actifs et l'économie réelle. C'est oublier que le dégonflement de la bulle s'est traduit par un amoncellement de mauvaises créances non seulement dans les banques mais aussi dans les entreprises chez les individus.

« Il aurait fallu donner une réponse adéquate à chacun de ces problèmes au lieu de voler simplement au secours des banques. Compte tenu de l'existence d'un marché des capitaux désormais

sans frontière, l'économie nationale est devenue une sorte de pot percé dont on ignore laquelle importance est le trou. Nous nous trouvons dans une situation économique, qui n'est pas propre au Japon mais qui est mondiale, caractérisée par un excès de flux financiers par rapport aux besoins de l'économie réelle.

« Dans le passé, les phases de récession ont été l'occasion pour le Japon de se remettre en marche. Cette fois, l'économie japonaise sortira-t-elle affaiblie ou renforcée de la crise ? »

« Effectivement, les récessions provoquées par l'embargo

pétrolier début des années 1970, puis la valorisation du yen se traduisent par des transformations (amélioration de la productivité, économies d'énergie, etc.). Cette fois, planent néanmoins sur l'horizon des incertitudes. Au cours de la période de « bulle financière », les entreprises bénéficiant du financement bon marché ont pu investir dans l'automatisation (ce qu'on a appelé « révolution micro-électronique ») et la recherche. Mais désormais non seulement elles ne bénéficient plus de cette source d'argent facile, en raison de la stagnation de la Bourse, mais elles doivent faire face à la charge de rembourser les obligations avec souscription d'actions (qui autrefois leur permettaient de financer pratiquement tous les frais) qu'elles ne parviennent pas à convertir en raison précisément de la chute de la Bourse.

« Or, un tiers de la dette de souscription (soit 75 milliards de dollars) arrivent à échéance en 1993. Des maintenant se produit une hématémorragie de l'épargne (des fonds propres) des entreprises. Certes elles peuvent subir ce renchérissement du coût de l'investissement. Elles disposent d'outils perfectionnés mais dont le fonctionnement revient plus cher qu'on ne le pensait. Répercuter ces coûts sur les prix, à un moment où le yen se renchérit, risque de faire chuter les exportations. La pression de Washington pour une rectification du déséquilibre commercial ne laisse guère penser que le marché américain accueillera une augmentation des exportations.

« Voyez-vous l'économie japonaise arriver à un tournant ? »

« Les coûts deviennent plus élevés et posent de manière plus en plus cruciale pour le Japon la question des débouchés. Ce sont son grand casse-tête dans la décennie à venir. Il y a deux solutions : délocaliser ou perfectionner les usines (automatisation, etc.). La première solution suppose une désindustrialisation progressive du Japon, la seconde la multiplication de ces « ouvriers silencieux » que sont les robots (il y en avait déjà 210 000 au Japon en 1989, soit le nombre le plus élevé du monde). La délocalisation suppose des transferts de technologie vers les pays en voie de développement, ce qui peut contribuer à relever le niveau de vie des populations et par conséquent à traduire par la création de marchés. Ce n'est pas le cas des robots : ils créent plus de travail qu'ils n'en détruisent. Je pense que c'est dans la perspective de la première hypothèse que les industriels japonais s'intéressent tant à la Chine.

« Je pense que le Japon s'oriente vers un modèle de développement différent : à savoir les exportations de capitaux vers l'origine de plus de profits (dividendes, etc.). C'est le cas des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Actuellement, le Japon est dans une phase transitoire. S'il renoue avec une croissance forte, je pense qu'il passera rapidement à ce stade. »

Propos recueillis par Philippe Pons

Le purgatoire des banques nippones

Suite de la page 29

« Cette prudence est appelée à poursuivre au moins jusqu'à la reprise de l'activité économique. Pour l'instant, les banques doivent d'abord se ressaisir », estime Yoshio Suzuki.

Selon l'Institut Nomura, les banques et les divers organismes de crédit qui sont dans leur mouvance, ainsi que les compagnies d'assurances, ont près de 120 milliards de yens (4 800 milliards de francs) de créances garanties par des avoirs immobiliers. Les vingt et une plus grandes banques doivent faire face à une accumulation de créances douteuses ou non provisionnées évaluées à 100 milliards de yens - chiffre officiel - 150 milliards de yens (entre 320 et 1 200 milliards de francs). La moitié de ces créances est vraisemblablement irrécouvrable. A cela s'ajoute, l'étranger, un montant de 5 milliards de yens.

Ces créances douteuses se répartissent par tiers entre les différentes catégories de banques (voir encadré). Pour les city banks, elles représentent 1,2 à 3,6 % du total des prêts, de 15 % du total des prêts des trust banks, de 6 à 18 % des long term credit banks.

Le passif est également lourd pour les banques régionales, déjà affectées par la libre rémunération des dépôts : les mauvaises créances peuvent atteindre, dans leur ensemble, jusqu'à 20 % du total des prêts. Ce sont les banques les plus vulnérables des crises de liquidité.

Parmi les banques de prêt à long terme, Nippon Credit Bank et Long Term Credit Bank sont

dans une situation précaire. Globalement, le système bancaire japonais, les ressources nécessaires pour surmonter la crise. Tout d'abord, la remontée de la Bourse. La suite de l'annonce du plan de stimulation de l'économie, a donné aux banques l'oxygène. Mais c'est un remède fragile : si l'indice Nikkei tombe à 12 000 - il est actuellement aux environs de 17 000 - après avoir approché les 20 000 aux beaux jours du Kabuto-cho, - les plus-values latentes du portefeuille de titres détenu par les banques s'annulent, estimant les observateurs. Ce qui aggraverait considérablement les risques d'insolvabilité beaucoup d'entre elles.

Les plus-values existantes tentent cependant de liquider : la part des banques dans la capitalisation boursière est importante (de 13 à 14 %), aussi leur fauterait-il plusieurs mois pour réaliser leurs portefeuilles. En outre, leur solidarité avec des groupes cotés - qui par ailleurs leur assure la liberté de mouvement des banques - on estime que guère plus de 5 % des plus-values latentes pourraient être dégagées.

Les banques disposent d'importantes plus-values latentes en immobilier, un peu plus facilement réalisables malgré la mauvaise tenue du marché. Le patrimoine immobilier des vingt et une plus grandes d'entre elles est évalué à 18 milliards de yens - la suite de la dévalorisation de 30 % intervenue depuis mars 1991.

Les atouts des banques nippones tiennent surtout à la qualité de leur portefeuille commercial - les grandes entreprises qui ont

engagé d'énormes quantités de liquidités au cours des dernières années et disposent d'importants fonds propres - ainsi qu'à la solidarité de groupe dont elles sont assurées. Des solidarités qui peuvent être aussi étendues, comme le montre l'exemple de la maison de commerce d'Osaka, Itoman, société qui défraya la chronique pour « la pire affaire d'irrégularités commerciales depuis la guerre » à laquelle était mêlée la Banque Sumitomo : celle-ci vient d'imposer l'absorption

de Itoman par une société du groupe, Suikin Bussan, qui devra en fait éponger 400 milliards de yens de mauvaises créances. Au sein de ces groupes figurent aussi des compagnies d'assurance qui drainent l'épargne (les Japonais sont les plus gros épargnants du monde) et la remettent sur le marché, ou encore des banques qui financent collectivement les compagnies d'assurance. Elles effectuent les retraits assez solides. Leurs avoirs se chiffrent à

1 350 milliards de dollars. Mais leurs plus-values latentes sont également fondus : la croissance de leurs actifs s'est ralentie. Elles devraient néanmoins être en mesure de financer l'acquisition d'actions et d'obligations plus de 5 000 milliards de yens. 2 000 milliards seront affectés à la réorganisation des city banks.

« Réorganisation » Les banques, qui enregistrent des bénéfices d'exploitation dus en partie à la baisse des coûts d'intérêt, procèdent par ailleurs à des réorganisations internes. La crise actuelle leur apprend la prudence. Elles ont désormais l'accent sur la réduction des opérations plus risquées et sur la mise en œuvre de la troisième année consécutive, les city banks ont enregistré une augmentation de leurs profits de 31,5 %. C'est dans cet esprit aussi qu'elles réduisent leur réseau de succursales et leur plus circonscription de leur politique de prêts. Elles ont enfin, quoique de manière insuffisante selon les industriels, une politique de compression des salaires, généralement largement supérieurs à ceux des entreprises.

Les banques critiques dans l'objet de leur obstination à refuser de divulguer le montant exact de leurs créances douteuses. Une partie des prêts ayant transité par les établissements non bancaires dans leur réseau (sociétés de crédit), aujourd'hui faillite ou en difficulté, elles dans une zone d'ombre.

Cette absence de transparence aggrave la perte de confiance subie par l'ensemble du secteur financier et constitue l'une des difficultés de la mise en place de l'organisme chargé de racheter les biens immobiliers garantissant les prêts, prévu par le plan de stimulation économique. La valeur de ces biens ne représente plus aujourd'hui que 30 % de la valeur initiale, il faut, l'hypothèque des créances s'élevant à 200 milliards de yens, trouver 600 milliards pour amorcer le processus. On ne sait toujours pas qui fournira.

Ph. P.

L'épreuve de la concurrence

Le système bancaire japonais s'est développé sur le modèle américain de la spécialisation. À la fin du siècle dernier, les plus importantes banques japonaises étaient régionales, parfois de taille respectable, dont la spécialité était surtout le PME et qui finançaient des collectivités locales.

Spécialisées dans les prêts longs à la grande industrie, les long term banks qui représentent environ 10 % du crédit au Japon, ont vu leur part du marché se réduire au profit des city banks, plus proches du consommateur et de la diversification de l'épargne.

Une autre catégorie, la banques commerciales ou banques d'affaires, constituées par les trust banks, plus tournées vers la gestion de patrimoine. Directement en prise sur l'énorme épargne japonaise, placée en majeure partie en comptes à court terme, cinq d'entre

elles figuraient parmi les cinquante plus grandes banques mondiales. La déréglementation financière et l'internationalisation des affaires ont sensiblement modifié le paysage bancaire japonais. La spécialisation s'est estompée, avant une relative absence auparavant, d'autant plus que quelques acteurs étrangers réussissent à se faire une place sur le marché nippon. Dans un contexte de « bulle financière », les banques ont joué la croissance à tout prix au mépris de la prudence. L'assouplissement en cours, l'Etat devrait y apporter un correctif massif via le volet bancaire plan de stimulation économique du printemps 1992, milliards de francs annoncés mois dernier.

S. Gh.

PERSPECTIVES

AFFAIRES

Tohu-bohu dans le courrier express

L'heure est aux grandes manœuvres dans le monde très fermé de la messagerie internationale. Après une course effrénée à la taille, les « integrators » font une pause. On se marie, on s'allie, on se replie, ou encore on consolide son réseau

L'heure est aux grandes manœuvres dans le monde très fermé de la messagerie internationale. Après une course effrénée à la taille, les « integrators » font une pause. On se marie, on s'allie, on se replie, ou encore on consolide son réseau

Les sociétés de transport express se sont dès l'origine nourries des carences des postes. Créées dans les années 70, elles achèvent en un temps record - entre la fin de la journée et le lendemain matin - les paquets et colis (de l'ordre de 30 kilos par avion) jusqu'au domicile du client. Selon le même principe que Chronopost, à cette différence près que le petit messager français n'opère qu'à partir de l'Hexagone, alors que les « géants » du secteur disposent d'un vrai réseau international.

Le marché est difficile à estimer. Ajouter les chiffres d'affaires des quatre grands (72 milliards de francs pour UPS + 37 environ pour FedEx + 21 pour TNT + 12 pour DHL = 142 milliards de francs) ne donne pas une idée exacte : certaines ont des activités de transport de marchandises (avions, voire camions) ou même possèdent des compagnies aériennes, ce qui fausse les résultats. Seule certitude : la messagerie internationale est en progression constante, avec une croissance de l'ordre de 15 % l'an, selon DHL.

Au fil des ans, ces géants ont tissé leur toile en Europe, par l'acquisition de sociétés ou encore le développement de leur propre réseau. Mais ils se sont vite aperçus qu'il serait impossible d'y reproduire à l'identique le « modèle » américain ou australien. L'abolition prochaine des frontières douanières et la perspective de ses 320 millions d'habitants aiguisant les appétits, tous ont adapté leurs stratégies de conquête, avec plus ou moins de

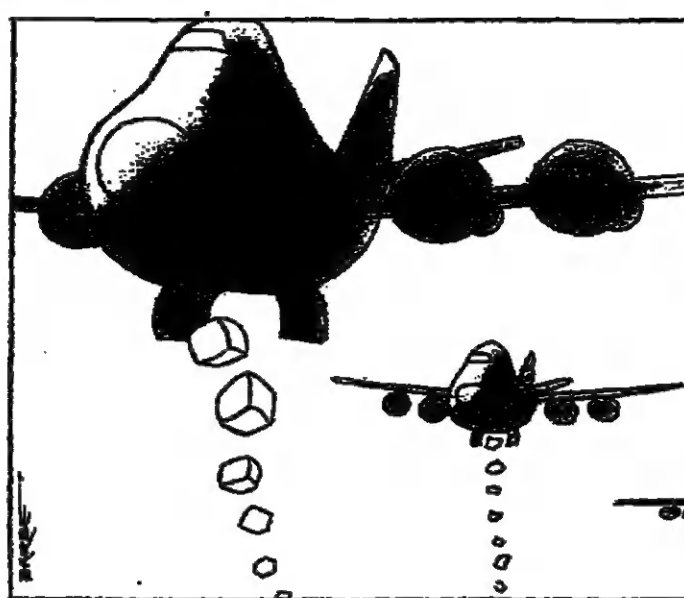
bonheur. L'échec de Fedex est le plus significatif. Le roi américain de l'express « overnight » - paquets enlevés en fin d'après-midi et livrés le lendemain matin - traite aux Etats-Unis 1,5 million de colis par nuit. Pour grandir en Europe, il s'est appuyé sur des infrastructures très coûteuses en préférant aux camions une flotte d'avions à partir de sa plate-forme aéroportuaire de Bruxelles.

ERREUR • « Nous nous sommes trompés en croyant, il y a dix ans, que l'Europe représentait un marché potentiel de trois millions de colis par nuit », reconnaît Marie-Pierre Rogers, directrice générale de Fedex en France. Le marché européen de l'overnight atteint aujourd'hui 150 000 livraisons, toutes sociétés confondues.

La société en a tiré les conséquences en mettant un terme, le 4 mai, à ses livraisons intra-européennes, la seule façon d'endiguer l'hémorragie financière. Au troisième trimestre 1991-1992 (décembre, janvier, février), les pertes d'exploitation hors des Etats-Unis se sont élevées à près de 2 milliards de francs pour un chiffre d'affaires d'à peine 3 milliards. Ces résultats incluent les frais de restructuration sur le Vieux Continent et les 6 600 suppressions d'emplois.

Aujourd'hui, Fedex limite ses activités sur le Vieux Continent à un service international à partir de sa base européenne (dont Paris et Lyon). Pour la messagerie intra-européenne, elle recourt à la sous-traitance. En France, c'est la SER-NAM, filiale de la SNCF, qui assure la distribution de ses envois express en provenance de 130 pays à l'exclusion de l'Europe, ainsi que l'emballage des paquets destinés à ces pays.

Fedex a décidé de se concentrer sur le transport aérien de marchandises, et sa spécialité, le service « overnight express ». Depuis le rachat de Flying Tiger, le mastodonte se targue d'être la première compagnie de cargo aérien au



monde (en tonne-kilomètre), devant la Lufthansa. Sur l'overnight express, Fedex, après avoir renoncé à ses ambitions européennes, souhaite maintenant développer son réseau en Asie, une région où la croissance est très prometteuse.

BOUFFÉE D'OXYGÈNE • TNT Express Worldwide - qui regroupe les activités internationales du géant australien TNT - est le principal bénéficiaire du retrait de Fedex, qui lui a délégué ses importations vers l'Europe. Ce sont autant de colis qui vont tomber dans l'escarcelle de la toute nouvelle joint-venture créée entre TNT Express Worldwide et cinq postes publiques - française, allemande, néerlandaise, suédoise et canadienne - baptisée Global Delivery Express (GDE) (le Monde du 21 mars). C'est une bouffée d'oxygène salutaire pour TNT limited, la maison mère qui cumule les déficits depuis deux ans. Pour la dernière année fiscale (1991-1992), avec une perte avant impôts de l'ordre de 150 millions de francs.

s'agit d'un très bon accord sur le plan strictement logistique qui risque d'être plus problématique au niveau commercial. Mais c'est un ensemble non négligeable qui montre bien que tout le monde s'affole et recherche des synergies.

ALLIANCES • Dans le jeu des alliances, les stratégies ne se ressemblent guère. DHL, le plus petit des quatre « géants » de la messagerie, a préféré, quant à lui, tomber dans les bras de deux compagnies aériennes étrangères. L'allemand Lufthansa et Japan Airlines ont acheté chacun 25 % de son capital. De son côté, la société Nippon Iwai, qui détenait 2,5 %, a porté sa participation à 7,5 %. Pourtant DHL ne connaissait pas les déboires financiers de ses grands concurrents. Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 12 milliards de francs en 1991, ses bénéfices ont dépassé les 600 millions.

Mais elle ne disposait pas d'une assise américaine ou australienne puissante pour passer en force sur les autres marchés. Bien que DHL ait été fondée par trois étudiants californiens (Dalsey, Hillblom et Lynn), elle s'est surtout développée dès 1976 vers l'international et l'Europe, où elle dispose d'un réseau de transport aérien à partir de Bruxelles. Ce fut aussi la première à s'implanter en Europe de l'Est à partir de 1983.

L'accord passé avec les deux compagnies aériennes consolide ses positions sur l'Europe avec Lufthansa, et sur l'Asie avec Japan Airlines. « Lufthansa, la première compagnie aérienne de cargo en Europe, peut nous apporter une expertise importante pour développer la part des colis, un domaine où elle a une meilleure connaissance du marché », note le PDG de DHL France, Gilles Garin. Aujourd'hui, DHL compte 55 % de son chiffre d'affaires en documents et 45 % en colis, soit 2/3

1/3 en volume. Or le marché du document semble arrivé à maturité, concurrencé par des systèmes de transmission comme le fax. En revanche, celui des petits colis qui ne dépassent pas 50 à 60 kilos, est en pleine expansion.

Reste le premier mondial, United Parcel Service (UPS). Il a choisi lui, une politique de rachat. Créé en 1907 à Seattle, le géant américain, qui pèse deux fois plus lourd que le numéro deux du secteur, Fedex, se concentre moins sur l'overnight express. Très puissant dans son pays, UPS s'est intéressé au marché européen au milieu des années 70. L'expérience d'une implantation ex nihilo en 1976 en Allemagne l'a découragé de faire de même dans les autres pays.

En 1985, la société s'est lancée dans une politique d'alliances et d'acquisitions tous azimuts. « Nous avons décidé de faire des joint-ventures avec les meilleures sociétés dans les différents pays européens », note Marc Wenger, PDG d'UPS France. Avec l'idée que les « locaux » seraient les patrons et qu'aucune affaire ne serait gérée en propre par les Américains. Progressivement, la très américaine UPS essaie de couper le cordon ombilical avec les Etats-Unis.

Tout dernièrement, la société annonçait avoir clos - du moins provisoirement - la liste de ses acquisitions en rachetant en juillet la société britannique Carriagist, la sixième depuis 1985. « Aujourd'hui, nous allons faire l'interconnexion de tous nos réseaux européens par avion ou par camion », note M. Wenger, et nous lancer dans l'europroduit.

Avec l'abolition des frontières et son solide réseau terrestre, UPS semble avoir de meilleures chances de réussir là où Fedex avait échoué.

Martine Laronche

Les moutons patagons de Benetton

Suite de la page 29

Conçues traditionnellement sous le nom d'« estancias des Anglais », elles occupent depuis la fin du siècle dernier les meilleurs pâturages, au pied de la cordillère des Andes. Un royaume de quelque 450 000 hectares, peuplé de 200 000 moutons de race mérinos, réparti sur les trois provinces de Neuquen, de Rio-Negro et du Chubut.

Un royaume qui, si l'on en croit les responsables locaux de la firme, n'est qu'une petite province de l'« empire » Benetton. « Benetton est le premier acheteur de laine du monde », affirme Carlos Vivoli. Les 500 tonnes de laine obtenues en Argentine - sur une production argentine totale de 57 000 tonnes - ne couvrent pour l'instant qu'une part infime de nos besoins. Outre le cheptel ovin, nous avons quelque dix mille vaches et nous souhaitons développer l'élevage.

LICENCIEMENTS • L'intérêt de Benetton pour l'Argentine et pour l'agriculture n'est pas nouveau. Depuis 1983, les Italiens possèdent une exploitation agricole à Balcarras, dans la riche province de Buenos-Aires : dix mille hectares consacrés à la culture de la pomme de terre. Sur le plan commercial, la firme possède un réseau de quatre-vingt-cinq points de vente. Elle a inauguré dans le centre de Buenos-Aires son plus grand magasin d'Amérique latine. Mais, en raison de la hausse des coûts de production en Argentine, la plupart des vêtements vendus dans ce pays sont importés du Brésil, et même d'Italie.

Au-dessous du 42^e parallèle, là où commence le Chubut, et jusqu'à la Terre de Feu, s'étend une zone dépourvue de fièvre aphteuse, ce qui devrait permettre, selon Carlos Vivoli, d'exporter sans problèmes la viande des troupeaux vers le Chili

et la Grande-Bretagne. Des maisons blanches avec des toits en tôle peints en rouge, des terres à perte de vue, une végétation aride de petits arbustes rabougrés : El Maiten est une estancia modèle de Patagonie. Dans le village du même nom, les quelque trois mille habitants semblent s'être résignés à la pauvreté.

La majorité de la population a vécu jusqu'à présent du travail à l'estancia et de la ligne de chemin de fer miniature du Old Patagonian Express, qui parcourt en quatorze heures les 400 kilomètres séparant Ingeniero Jacobacci d'Esquel, via El Maiten. Aujourd'hui, les employés du chemin de fer sont menacés de licenciement, car le petit train à vapeur qui transportait la laine n'est plus rentable. Benetton, pour sa part, acheminait sa production par camions.

Une des premières mesures des Italiens a été de licencier des dizaines de peons, jugés trop nombreux pour le travail. « Nos ouvriers sont bien payés : 350 dollars par mois pour dix heures de travail quotidien », se défend Carlos Vivoli. « Ils n'ont fait aucun investissement, se plaignent les gens du village, tant les kilomètres de barbelés à l'infinité. » Ces obstacles n'empêchent pas le vol de moutons, si important qu'on a du mal à connaître l'effectif des troupeaux. « Ils obtiennent la mainlevée première très bon marché, estime un petit éleveur voisin. Ils paient le kilo de laine environ 50 cents, alors que le prix du marché est de 2 dollars. »

DÉPÔT NUCLEAIRE • Cédées à la couronne anglaise en 1889 par le gouvernement argentin pour quatre-vingt-dix-neuf ans, les estancias rachetées par Benetton avaient été vendues en 1985 à trois grandes familles de l'oligarchie argentine. Beaucoup affirment qu'il s'agissait d'une vente fictive à des hommes de paille, car la concession venait à

échec. Après une époque de splendeur, au début des années 80, avec le « boom » de la laine, vendue principalement à l'Union soviétique, le filon de l'or blanc s'est épuisé et l'élevage a cessé de rapporter.

Un seul des domaines « anglais » n'a pas été racheté par Benetton : celui de Maquichao, 200 000 hectares dans le centre du Rio-Negro, une zone beaucoup plus sèche qu'El Maiten. Les propriétaires ont reçu plusieurs offres d'acheteurs étrangers. On parle de créer une réserve écologique ; mais la grande peur est de voir un jour les zones désertiques utilisées comme dépôt nucléaire.

La politique de Benetton fait l'objet d'une vive controverse en Argentine, car, après la toste, la laine brute est exportée vers l'Italie pour y être lavée et traitée. L'espoir de voir surgir de nouvelles sources de travail qu'avait suscité l'installation de la firme en Patagonie s'est évanoui. On prête à Benetton le projet d'exporter la laine brute, non plus vers l'Italie, mais vers une filiale du groupe, au Brésil, pour y être traitée, en raison du bas coût de la main-d'œuvre, ce qui suscite l'indignation de l'industrie textile argentine. Pour y répondre, Marco Gastaldi, porte-parole de Benetton dans le pays, a annoncé il y a trois mois que l'installation d'une usine de lavage en Patagonie n'était pas exclue.

Benetton estime qu'il faudra plusieurs années pour améliorer le rendement et obtenir une laine de qualité comparable à celle de la Nouvelle-Zélande ou de l'Australie. Traditionnel « grenier à laine », la Patagonie est victime d'un lent processus de désertification dû à une mauvaise utilisation des sols. Dans certains cas, il faut prévoir 5 hectares de pâturage par mouton.

Christine Legrand

LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LA SANTÉ FINANCIÈRE DE VOTRE PROCHAIN PROSPECT, PARTENAIRE OU EMPLOYEUR.



Une visite commerciale coûte cher. Alors il faut bien la préparer, bien savoir qui est votre prospect, quelle est sa taille, sa surface financière, son dynamisme, ses dirigeants.

Sur votre minitel, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés, nom du gérant, du PDG, des membres du Conseil d'Administration,
 - bilans et comptes annuels (SA et SARL),
 - chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net),
 - Renseignements sur les défaillances d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements.
- Vous pouvez aussi commander les extraits Kbis,

les copies de bilans, les états de privilèges, les engagements en crédit-bail, les recevoir sans vous déranger et les payer par Carte Bancaire.

Que votre prochain rendez-vous soit avec un prospect, un éventuel partenaire ou un futur employeur, préparez-le bien en consultant le 36.29.11.11 pour déjà découvrir votre interlocuteur. Vous gagnerez du temps et de l'argent.



36 29 11 11
INFOGREFFE

La source de l'information
sur les Entreprises

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE
1, quai de Corse 75181 PARIS CEDEX 04
Tél : (1) 43.29.06.75

مركزنا من لامل

CHRONIQUE ■ Par Paul Fabra

Henry Kaufman : vers plus de réalisme

À en croire Henry Kaufman, l'économiste bien connu des milieux financiers (d'ailleurs célèbre pour avoir, contre le sentiment général de Wall Street et des experts officiels, annoncé, dès le début des années 70, une hausse persistante des taux d'intérêt), les politiques économiques devraient devenir plus « réalistes ». Sur ce thème, il a prononcé une conférence à Washington, le jour où se tenait le référendum français. Cette coïncidence fortuite n'était pas sans ironie.

Sur deux ou trois points fondamentaux, le « réalisme » de l'éminent analyste (doublé d'un praticien) américain va à l'encontre des pratiques et des ambitions européennes. Or ce qui s'est passé depuis le 20 septembre apporte de l'eau au moulin du docteur Kaufman. La voie indiquée par celui-ci soulève cependant autant de questions qu'elle est censée en résoudre. Il restera encore à voir comment elle est susceptible ou non de s'accorder avec les propositions – et les promesses – faites par les candidats à la prochaine présidence américaine.

Là où l'on attend d'abord notre prévisionniste, sur la tendance des taux, il ne mâche pas ses mots. « Je crois que la politique monétaire peut contribuer davantage à la reprise. Il est tout simplement contraire à la vérité de soutenir que les taux ont tombé si bas [il s'agit des taux américains, bien entendu] que de nouveaux abaisséments ne changeraient plus rien. Cette manière de voir... ignore l'essentiel : l'activité économique ne se réveille qu'à la faveur d'une remise en ordre financière, et celle-ci, pour se produire, a besoin de taux encore plus bas. »

Le point culminant de l'ascension des taux fut atteint au premier semestre 1982, quand les banques portèrent leur taux de base (prime rate) à 21,5 %. « Avant d'en arriver là, dit Henry Kaufman, chaque nouvelle étape de hausse était généralement considérée, sur le marché, comme devant être la dernière... De ce point de vue, la situation actuelle se présente comme l'image inversée de celle qui prévalait à cette époque : chaque nouvelle baisse est aujourd'hui suivie par des déclarations péremptives selon lesquelles on a touché le point le plus bas. Or tel n'est probablement pas le cas : les taux d'intérêt devraient sans doute tomber à un niveau auquel on ne s'attend pas, avant qu'on ne revienne à des conditions financières et économiques normales. »

Un leitmotiv de Kaufman est l'avantage indirect qu'on peut attendre d'une détente des taux : une telle mesure, en soutenant les cours de Bourse, favorise les augmentations de capital par émissions d'actions nouvelles. Celles-ci ont été nombreuses sur le marché américain depuis quelques mois. Mais cela est encore très insuffisant. Le marasme actuel est caractérisé par le refus de prendre, au sens capitaliste du terme, des risques. C'est à cette circonstance que Kaufman attribue l'apparition d'une courbe fortement « positive » des rendements : taux à long terme situés très au-dessus des taux à court terme. C'est à tort, insiste-t-il (comme il a raison), que le haut niveau des premiers par rapport aux seconds est imputé à la persistance d'« anticipations inflationnistes ». Le vrai motif, selon lui, c'est une grande aversion au risque due à la crainte de l'avenir. Et de mettre les points sur les « i » : pas de renouveau économique en vue, aussi longtemps que prévaudra cette méfiance.

Or le préalable au retour d'une attitude plus positive face au risque, tant de la part du monde des affaires que de la part des ménages, c'est l'amélioration de leurs situations financières respectives. Pas de meilleur adjuvant pour y parvenir, que des baisses supplémentaires (nous sommes toujours en Amérique, ne l'oublions pas !) des taux. La boucle est apparemment bouclée. L'est-elle vraiment ?

Une première absence frappe dans ce raisonnement séduisant (et, pour une bonne part, convaincant) : aucune mention n'y est faite de la valeur extérieure du dollar. À partir du moment où la chute de ce dernier – puissant moyen pour soutenir une très faible conjoncture américaine via la stimulation des exportations – ne se traduit par aucun regain d'inflation aux États-Unis, pourquoi s'en préoccuper ? Tel semble être le point de vue dominant aux États-Unis, apparemment partagé par notre analyste.

New-York, pas plus que Washington, n'est disposé à entendre l'appel du reste de la communauté internationale (européenne surtout). Président le mois dernier le comité intérimaire du FMI, Carlos Solchaga, ministre espagnol des finances ainsi que Michel Camdessus, directeur général de cette institution, ont plaidé pour un abaissement des taux allemands sans diminution concomitante des taux américains.

En outre, la politique d'argent bon marché,

dont Henry Kaufman prône l'accentuation, n'a pas eu, jusqu'à maintenant, pour effet d'entraîner une plus grande propension des banques à prêter aux entreprises de taille moyenne malmenées par la récession. Une importante raison en est qu'elles disposent d'autres moyens, censés ne comporter aucun risque, pour encaisser des bénéfices, ce dont elles ont le plus grand besoin. Bien qu'en cours de redressement, leurs bilans restent défigurés par leurs excès passés : créances irrécouvrables sur l'Amérique latine, sur l'immobilier, etc.

Alors que les banques peuvent désormais se procurer des ressources sur le marché monétaire à 3 % et moins, elles se sont constituées de gros portefeuilles remplis de valeurs du Trésor rapportant autour de 7 %. Discrètement, le système de Réserve fédérale américaine (Fed) a favorisé ces investissements, en exigeant très peu ou pas du tout de capital de la banque acheteuse pour ses acquisitions de titres de la dette publique. La gestion de cette dernière s'en trouve facilitée. Mais qu'advient-il, demain, si les banques, pour faire face à une demande soudaine de crédits pour cause de reprise, devaient alléger leurs actifs ainsi immobilisés afin d'y accéder, comme c'est leur métier de le faire, des prêts aux entreprises ? Des ventes importantes de leur part ne provoqueraient-elles pas une dépréciation des valeurs du Trésor (réputées exemptes de risque) et donc une remontée immédiate des taux d'intérêt à moyen et long terme ? La renouveau économique que tant attendrait-elle à nouveau retardé.

Une chose paraît probable : le futur président des États-Unis, quel qu'il soit, sera tenté de pousser dans ce sens. Alan Greenspan, président de la Fed, dont la politique de baisse des taux passe pour favorable à la croissance (« pro-growth »), pourrait bien continuer à lui prêter une oreille complaisante. S'il devait s'en suivre une nouvelle baisse du dollar, quelles seraient les conséquences pour les économies européennes déjà largement soumises à de fortes pressions déflationnistes ? Le SME y résisterait-il ? Henry Kaufman aborde ce sujet. Dans quel sens ?

« Je pense, depuis un certain temps, dit-il, qu'une défense à tout crin du « mécanisme de change » (autrement dit : de la grille des parités du SME) serait une erreur et que les États-Unis auraient dû encourager les pays membres du SME à le suspendre, tant que subsisteront parmi eux des résultats économiques aussi divergents. C'est plus ou moins ce qui arrive sous la pression d'une crise des changes de style vieux jeu... »

« Je sais, ajoute-t-il, que beaucoup d'Européens ne seront pas de mon avis. Les partisans les plus déterminés du mécanisme de change se sont opposés à tout relâchement. Leur argument est que l'intégration européenne est si avancée que des politiques monétaires indépendantes parmi les différents pays membres ne sont plus possibles : que la France, la Grande-Bretagne, l'Italie ont partie liée avec la Bundesbank ; que les marchés financiers de ces pays anticiperaient une inflation plus forte si leurs monnaies respectives devaient être dévaluées vis-à-vis du deutschemark... » Je n'accepte pas ce raisonnement. Des dévaluations auraient cet effet si les économies européennes fonctionnaient à pleine capacité ; or c'est loin d'être le cas. Dans les circonstances d'aujourd'hui, les marchés obligataires n'ont pas à craindre de retombées inflationnistes. Une fois l'atmosphère de crise dissipée, il est beaucoup plus plausible que leur interrogation portera sur la capacité de tel ou tel pays européen à suivre une politique similaire à celle que mène, depuis deux ans, le système de réserve fédérale aux États-Unis... »

Parmi les autres recommandations (au futur président américain) faites par Henry Kaufman, figure encore, notamment, une grande prudence dans la politique budgétaire. L'annonce de nouvelles réductions d'impôts de caractère définitif se heurterait à une réaction immédiate et négative des marchés financiers. Mais l'austère analyste s'oppose avec la même vigueur au projet préconisé par Ross Perot d'une taxe sur l'énergie (notamment pétrolière). Il en résulterait une augmentation, particulièrement inopportune des coûts de production. D'une façon générale, « des mesures draconiennes pour réduire rapidement le déficit budgétaire seraient dangereuses... »

Pour qu'un homme aussi conscient des dangers du désordre financier en vienne à conseiller une telle circonspection (sur les finances publiques) et de telles facilités (sur la politique monétaire), il faut qu'il soit persuadé de la gravité de la menace déflationniste. À sa thérapeutique, il ajoute la nécessité de revenir sur les effets pervers de la déréglementation financière.



NICOLAS JUILBERT

LIVRES

La genèse de l'économie politique

Produit d'une érudition prodigieuse, l'ouvrage de Jean-Claude Perrot ancre la connaissance économique dans son cadre historique. On y apprend entre autres que l'association de l'économie et de la politique remonte à 1615

UNE HISTOIRE INTELLECTUELLE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, XVII^e-XVIII^e SIÈCLE de Jean-Claude Perrot. Ed. Ecole des hautes études en sciences sociales, 496 pages, 270 F.

PROFESSEUR d'histoire à l'université Paris-I et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Jean-Claude Perrot a rassemblé dans cet ouvrage quatorze études publiées de 1971 à 1990 dans des revues ou livres spécialisés parfois difficiles à trouver. Ces travaux de nature diverse – synthèses, recherches thématiques, biographies intellectuelles, bilan bibliographique – analysent par autant d'angles d'attaque différents la vie intellectuelle française des XVII^e et XVIII^e siècles sur tout ce qui touche à l'économie politique.

Produit d'une érudition prodigieuse, cet ouvrage trouve sa place dans les bibliothèques de tous ceux qui souhaitent comprendre la genèse de l'économie politique. Dans un premier chapitre introductif, l'auteur justifie sa propre démarche scientifique en situant le rôle de l'analyse historique des textes économiques par rapport à l'histoire des idées économiques. A une histoire de la pensée économique qui va rechercher dans les textes anciens l'émergence des concepts économiques pour mieux comprendre les théories modernes, il oppose l'histoire des textes anciens qui ancre la connaissance économique dans son cadre historique pour comprendre le travail savant, l'activité de connaissance elle-même.

MÉTIER ROYAL ■ Le lecteur ne devra pas manquer le deuxième texte, qui fournit une synthèse passionnante sur les auteurs des XVII^e et XVIII^e siècles. On y apprend que l'association de l'économie (science des affaires domestiques) et de la politique (science de l'État) apparaît en 1615 dans le *Traité de l'économie politique* de Montchrestien, dépassant ainsi la dichotomie antique.

A partir d'hypothèses d'universalité de l'intérêt privé et de la concurrence, Montchrestien débouche sur un art politique qui fait penser à la littérature contemporaine sur la régulation sociale (« mechanism design »).

« La meilleure prise qu'on puisse avoir sur les hommes, c'est de connaître les inclinations, les mouvements, les passions et les habitudes, en les prenant par ces anse, on peut les porter où on veut. » « C'est un grand art aux princes de savoir et pouvoir bien user de la vie et du service de leurs sujets... Les uns sont bien aises d'être employés à la recherche du gain, les autres à la quête de l'honneur. » Pour Montchrestien, la finalité du métier royal est l'utilité commune, l'utilité publique. On est ici bien proche de la problématique moderne et de l'économie politique. Comment « maximiser » le bien-être social sous la contrainte des comportements individualistes des agents économiques, auxquels il faut donner des incitations appropriées pour guider leurs comportements ?

RÉALITÉ ■ Que ce soit dans sa lecture détaillée des dictionnaires de commerce au XVIII^e siècle, dans son analyse statistique des sujets du premier dictionnaire d'économie politique en langue française, dans son étude des banques foncières au XVIII^e siècle, ou dans la lecture de la comptabilité des entreprises agricoles, Jean-Claude Perrot multiplie les remarques originales, à la lumière de sa gigantesque culture historique complétée par une profonde connaissance des textes théoriques modernes importants.

Il peut ainsi relier à la littérature moderne sur les anticipations rationnelles les réflexions de Necker sur les crises et observer que « Necker est sans doute le premier à rattacher la naissance de l'échange inégal à la disparité sociale de l'information ». Les prix n'ont pas chez Necker le caractère objectif et « naturel » qu'ils acquerront chez les classiques.

« Les prix sont un composé de réalité et d'imagination... expression qui trouve sa formalisation moderne extrême dans la théorie des taches solaires et des prophéties « autoréalisatrices ».

L'économie moderne souligne le difficile problème de la coordination des anticipations qui, pour beaucoup d'auteurs, justifie la nécessité de l'intervention publique. Dès 1775, Necker, à partir de ses réflexions théoriques sur la formation des prix quand l'information ne circule pas gratuitement et instantanément, comprend que « l'effet d'une habile administration est de se confondre en quelque sorte dans l'ordre naturel des choses, de manière que le main qui encourage, qui retient, qui répare, n'étant plus aperçue, on oublie ses services... ». Un an avant la *Richesse des nations* d'Adam Smith, référence universelle de la notion de main invisible qui harmonise socialement la compétition des intérêts individuels, Necker avait compris pourquoi les problèmes de coordination des anticipations exigent une discrète régulation sociale.

Le livre se termine par les bibliographies économiques de Condorcet et de Lavoisier, tous deux éliminés durant la Révolution. On se prend à rêver à ce qu'aurait été la science économique française au XIX^e siècle si ces deux génies avaient pu poursuivre leur œuvre. Ils auraient créé une école d'économie analogue à nos écoles d'ingénieurs. Combien de faux débats auraient été évités, combien d'idéologies de salon démasquées si la lucidité de Condorcet l'avait emporté sur la folie sanguinaire de 1794 ?

Méditons encore une des dernières réflexions de Condorcet publiée le 29 juin 1793 dans le *Journal d'instruction sociale* : « On a besoin d'enchaîner les hommes à la raison par la précision des idées, par la rigueur des preuves, de mesure les vérités qu'on leur présente hors des atteintes de l'éloquence des mots ou des sophismes de l'intérêt. »

Jean-Jacques Laffont

NOTES DE LECTURE

LES POLITIQUES FAMILIALES de Michel Messu. coll. « Le social en acte », 146 pages, 85 F.

Le pluriel est trompeur. Le livre retrace, en fait, l'histoire de « la » politique familiale en France : comment l'État y a été amené à s'intéresser aux familles et comment s'est formé le système d'aide actuel.

Dès le début, les débats ont été marqués par les préoccupations natalistes, sous le signe de la lutte contre la « dépopulation » et de l'aide aux familles nombreuses, qui auraient été victimes d'une « conspiration » au cours du dix-neuvième siècle. « Familiaux » et natalistes ne s'entendent pas pour autant. À leurs divergences s'ajoutent les préoccupations patronales (fixer et discipliner la main-d'œuvre), qui expliquent la méfiance durable des syndicalistes et des socialistes.

Le système familial actuel s'est mis en place dès les années 20-40, avec l'attribution d'allocations d'abord dans la fonction publique, puis la généralisation des « caisses

de compensation » patronales. Le Code de la famille de 1939 contient déjà les principes généraux des allocations familiales, des avantages fiscaux et de la protection de la famille qui seront développés après la Libération. La loi Gonnat de 1942 ne fera qu'ajouter la reconnaissance d'un mouvement familial chargé de responsabilités nationales, préfigurant l'UNAF d'après-guerre.

L'âge d'or de la politique familiale, après 1945, où 50 % des dépenses de protection sociale vont à la famille, durera peu : le taux des cotisations baisse et les allocations ne suivent pas l'évolution des salaires. Le « néo-natalisme » des années 70 n'y changera rien ; en revanche, à partir de cette période, les préoccupations sociales (renforcer les aides aux familles en difficulté) prennent de plus en plus d'importance.

Mais l'analyse tourne court avec la période récente, en gros depuis l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand. Est-ce parce que les socialistes, qui avaient commencé par relever fortement les prestations familiales, ont peu à peu

abandonné toute ambition et surtout toute imagination en ce domaine ? Encore eût-il fallu le dire – et l'expliquer – et situer les nouveaux enjeux.

G. H.

L'ÉTAT DU MONDE (édition 1992) La Découverte, 636 p., 149 F.
L'ÉCONOMIE MONDIALE 1992 du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). La Découverte, coll. « Repères », 128 pages, 45 F.

La douzième édition de *L'état du monde* se présente comme une véritable base de données pour 1993. Six grandes parties cette fois : 1. Questions stratégiques ; 2. États et ensembles géopolitiques ; 3. Conflits et tensions ; 4. Tendances ; 5. Dossier ; 6. Statistiques mondiales.

Comme dans chaque livraison, un dossier est présenté : il est consacré cette année à « la nouvelle donne de l'économie mondiale ».

Sur ce même sujet, on trouvera, dans un petit livre qui sort chez le même éditeur, un travail du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Les études portent notamment sur les difficultés des pays riches.

Les « améliorations timides et inégales » des pays en développement, les inquiétudes de l'Europe centrale et orientale, le système financier et ses « rreurs », les écueils de l'Uruguay Round, l'Europe après Maastricht, la compétition technologique et industrielle.

P. D.

HOTEL DU RHONE
GENEVE
Parce que
sa situation
est idéale.
TEL (41 22) 731 98 31
FAX (41 22) 732 45 58

OVA'O
Stratégie et développement de marque
Bude de positionnement
Expertise et dépôt juridique
Création de nom de marque
Création d'image de marque
Lifting d'image institutionnelle
Développement de produit
Création packaging et design volume
TEL (2) 40 28 00 82

OPINIONS

Politique monétaire

L'inévitable dévaluation du franc CFA

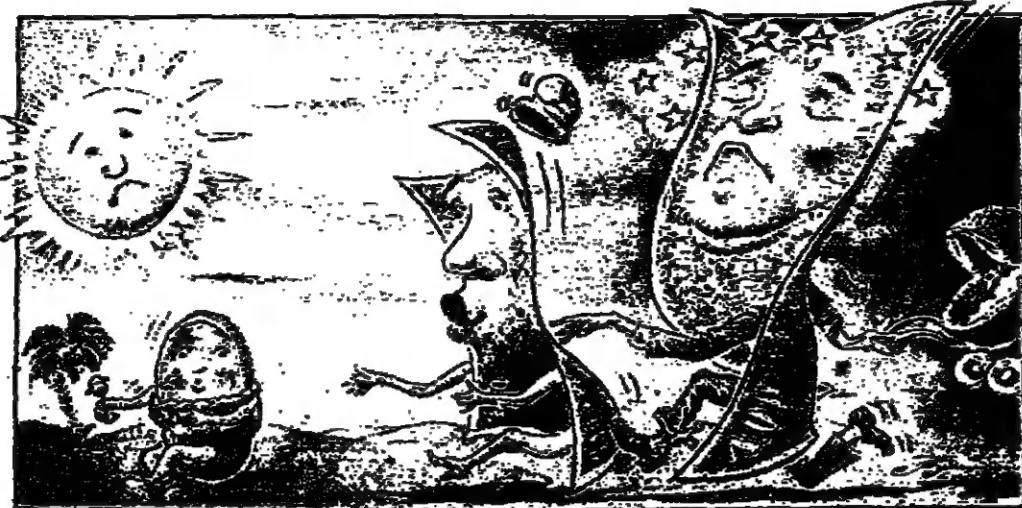
Que reste-t-il en pratique de la zone franc africaine (ZFA)? Une politique monétaire commune qui n'a permis ni un développement économique et commercial ni un maintien des grands équilibres. Tôt ou tard, il faudra dévaluer le franc CFA : autant le faire de façon ordonnée, en liaison avec l'Europe, plutôt que de laisser éclater la zone franc. Dans l'immédiat, les chefs d'Etat africains, réunis à Libreville du 5 au 7 octobre, ont réaffirmé leur attachement à la parité actuelle.

par ALAIN BÉCART (*)

LA situation économique de la zone franc africaine est particulièrement préoccupante et rien ne laisse entrevoir de solution simple aux deux problèmes qui remettent en cause son existence : l'intégration régionale est restée embryonnaire, le développement est arrêté.

La ZFA constitue une expérience originale d'intégration par la monnaie. En Europe, l'union monétaire était un objectif ; en Afrique, au contraire, elle constituait un moyen. Les fondateurs des deux unions monétaires africaines (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale) ont cru qu'entre les pays membres le dialogue serait assuré par les institutions monétaires communes, la coopération par la politique monétaire, et la solidarité par la compte d'opérations. Et, sur cette base monétaire, il était prévu de greffer des institutions régionales, en particulier dans les secteurs bancaire, financier et commercial.

Mais toutes ces formes d'intégration ont échoué, si l'on excepte la pratique commune de la politique monétaire. En 1991, il n'y avait pas plus de 12 % du commerce extérieur des pays de l'Afrique de l'Ouest qui se réalisaient dans l'union et à peine 3 % en Afrique centrale. Jamais les différences entre les pays n'ont été aussi grandes. Les équilibres macroéconomiques ont disparu et la croissance s'est arrêtée. Après la période faste des années 70, et ses dépenses immodérées, les chocs conjoncturels qui ont marqué les années 80 ont totalement désorganisé la régulation par la monnaie. Probablement parce qu'elle était fragile en raison de l'absence de rigueur dans la création monétaire. Certainement parce qu'elle n'était pas soutenue par la politique budgétaire, particulièrement laxiste. Aux déficits budgétaires sont venus très vite s'ajouter les déficits extérieurs et leur corollaire, l'endettement, qui en 1991 était estimé à plus de 30 milliards de dollars, soit environ 10 000 milliards de FCFA (1 dollar = 300 FCFA environ et 1 FCFA =



0,02 F). A partir de 1986, les déséquilibres macroéconomiques ont conduit, toujours par le simple jeu des règles de la ZFA, à une réduction progressive, mais massive, des crédits publics et de la demande interne.

Les importations se sont ralenties, et avec elles les investissements et la croissance. Très vite, sont apparues les demandes de rééchelonnement des dettes internationales, qui peu à peu ont réduit la marge de manœuvre des pays sur les marchés financiers, par ailleurs beaucoup moins dynamiques, et les arriérés de paiement ainsi que les créances douteuses qui ont ruiné les systèmes bancaires de la ZFA.

Instances régionales

Aujourd'hui, le constat est clair. La ZFA, dont le but était de limiter les risques, et ainsi de créer un climat de confiance favorable à l'investissement et au développement, a en fait réintroduit ces risques à un niveau très élevé : risque de change lié à la surévaluation du FCFA par rapport au franc français, risque de non-transfert, dû au manque de liquidité des banques, et enfin risque d'inconvertibilité, en raison de la situation économique catastrophique dans tous les pays. Ces trois risques ne sont couverts actuellement que par l'aide financière massive

hors convention « zone franc » de la France, qui supporte donc seule la poids de la solidarité.

Dès 1986, mais surtout depuis 1989, des mesures ont été prises pour transformer la ZFA, sans toutefois modifier son fonctionnement fondé sur les deux choix initiaux : le taux fixe et la convertibilité illimitée du FCFA assurée par la France. Pour l'essentiel, il s'est agi de chercher une solution aux deux problèmes économiques majeurs – les déséquilibres macroéconomiques et l'arrêt de la croissance – dans une accentuation de l'intégration : restructuration du système bancaire, libéralisation en particulier de la politique monétaire, création d'un véritable marché financier permettant de mobiliser l'épargne locale, souvent réfugiée à l'étranger et d'attirer les capitaux étrangers, et surtout harmonisation juridique. Apparemment, il s'agit d'expérimenter une forme inversée de la « subsidiarité » : ne pas faire au niveau national ce qui pourrait être réalisé à l'échelon communautaire, et pour cela créer des instances régionales de décision.

Mais ces réformes nécessaires, qui vont encore accroître l'endettement, devront également s'accompagner d'une politique économique plus rigoureuse qu'auparavant pour restaurer les équilibres, ce qui est en cours, mais aussi la compétitivité des productions africaines. Il ne s'agit plus maintenant de contrôler la hausse des prix, mais de diminuer

leur niveau afin de faire baisser les coûts de production et orienter les ressources disponibles vers des emplois plus efficaces. Comment imaginer dans les conditions sociales, politiques et économiques de l'Afrique d'aujourd'hui qu'un tel projet puisse aboutir?

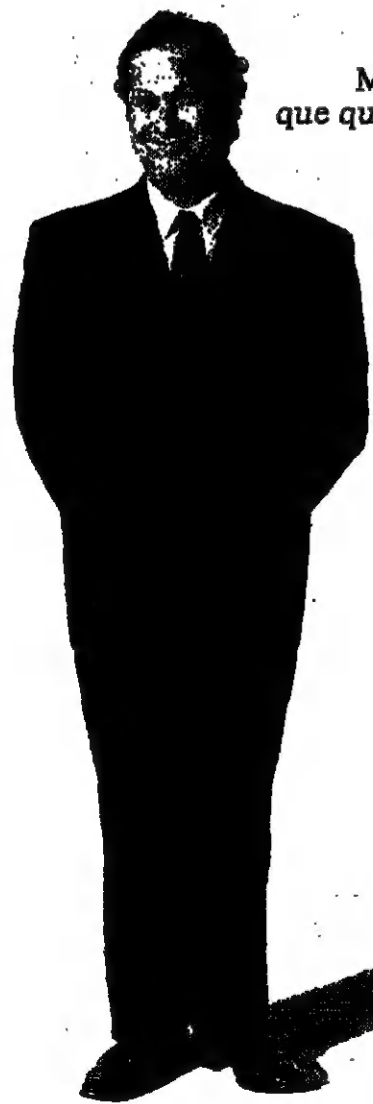
La poussée démographique incontrôlée et la formation inadéquates conduisent à une déstructuration des sociétés. Politiquement, la démocratisation en cours, bien tardive, fait apparaître des besoins individuels et collectifs hors de proportion avec les possibilités et surtout avec la rigueur nécessaire. Economiquement, l'activité est arrêtée et la seule énergie qui se manifeste est orientée vers les marchés et circuits informels qui, par définition, échappent à tout contrôle. De son côté, la France pourrait-elle longtemps supporter le poids financier de la réforme? Les échéances européennes soulèveront bientôt la question de la zone franc : dans la situation actuelle, il est vraisemblable que le statu quo ne pourra être maintenu lors du passage à la monnaie unique.

Dès lors, les deux scénarios les plus probables conduisent à la disparition inéluctable de la zone franc africaine dans sa forme actuelle. Soit, constatant l'aggravation des déséquilibres, les pays membres, l'un après l'autre ou ensemble, décident d'interrompre l'expérience et se retirent de la zone franc (leurs monnaies seraient alors immédiatement et sensiblement dévaluées). Soit, et ce serait la solution minimaliste, ils décident pour les mêmes raisons de dévaluer le FCFA. La ZFA serait alors préservée, mais transformée. On dévaluerait « une fois pour toutes », de façon à la fois importante et uniforme, en mettant en place une politique de rigueur un peu allégée par rapport à celle qui est prévue aujourd'hui. Les transformations en cours pour une intégration véritable seraient alors valorisées et permettraient d'adapter la ZFA aux réalités d'un développement vrai : le marché et la régulation par les prix. Dans le cadre de l'Union économique et monétaire prévue par le traité de Maastricht, le nouveau franc CFA, à un niveau plus réaliste par rapport au franc français et rattaché à la monnaie unique européenne, via le taux fixe écu-franc français, préserverait ses caractéristiques actuelles. Mais la Banque centrale européenne prendrait la place de la Banque de France pour les opérations monétaires actuellement contrôlées par le Trésor français.

(*) Professeur à l'université Lille-I et à l'université de Lomé.

Minitel 36290059 INPI BILANS. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...

...il est parfois utile d'examiner son bilan.



MINITEL 36290059 INPI BILANS. L'ACCES DIRECT A L'ENSEMBLE DU REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE.

L'INPI vous donne accès à la totalité des 2500000 comptes et bilans des SA et SARL publiés les cinq dernières années. Pour constituer le registre national du commerce, l'INPI collecte et regroupe tous les bilans de tous les greffes de France. Avec 36290059 INPI BILANS, vous accédez instantanément aux bilans, comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.



مكتبة من رصاص

CONJONCTURE

INDICATEUR • L'emploi Incertitudes

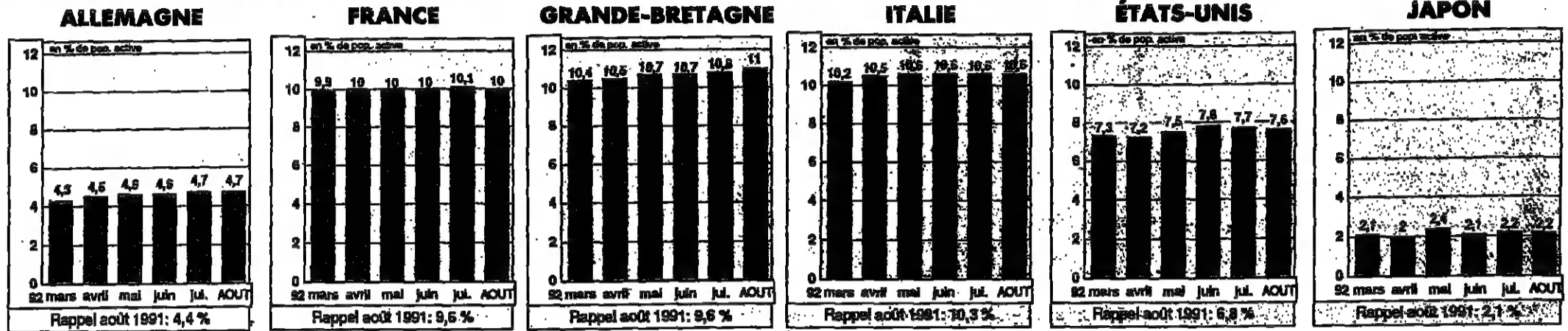
LES chômeurs se découragent-ils de pointer, les jeunes en quête de postes de s'inscrire dans les agences pour l'emploi, ou bien les statistiques mensuelles concernant l'emploi sont-elles à ce point approximatives qu'elles en perdent leur fiabilité? Toujours est-il que la stabilisation des taux de chômage observée un peu partout durant les mois d'été, sauf en Grande-Bretagne, ne convainc guère, tant elle paraît éloignée du climat conjoncturel que décrivent les autres indicateurs économiques.

En fait, ni les services statistiques nationaux des différents pays d'Europe, du Japon ou des États-Unis, ni a fortiori ceux des Communautés européennes, n'ont la possibilité de fournir chaque mois des données définitives. Les taux de chômage publiés mensuellement résultent donc d'estimations provisoires, susceptibles d'être fortement révisés par la suite. Le nombre des chômeurs déclarés étant généralement connu par leur recensement auprès des agences pour l'emploi, il reste, pour déterminer le taux de chômage, à évaluer la population active, qui n'est connue qu'avec plusieurs trimestres de décalage et sur une base

annuelle. Si les études démographiques permettent bien d'approcher l'accroissement potentiel de celle-ci, les changements de comportement sont plus aléatoires.

Ainsi la situation conjoncturelle incite-t-elle les femmes et les jeunes à rechercher du travail pour combler les pertes de revenu d'un foyer ou les découragent-elles d'entrer sur le marché du travail? Rien ne permet aujourd'hui de répondre à cette question.

Or, selon le cas, l'évaluation du nombre des actifs est modifiée, et avec elle les taux de chômage. Il faudra de fait attendre plusieurs trimestres pour connaître avec précision l'état de dégradation du marché du travail aujourd'hui.



Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources: Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon: sources nationales).

RÉGION • L'Asie du Sud-Est Industrialisation inégale

DES magnétoscopes aux jouets, il n'est point difficile de repérer dans notre environnement les indices de l'essor industriel du Sud-Est asiatique. Doit-on envisager l'émergence d'un nouveau pôle industriel majeur à l'échelle d'une région après tout plus peuplée que la Communauté européenne?

Avec quelque 8 % de la population du globe, l'Asie du Sud-Est ne fournit encore que 1,5 % du PIB mondial. Si elle assure 5 % du commerce international (dont 2 % pour Singapour), cela reflète en partie la faiblesse des synergies industrielles locales, et de la consommation. Et la vivacité de certaines croissances tient à l'extrême sous-industrialisation, jusque vers 1960, d'une région spécialisée, à l'époque coloniale, dans l'exportation des matières premières.

Partout, sauf à Singapour, la population reste majoritairement rurale, et les emplois industriels représentent 10 % des actifs dans le meilleur des cas. De plus, l'industrialisation du Sud-Est asiatique est marquée par l'inégalité.

Inégalité entre pays. Trois catégories se distinguent. Ceux - Birmanie, Cambodge, Laos - qui échappent totalement au processus. Ceux - Indonésie, Philippines, Vietnam - qui, tout en faisant parfois l'objet d'investissements massifs, sont caractérisés par une main-d'œuvre pléthorique, des salaires très bas (on gagne à Java environ dix fois moins qu'à Singapour) et une production de bas de gamme: textile, chaussure, assemblage électronique, industries souvent délocalisées de Taiwan ou de Corée. Ceux enfin - Malaisie, Singapour, Thaïlande - qui sont marqués, parfois depuis peu, par un déficit de main-d'œuvre, par des rémunérations en augmentation rapide et par le renforcement des segments intensifs en capital (industrie lourde, biens intermédiaires) et/ou en technologie (informatique, machines...).

Inégalité entre régions. Sauf dans la cité-État singapourienne, il n'y a pas de tissu industriel cohérent à l'échelle nationale. La dépendance est extrême par rapport à l'extérieur pour les débouchés, les technologies, le management et les capitaux. D'autre part, les activités se concentrent en un petit nombre de pôles: seul Bangkok compte vraiment en Thaïlande et, si l'ouest de la péninsule malaise s'articule autour de trois centres (Péang, Kuala Lumpur, Johore-Bahru), la côte est et, plus encore, la Malaisie orientale (Bornéo) demeurent très délaissées.

Loins de s'élargir, ces pôles constituent trop souvent des abîmes de fixation; ils tendent à stériliser le reste du pays, par l'intermédiaire de l'exode rural, et à générer des tensions nouvelles, par la pression sur les infrastructures et l'environnement, comme par la cristallisation des inégalités sociales.

Inégalité dans la répartition des activités. Tout se passe comme s'il existait trois types d'entreprises industrielles séparées par des cloisons étanches. D'un côté, les prospères filiales des multinationales se concentrent dans l'industrie légère exportatrice: électronique partout, chaussure en Indonésie, textile en Malaisie, agroalimentaire en Thaïlande.

De l'autre, les grands groupes nationaux, d'Etat ou privés, souvent déficitaires et/ou ultra-protégés, ont pour prédilection l'industrie lourde (métallurgie, chimie), la transformation des matières premières et, dans une moindre mesure, les constructions mécaniques (automobiles en Malaisie, avions en Indonésie, navires et armements à Singapour...). Enfin, à côté de ces moyennes et grandes unités, on trouve une myriade de micro-entreprises, essentielles pour l'emploi et pour la consommation locale, mais aux méthodes encore très artisanales, et généralement incapables tant de s'élargir (sinon par un piratage réussi, activité classique mais en régression) que de s'associer comme sous-traitants aux multinationales.

Inégalité dans la répartition des bénéfices. Une part disproportionnée revient aux firmes étrangères, sans que cela puisse toujours être considéré comme un investissement: les transferts de compétences vers les entreprises locales se font mal, et il s'agit fréquemment d'installations peu capitalistiques, démenageant sans relâche à la recherche de salaires toujours plus bas. Les Chinois - plus ou moins métissés - qui contrôlent la plupart des entreprises indigènes répondent à l'animosité de leurs concitoyens et, parfois, des autorités en investissant le moins possible à long terme et en faisant fuir leurs capitaux, parfois en émigrant. L'alternative, c'est de se ranger sous l'aile protectrice du pouvoir, qui réclamera son dû. D'où, dans une atmosphère de copinage, de népotisme et de corruption, ces tout-puissants conglomérats «politiques» qui dirigent les «cronies» de l'ex-président Marcos ou que gèrent les amis de la famille du président Suharto (groupe Salim, groupe Asita...).

Tout cela n'est guère favorable à la constitution d'entreprises nationales compétentes et profitables. Mais il ne faut pas pour autant perdre de vue les progrès accomplis, inégaux certes, mais souvent considérables. Le dynamisme qui enveloppe tout l'Extrême-Orient, la ténacité et l'esprit d'entreprise de ses habitants, l'importance des capitaux disponibles, l'exemple proche d'extraordinaires réussites: comment, avec cela, ne pas avoir confiance en l'avenir?

Jean-Louis Margolin
Université Strasbourg-II



PAYS • La Malaisie Le cinquième dragon?

VINGT MILLE voitures malaysiennes Proton Saga ont été vendues en 1991 au Royaume-Uni. Il s'agit certes de la copie d'un modèle du japonais Mitsubishi, qui possède 30 % de la société productrice, et le tiers des composants sont importés du Japon. Mais quelle revanche sur l'ancienne métropole!

Le lancement en 1985 d'une industrie automobile était apparu comme un colosse «déplaçant blanc». Aujourd'hui, les principaux problèmes de qualité sont résolus, un réseau d'équipementiers locaux est apparu, et, surtout, l'enrichissement d'une importante classe moyenne garantit les débouchés intérieurs: plus de 400 000 Proton représentent 60 % des ventes automobiles.

L'automobile n'est pas un cas isolé: la plupart des indicateurs sont au vert dans un pays qui a vu la part de l'industrie dans son produit intérieur brut doubler en vingt ans (passant de 14 % en 1970 à 28 % en 1991), qui a bénéficié en 1991 de 6,2 milliards de dollars d'investissements étrangers (dans l'électronique surtout), cependant que les matières premières, dont le pays regorge pourtant (hydrocarbures, caoutchouc, cacao, étain; premier rang mondial pour les bois tropicaux, l'huile de palme, le poivre), ne représentent plus que le tiers des ventes. En 1991, l'industrie a crû de 10 %, les exportations de 19 %.

Les causes de ce succès sont à rechercher dans le legs colonial

(infrastructures de qualité, plantations très rentables, formation d'une élite compétente), dans l'aménagement relativement équilibré du territoire (du fait de la domination politique de Malaisie surtout rurale) et dans la dynamique communautaire chinoise (un tiers de la population, la moitié du capital).

La réussite a sa rançon: la surchauffe économique, qui dure depuis 1988, a créé ou accru certains déséquilibres. La balance des comptes courants est largement déficitaire (4,4 milliards de dollars en 1991). Les réseaux routier, électrique et d'eau potable n'arrivent pas à suivre l'essor de l'industrie et du niveau de vie. Malgré un exode rural précoce, et l'afflux de près de 1 million de travailleurs immigrés, essentiellement indonésiens, le manque de main-d'œuvre, qualifiée surtout, devient chronique, et tire les salaires vers le haut, ce qui menace à terme la compétitivité.

Cependant, l'inflation (encore 4,5 %) tend à se calmer et le déficit du commerce extérieur est devenu minime. Si la Malaisie sait négocier l'ambivalence politique de privatisations, d'ouverture économique et de montée en puissance technologique dans laquelle elle s'est lancée, si elle sait concilier développement rapide et relative équité entre ethnies, couches sociales et régions, tous les espoirs lui sont permis.

J.-L. M.

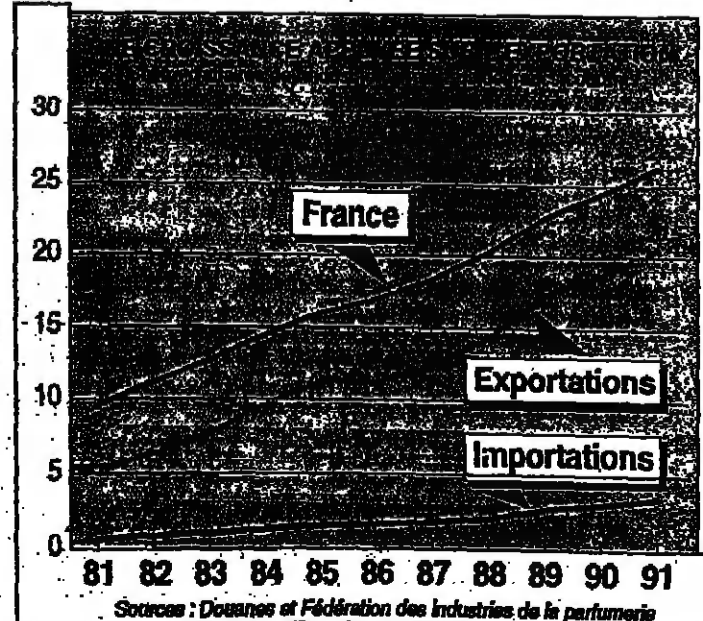
SECTEUR • Parfumerie-cosmétiques Essor ralenti

APRÈS dix années d'une croissance ininterrompue, les industries de la parfumerie, des cosmétiques et produits d'hygiène enregistrent elles aussi les effets de la crise de la consommation. En 1991, leur chiffre d'affaires, qui atteignait 26,3 milliards de francs, a progressé seulement de 1,8 %. En volume, c'est-à-dire corrigée de l'évolution des prix, la progression est évaluée à 1,8 %. Pour 1992, les prévisions ne semblent pas très optimistes: au premier semestre l'augmentation serait de 1,5 % par rapport au chiffre de 1991, particulièrement mauvais pour cause de guerre du Golfe. Alors que des records avaient été atteints en 1989 avec 7,1 % de croissance et 6,7 % en 1990.

Cette baisse de la croissance a d'abord une cause conjoncturelle: en 1991, la guerre du Golfe a notamment eu un effet désastreux sur tous les commerces liés aux voyages: boutiques hors taxes, tourisme. De même la morosité ambiante et la baisse du pouvoir d'achat de certains rejaillissent aussi sur les achats de parfumerie et d'hygiène, bien que ces produits représentent seulement 1 % du budget des ménages. Cependant, les professionnels ont voulu savoir s'il n'y a pas d'autres facteurs. «Le consommateur ne changera-t-il pas durablement de comportement?», dit Michel Mosser, président de la Fédération des industries de la parfumerie, qui regroupe quelque 250 industriels, de L'Oréal, numéro un mondial des cosmétiques, à Procter Gamble ou Henkel, en passant par de plus petits comme les parfums Givenchy, Hermès ou Jean Patou.

Une enquête menée par Euro-map sur le comportement des consommateurs a détecté trois éléments-clés: «nouveau naturel», libre arbitre, gourmandise. C'est-à-dire: une nature réconciliée avec le progrès; une autonomie du consommateur et une distance par rapport au discours des fabricants et des publicitaires; la reconnaissance du désir et du plaisir de consommer. Autant de potentialités de développement, apparemment, pour les industries du secteur. Reste à savoir si elles

Françoise Chirot



Sources: Douanes et Fédération des industries de la parfumerie